

Les fins d'empires : les adieux à l'« Indo »

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14788 - 7 F

MERCREDI 26 AOUT 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNIE

« Impeachment » brésilien ?

M. Fernando Collor de Mello sera-t-il le premier président de l'histoire de l'Amérique latine obligé de démissionner pour cause de corruption ? C'est en tout cas un véritable acte d'accusation qu'a publié, lundi 24 août, la commission parlementaire nommée pour enquêter sur les charges formulées en mai par le propre frère du chef de l'Etat brésilien. Son rapport démonte un gigantesque réseau de recyclage de fonds secrets portant sur des dizaines de millions de dollars, dont M. Collor et son entourage ont largement profité. Le seul argent de poche reçu par sa femme chaque mois depuis novembre 1990 correspond au salaire minimum de 480 travailleurs brésiliens.

Le président de la commission d'enquête peut, sans forfanterie, affirmer qu'un « travail d'investigation unique dans l'histoire du pays » a été réalisé. La corruption est, depuis longtemps, largement répandue au Brésil. Mais jamais elle n'avait été mise en lumière aussi crûment, au sommet de l'Etat.

Le désenchantement de la classe défavorisée des Brésiliens est à la mesure des grands espoirs qu'ils avaient nourris, à la fin du régime militaire, qui avait duré de 1964 à 1985. Après l'interregne confus du gouvernement Sarney, de 1985 à 1990 - réformes annoncées et jamais réalisées, discours et plans aussi microboliques que vains pour mettre fin à la crise économique, affaiblissement et incertitude de l'équipe en place - M. Collor avait donné à ses concitoyens le sentiment qu'il allait enfin être gouverné.

Les électeurs avaient prêté ouïe aux méthodes douteuses qu'il avait employées contre ses adversaires de gauche et l'appui financier qu'il avait reçu d'une oligarchie qu'il dénonçait pourtant en public. Ils avaient retenu l'image d'un jeune « battant », déterminé à faire entrer le Brésil dans la modernité, sans l'appui d'aucune force sociale ou politique au départ.

Ils avaient fait confiance à ce fils de gouverneur aisé qui se présentait comme le pourfendeur des profiteurs de l'administration, le justicier en guerre contre cette corruption dont on l'accusait aujourd'hui. L'équipe économique compétente dont il s'était récemment entouré avait commencé à faire reculer l'inflation et obtenu la renégociation de la dette extérieure. M. Collor avait aussi entamé de profondes réformes, quitte, en tentant de les faire aboutir, à compromettre sa moralité en s'enrichissant au passage.

Le rapport de la commission d'enquête ouvre plusieurs possibilités : la procédure d'« impeachment » (déstitution) du président pourra être menée soit devant le Parlement, soit devant la Cour suprême. Consciente par une escouade d'avocats, M. Collor semble pour le moment plus déterminé à préparer sa contre-attaque qu'à démissionner.

Il lui sera cependant difficile de temporiser, à coup d'arguments juridiques, au-delà des élections municipales prévues pour octobre. Depuis trois mois déjà, le travail parlementaire - sur l'importante réforme fiscale notamment - est bloqué, et la Parti social-démocrate a quelque raison de considérer ce président, de plus en plus isolé, comme incapable de gouverner, le qualifiant de « politiquement mort ». Gage de la solidité de la démocratie retrouvée ? Aucun militaire n'a menacé d'interrompre le processus constitutionnel en cours. Jusqu'à présent, du moins.

Lire page 8 l'article de DENIS HAUTIN-GUIRAUT

M0147 - 0825 0 - 7.00 F



A défaut de pouvoir rétablir la paix

La conférence de Londres va tenter de contenir le conflit yougoslave

Tandis que de violents combats se poursuivent à Sarajevo, la conférence internationale sur l'ex-Yougoslavie, qui s'ouvre mercredi 26 août à Londres, va tenter sinon de ramener la paix, du moins d'empêcher une escalade et une extension de la guerre. Les hauts fonctionnaires des douze pays de la CEE se sont

rencontrés mardi 25 août dans la capitale britannique pour s'efforcer de mettre au point une position européenne commune. Les parties en conflit, qui seront toutes représentées à Londres - notamment les six présidents de l'ex-fédération yougoslave - n'ont en rien modifié leurs positions intransigeantes.

L'engrenage

par Alain Debove

Et si les Serbes avaient déjà « gagné » la guerre ? La question s'impose, car les faits sont là : ils contrôlent aujourd'hui environ un tiers du territoire de la Croatie indépendante et 70 % de la Bosnie-Herzégovine. Mais comme toujours chez ce peuple qui se pose en victime de l'Histoire et du titisme, après avoir été du « bon côté », allié, pendant les deux conflits mondiaux, il redoute de perdre cette guerre sur le terrain politique.

L'actuel président de la nouvelle Yougoslavie, M. Dobrica Cosic, écrivait en janvier 1991 (avant la désintégration de la Fédération) dans un fascicule intitulé *La Yougoslavie et la Question serbe* : « Si nous ne nous engageons pas dans la bonne voie, si nous n'appréhendons pas

aujourd'hui de manière intelligente et claire notre but national et social, nous confirmerons notre manque de maturité historique. »

Bien des observateurs - un peu optimistes - pensaient qu'après les conquêtes territoriales en Croatie (Slavonie orientale et occidentale, Krajina), puis l'arrivée des « casques bleus » au printemps, les dirigeants de Belgrade, forts de ces victoires, seraient disposés à négocier et à rechercher un accord politique, voire à faire des concessions. Or, qu'ont-ils fait ? Ils ont commencé à armer massivement des milices en Bosnie-Herzégovine ; l'armée ex-fédérale s'est retirée de cette République, mais en abandonnant sur place la majeure partie de ses équipements lourds. Militairement parlant, la stratégie serbe a été adroite : un front à la fois, d'abord la Croatie, ensuite

la Bosnie. Du même coup, Belgrade mettait la communauté internationale devant le fait accompli.

Nombreux sont aujourd'hui les opposants au régime de M. Milosevic, en Serbie, qui estiment que cette tactique d'expansion avait été défectueuse dès le milieu des années 80, lorsqu'apparaissent dans les médias les cartes de la Grande Serbie et que fleurissent, dans les milieux nationauxistes, les discours sur la création d'un « Etat serbe rassemblant tous les Serbes » de Yougoslavie.

Lire la suite page 4

Lire aussi

La Voïvodine atteinte par la « purification ethnique » par YVES-MICHEL ROLLS page 5

Les violences xénophobes en Allemagne



Lire nos informations page 5

POINT DE VUE

Sursaut pour l'emploi

par Jean Kaspas

Chaque mois, avec une régularité implacable, le nombre de chômeurs augmente. Comme si nous étions devant un mouvement irréversible. La caractéristique première de cette situation est de produire un sentiment de fatalité qui brouille à la fois le diagnostic, les perspectives et les solutions. Sans prétendre à une vérité révélée, l'emploi exige aujourd'hui un effort de clarification et un sursaut d'initiatives, tant il est vrai que le pire est de s'habituer à l'intolérable.

L'illusion serait de compter sur le retour d'une croissance telle qu'elle permette à moyen terme de créer les emplois nécessaires. Or la croissance ne décolle nulle part dans le monde, ni aux Etats-Unis, ni au Japon. Quant à nos économies européennes, elles sont au creux de la vague, ce qui au passage met en lumière la nécessité pour la Communauté européenne et les Etats de se concerter pour

tenter de soutenir la croissance. En France, la stratégie de désinflation compétitive qui est l'alpha et l'omega du gouvernement, pour nécessaire qu'elle soit, n'offre guère de marge pour sortir l'emploi de son marasme. De ce constat, ne tirons pas argument pour dire que rien n'est possible. Il y a place pour une nouvelle donne sociale dont l'emploi deviendrait le centre et l'indicateur majeur. Tous les acteurs sont concernés, le gouvernement et le patronat au premier chef.

On s'est jusqu'ici peu interrogé sur cette curieuse conjonction qui veut que l'entreprise soit réhabilitée aux yeux de l'opinion publique alors même que se développe une exclusion sociale et professionnelle dans laquelle la responsabilité des employeurs est singulièrement engagée.

Lire la suite page 16

» Jean Kaspas est secrétaire général de la CFDT.

Divergences monétaires entre Washington et Francfort

La faiblesse du dollar inquiète les Européens

La crise du dollar perturbe les marchés financiers et inquiète les milieux économiques européens. Lundi 24 août, les places boursières ont accusé des baisses sensibles (-3,1 % à Paris). La force du mark, passé mardi au-dessus de 3,41 francs, affaiblit les autres monnaies du système monétaire européen. Ni l'Allemagne ni les Etats-Unis ne semblent déterminés à s'attaquer aux causes de cette crise.

Grand écart

par Françoise Lazare

La baisse du dollar de ces derniers jours donne le vertige. De 4,93 F vendredi 21 août, la monnaie américaine est tombée à 4,77 F lundi 24. La chute atteint 20 % en un an (en août 1991, un dollar valait 6 F). Il faut remonter à 1981 pour trouver un cours aussi bas. Mais, surtout, le billet vert a atteint, à 1,40 deutschemark, son plus bas niveau historique par rapport à la devise allemande. Surprenante par son ampleur, cette crise sur le marché des changes jette le trouble sur l'ensemble des marchés financiers. Et l'on s'interroge : où s'arrêtera la chute de la monnaie américaine ?

A la fin du mois de juillet puis ces derniers jours, les banques centrales des principaux pays industriels se sont montrées incapables d'enrayer le mouvement. Elles sont pourtant intervenues à plusieurs

reprises sur les marchés des changes, en achetant des dollars aux opérateurs sur le marché des changes, d'abord vendredi 21 août, puis lundi 24. L'opération vise, selon la loi de l'offre et de la demande, à faire remonter le cours. Mais les interventions de ces derniers jours, qui avaient pour objectif initial de ramener le dollar, du moins de contenir sa chute, se sont révélées inefficaces, les cambistes défiant à chaque fois les autorités monétaires.

Les marchés des changes connaissent en fait une crise importante. Celle-ci ne dénote, il est vrai, en dehors de tout bouleversement international majeur - les déchaînements de la Yougoslavie intéressent bien peu les cambistes - ou de tout choc économique particulier.

Lire la suite

Article d'ALAIN VERNERIEUX et ses informations page 13

Un geste d'Israël envers la Syrie

Le processus de paix au Proche-Orient a pris un vrai départ à l'ouverture, lundi 24 août, à Washington, de la sixième session des négociations bilatérales israélo-arabes. Israël, qui a multiplié les gestes d'ouverture envers les Palestiniens, a laissé entendre pour la première fois qu'il n'exclut pas un retrait, au moins partiel, du Golan syrien occupé depuis 1967.

Lire page 3 l'article de PATRICE CLAUDE

Le cyclone Andrew menace la Louisiane et le Mississippi

Après avoir fait au moins dix victimes et huit millions de dollars de dégâts en Floride, le cyclone tropical Andrew se dirigeait mardi 26 août vers les côtes du golfe du Mexique.

Lire page 8 les articles de DOMINIQUE DHOMBRES et YVONNE REBEYROL

Les projets d'EDF et l'environnement

Les nouvelles lignes électriques à moyenne tension vont être enfouies dans le sol.

Lire page 9 l'article de MARC AMBROISE-RENDU

SCIENCES • MÉDECINE

■ Manger pour vivre ■ Imbroglio autour du génome ■ Notre-Dame-la-Grande, la dessalée pages 9 et 10

Le sommaire complet se trouve page 20

Vladimir Volkoff



Les Faux Tsars

Vladimir Volkoff

LES FAUX TSARS. Le jeune tsarévitch Dmitry, qui eut chasser le tsar usurpateur Boris Godounov, est-il vraiment le fils d'Ivan le Terrible ? N'est-il qu'un imposteur, un « faux tsar » de plus ?

Chevauchées, émeutes, intrigues, combats, prodiges, atrocités et somptueuses cérémonies orthodoxes se succèdent dans ce roman, superbe évocation de ce qui fut pour la Russie « le Temps des Troubles ».

ÉDITIONS DE FALLOIS/AUTOMNE 1992

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 780 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 26 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Chili, 1000 P ; Espagne, 190 PTA ; Grèce, 220 DR ; Inde, 200 R ; Italie, 2.300 L ; Luxembourg, 17 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 460 F SCA ; Suisse, 15 KFR ; Thaïlande, 100 B ; USA (New York), 3 F ; USA (autres), 2,50 \$.

محضان النجل

LES FINES D'EMPIRES

1956. Les dernières troupes françaises quittent l'« Indo », après la défaite de Dien-Bien-Phu. C'est la fin du rêve séculaire d'un Empire des Indes orientales. Mais, au fait, qu'allions-nous faire, et qu'avons-nous fait, en Indochine ?

Par CHARLES-ROBERT AGERON

Le samedi 28 avril 1956, le haut commandement français en Indochine était dissous et les dernières troupes du corps expéditionnaire s'embarquaient à Saigon. Ce départ scellait la fin d'un siècle de présence française dans cette ville conquise par les marins de l'amiral Rigault de Genouilly, le 17 février 1859. Or, fait surprenant, la presse française, qui consacrait des pages entières à la guerre d'Algérie, racontait « l'épopée du Sahara », où le pétrole venait de jaillir, et célébrait « la France leader de l'Afrique », resta totalement silencieuse sur l'événement. *Paris-Match*, naguère sensible à la guerre d'Indochine, accordait trent-sept pages au mariage de Grace Kelly et de Rainier de Monaco, mais n'avait pas une brève ni une image sur les adieux à Saigon. Comment s'expliquer que la fin de l'Empire français d'Indochine mobilisa moins les médias que la fin de la guerre américaine d'Indochine ? Aux lendemains de la défaite de Dien-Bien-Phu, l'opinion française presque unanime souhaitait la sortie définitive du borborygme vietnamien. Elle ne comprit pas que le partage provisoire et la réunification par voie d'élections générales prévues par les accords de Genève laissaient encore à la France une chance de maintenir son arbitrage et son influence. Seuls les gaullistes et les communistes osèrent rappeler les engagements pris dans la déclaration commune de Genève. Mais il aurait fallu s'opposer aux volontés américaines, ce qu'Edgar Faure ne croyait pas possible. Sur la pression de Washington, celui-ci dut renoncer aux négociations timides engagées avec Hanoï par la mission Sainteny. Il dut même tolérer les humiliations imposées par le gouvernement de Ngo Dinh Diem (exclusion des généraux vietnamiens pro-français, dénonciation des conventions commerciales franco-vietnamiennes, sortie de la zone franc). De Gaulle, qui, en 1953, voulait qu'on mit fin à cette guerre, avait déclaré, le 30 juin 1955, que si le « régime » n'arrivait pas à imposer le respect de la France au très artificiel gouvernement de Saigon il devait « mettre un terme à une situation qui ne comporte pour nous aucune situation avantageuse ni peut-être honorable, qu'il retire d'Indochine notre corps expéditionnaire ». Ce retrait, l'état-major le demanda bientôt, au nom de la situation en Algérie. Ngo Dinh Diem l'exigea en janvier 1956, et Guy Mollet s'y décida le 3 avril 1956. Commentant ce départ annoncé, le *Monde* écrivait : « Faute d'avoir su mener une action diplomatique indépendante, nous nous sommes laissés entraîner par nos alliés américains dans une situation inextricable d'où nous ne pouvons aujourd'hui que nous retirer sans grandeur. »

Dès lors, la presse adopta le silence de la résignation. C'est à peine si un quotidien de Lyon, le *Progrès*, releva, le 14 juin, avec plus d'amertume que de colère, ce que le journal du frère du président Ngo Dinh Diem, le *Cochin-Ming* (Révolution nationale), avait écrit sous le titre « Adieu ! » : « Ainsi le corps expéditionnaire a foué le camp et foué le camp pour toujours (...). Les larmes, résolues à se mettre en grève, s'obstinent à ne pas couler. » Se voulant charitable, la Croix du 25 juillet expliqua qu'il nous restait comme « consolation » le maintien au Sud-Vietnam de diverses institutions culturelles : quinze mille élèves dans l'enseignement catholique, neuf mille dans les établissements d'enseignement laïque, deux cent cinquante et quarante professeurs d'université. Même si le lycée Albert-Sarraut et l'Institut Pasteur de Hanoï étaient oubliés, c'était se consoler à peu de frais. En réalité, les commentateurs attentifs avaient noté, dès 1955, que la France avait fait une « croix sur l'Indochine », titre retenu par Henri Amoureaux pour un livre de reportage. Parce qu'elle avait passé la main aux États-Unis, la France avait bien tiré un trait définitif.

Mais avait-elle jamais nourri un projet cohérent sur l'Indochine ? Quand, en décembre 1859, le gouvernement de Napoléon III décida de créer un établissement permanent à Saigon, il expliqua ainsi ses intentions : « Ouvrir aux confins de la Chine une voie nouvelle à la civilisation et au commerce de l'Occident, faire respecter les missionnaires chrétiens et leurs disciples. » Pourtant, le 5 juin 1862, Tu Duc, roi d'Annam, devait céder en toute souveraineté à la France les trois provinces orientales du Nam-Ky (Basse-Cochinchine). Un impérialisme conquérant venait ainsi de se mettre en marche. La même année, le Cambodge passait sous le protectorat français et, en juin 1867, l'amiral La Grandière s'empara des provinces occidentales du Nam-Ky : ainsi naissait la Cochinchine française.

Cette volonté d'« élever à l'ombre de notre pavillon un nouvel Empire des Indes orientales », comme l'écrivait le lieutenant de vaisseau Francis Garnier, explique, plus que le désir des commerçants de s'ouvrir un accès à la Chine du Sud, les interventions françaises au Tonkin. Certes, le traité du 15 mars 1874 posait le principe d'un protectorat, rejeté en fait par la cour de Hué, mais il engageait la France dans l'engagement ton-

inois. Au terme d'une double guerre franco-chinoise et franco-annamite, menée avec détermination par Jules Ferry, l'Empire d'Annam perdit son indépendance, la Chine renonça à sa suzeraineté et la France imposa un strict protectorat. Malgré les harangues de Clemenceau, partisan de l'évacuation de ce « haillon colonial », Henri Brisson fit triompher le principe républicain selon lequel « la France ne désertait pas l'Indochine ». Encore fallait-il la conquérir face aux mouvements de résistance armés de lettrés et des populations contre les « barbares d'Occident ». De 1885 jusqu'en 1890 en Annam, jusqu'en 1897 au moins en Cochinchine et au Tonkin, la « pacification » se heurta à la guérilla. Officiellement, la République luttait contre le

se concilia pas les patriotes, mais la République salua bientôt son succès : pendant la guerre de 1914-1918, la France put, sans susciter de grandes révoltes, faire venir dans la métropole 43 430 militaires indochinois, dont quatre bataillons de combattants et 48 980 travailleurs.

La France s'était aussi engagée à mettre en valeur les ressources de sa colonie. De fait, dès avant 1914, l'Indochine avait commencé à s'équiper grâce aux investissements publics (426 millions de francs-or) et privés (492 millions). La création de ports modernisés et de chemins de fer, le développement des charbonnages, des cotonnières et des rizières expliquent que le commerce extérieur ait quadruplé de 1887 (140 millions) à 1913 (587 millions). On n'en

d'usines. La République avait pourtant rêvé, au moins par la voix de quelques hommes généraux, d'une colonisation humanitaire des esprits et des corps. Tel était le « devoir éducatif » de la France qui devait passer par la diffusion de sa langue et de ses « lumières ». Même si la réalité fut loin de ce rêve altruiste, on doit noter que nulle colonie française n'avait développé un enseignement public « franco-indigène » aussi important. En 1939, 8 512 écoles primaires enseignaient à 617 510 élèves simultanément dans leur langue maternelle et en français. La Mission catholique instruisait dans un million d'écoles quelque 84 000 élèves et recueillait dans 104 orphelinats plus de 10 000 enfants abandonnés. A l'Université d'Hanoï, qui préparait depuis 1934 à la licence et au doctorat, 547 étudiants vietnamiens acquiesçaient une solide culture française et l'ouverture à toutes les disciplines scientifiques. Ils seront près de 2 000 en 1943, sans compter les 430 qui étudiaient en France. Plus désintéressée encore, l'organisation sanitaire française s'était développée jusque dans les campagnes. En 1939, on ne comptait pas moins de 867 formations sanitaires, hôpitaux et infirmeries en Indochine, qui recevaient 365 000 malades. Déjà un personnel médical indochinois de 589 personnes aidait les 133 médecins français, et l'Ecole de Hanoï formait de véritables médecins vietnamiens : 344 obtinrent jusqu'en 1954 le diplôme français de docteur en médecine.

Ces progrès humains appelaient à terme une transformation totale du régime colonial. Mais les hommes d'Etat qui le comprirent ne crurent pas pouvoir imposer à la société coloniale les réformes qu'ils jugeaient nécessaires. Dès lors, les libertés fondamentales réclamées par les « constitutionnalistes » vietnamiens avec l'appui de la nouvelle bourgeoisie furent obstinément refusées. Le mouvement national, voué à la clandestinité, prit une forme insurrectionnelle (souèvement de Yen-Bay) ou révolutionnaire, du fait des progrès des groupements marxistes, trotskistes et communistes avertis jusqu'en juin 1957. La défaite française de 1940, soulignée par l'occupation de troupes japonaises et le coup de force japonais du 9 mars 1945, annonça la fin de la domination blanche. L'empereur d'Annam abolit le traité de protectorat avec la France, mais, le 19 août 1945, ce fut le Vietnam : un front à direction communiste, qui s'empara du pouvoir à Hanoï puis, dans les jours suivants, à Hué et à Saigon. Le 2 septembre, Ho Chi Minh proclamait, avec l'indépendance reconquise, la naissance de la République démocratique du Vietnam.

Bien qu'ils aient vite mesuré que « vingt-cinq millions de patriotes aspiraient à se libérer », les responsables civils et militaires français ne voulurent pas abandonner à la merci d'un parti totalitaire communiste les États de la Fédération indochinoise. Telles furent du moins l'explication officielle de cette guerre et les raisons prétendues de sa durée. Le théâtre des opérations, d'abord limité au Vietnam, finit par s'étendre à l'Indochine. Le Vietnam reçut l'appui du Pathet Lao, des Khmers-Sereis et de la petite armée Khmer-Isarak. En 1949, la France avait dû accorder aux trois États associés d'Indochine le principe de leur indépendance. Mais l'Etat du Vietnam, celui de Bao Dai, ne fut reconnu comme souverain qu'après Dien-Bien-Phu, le 4 juin 1954. Cependant, Paris voulut ignorer l'existence de la République démocratique du Vietnam avant d'y être contraint par la défaite militaire et les accords de Genève.

Au terme de sept années et demi de luttes conduites de manière désordonnée, le bilan de cette guerre impopulaire en France était particulièrement désastreux. On comptait dans le corps expéditionnaire français, qui rassemblait des engagés volontaires issus de toute l'Union française, près de 60 000 morts ou disparus, dont un tiers de Français métropolitains et, parmi ceux-ci, 15 000 morts, dont 2 000 officiers. L'armée vietnamienne qui combattait au côté de la France aurait eu de 35 000 à 50 000 morts ou disparus, compte tenu des 16 000 prisonniers et des milliers de déserteurs. Sur le plan politique, la France fut totalement évincée du Vietnam du Nord, que les militaires et civils français durent évacuer en même temps que 887 000 Vietnamiens fuyant le régime communiste. Dans l'Etat du Vietnam, celui du Sud, la France, tenue par les nationalistes pour responsable du partage de leur patrie, allait bien vite devoir céder la place.

L'entreprise de la France en Indochine avait toujours été une mission impossible. Comment faire accepter en moins d'un siècle une domination et une civilisation étrangères ? Sinon en transformant totalement les populations soumises : or, si la modernisation du pays fut entamée, il n'y eut pas de Meiji indochinois. A tout le moins, puisque la France avait apporté la sécurité et l'ordre intérieurs et libéré le Vietnam de la domination chinoise, il eût été possible de le laisser plus tôt devenir une nation. La France ne sut pas, en Asie, décoloniser dans l'amitié, alors qu'elle y parvint en Afrique noire.

POUR EN SAVOIR PLUS

« Vietnam » de Philippe Devillers, *L'Asie du Sud-Est*, Sirey, 1971.
« Histoire du Vietnam de 1940 à 1952 » de Philippe Devillers, Le Seuil, 1960.
« L'Indochine française », de Paul Isoart et Pierre Brocheux, PUF, 1982.
« La Geste française en Indochine », de Georges Taboulet, 2 tomes, Adrien Maisonneuve, 1956.

32. - Les adieux à l'« Indo »



Départ de Saigon des troupes françaises.

mouvement Can Vuong (Soutien au roi) ou contre les pirates, mais le plus tenace de ceux-ci, Le DeTham, est parfois présenté comme le grand résistant du Vietnam.

Pourtant, la République s'était engagée en 1886 à pratiquer « une politique d'association pour accomplir dans l'Indochine une grande œuvre de civilisation ». Pendant vingt ans, cette politique, à laquelle Antoine de Lanesan (révoqué en 1894) aurait voulu attacher son nom, fut vide de sens. L'impérial Paul Doumer, qui fit de l'Union indochinoise une unité administrative et financière et un chantier de grands travaux, n'avait nul souci de « politique indigène ». En dépouillant les mandarins de tout pouvoir, il froissa les élites, cependant que ses exigences fiscales furent durement ressenties. La distribution de vastes concessions foncières aux Européens se révéla être une erreur plus grave encore : les paysans vietnamiens furent réduits au rang de métayers des grands propriétaires européens non résidents, qui disposaient de 65 000 hectares de concessions en 1896, de 322 000 hectares en 1900 et de 1 025 000 hectares en 1930.

Le gouverneur général Paul Beau tenta pourtant de revenir à la « généreuse politique d'association » et se fit soutenir par le ministre Clémentel, qui proclama en 1905 : « L'heure est venue de substituer en Extrême-Orient la politique d'association à la politique de domination. » Paul Beau rendit aux mandarins une partie de l'administration locale, mit sur pied une Chambre consultative du Tonkin, ébaucha un service d'assistance médicale et une université à Hanoï. Les Européens d'Indochine se déchaînèrent contre lui et obtinrent son départ en 1908. Cependant, les lettrés traditionalistes ou les jeunes Annamites rêvaient, à l'exemple du Japon et de la Chine, de restaurer l'indépendance nationale et de moderniser le Vietnam. Réformistes et révolutionnaires dénonçaient à l'unisson les humiliations imposées aux notables, la misère infligée à un peuple « semblable à un troupeau de bêtes trop pesamment chargées et assommé de vexations ». Mais les premiers en appelèrent en vain, pour parvenir à l'indépendance, à une coopération franco-annamite, tandis que les révolutionnaires organisaient des sociétés secrètes en vue de l'action directe.

Face à « l'hostilité grandissante que nos sujets nous témoignent de plus en plus », le gouverneur général Albert Sarraut promit à nouveau en 1911 le retour à la « seconde politique d'association franco-indigène » : il réforma la justice, développa l'instruction publique et la représentation politique dans des conseils consultatifs. Il ne

déclina pas que la France se serait enrichie grâce au pillage des richesses de l'Indochine ni même que celle-ci ait offert un débouché considérable à ses exportations. En 1913, l'Indochine ne fait venir de France que 29 % de ses importations. Le marché indochinois n'est alors une bonne affaire que pour les cotonniers et quelques capitalistes métropolitains, grâce aux taux de profit des sociétés indochinoises. Du moins l'oubliage économique avait-il été entrepris.

Pendant les années de l'entre-deux-guerres, la « mise en valeur » de l'Indochine s'accéléra grâce à l'afflux des capitaux privés (3 160 millions de francs de 1924 à 1932). Les emprunts coloniaux (1 400 millions) permirent le développement de l'équipement ferroviaire (3 372 km en 1938, dont les 1 738 km du Transindochinois) et du réseau routier (27 441 km). Grâce à la construction de nouvelles digues au Tonkin, de canaux d'irrigation en Cochinchine, les rizières s'étendirent de 4 millions d'hectares en 1913 à 5 590 000 en 1938. Mais les populations allaient-elles mieux vivre parce qu'on pouvait désormais exporter, difficilement d'ailleurs, riz et maïs, ananas et caoutchouc ?

Le potentiel de production par tête, compte tenu de la poussée démographique (17 millions d'habitants en 1913, 24 millions en 1939), et le pouvoir d'achat des masses restèrent sensiblement stationnaires jusqu'en 1939, sauf en Cochinchine où l'amélioration fut sensible. On considéra comme un succès que la ration quotidienne théorique ait pu être maintenue à 315 grammes par habitant (moyenne pour l'Indochine entière) tandis que l'exportation du paddy (riz non décortiqué) atteignait par exemple 1 763 000 tonnes en 1936.

Mais la crise des années 30 montra que le nombre des consommateurs économiques se limitait à 1 800 000 personnes, tandis que plus de 17 millions vivaient dans le dénuement total. La « prospérité de 1929 », celle de l'Indochine heureuse, ne profitait qu'à moins de 10 % de la population, et d'abord à la population française civile ou militaire (36 000 en 1937) ainsi qu'à une étroite classe riche parmi les autochtones. Face à cette situation, quelques économistes avaient bien suggéré de recourir au remède miracle : la révolution industrielle. Mais les débuts de l'industrialisation virent seulement le transfert de 120 000 paysans miséreux hors de leurs rizières surpeuplées vers les ports et les quartiers

Après sept ans et demi de luttes, le bilan de cette guerre impopulaire en métropole était désastreux : dans le corps expéditionnaire français, on comptait plus de 60 000 morts et disparus.

La reprise des pourparlers de paix à Washington

Jérusalem ne rejette pas l'idée d'un retrait partiel du Golan

«Une réalité nouvelle est en train d'émerger au Proche-Orient», proclamait le porte-parole des négociations israéliennes à la sixième session du processus de paix ouverte à Madrid il y a dix mois. L'événement a pris un peu plus de consistance lundi 24 août à Washington, à l'issue de la première journée de reprise des négociations entre Israël et les États arabes.

Pour la première fois de manière publique, l'État juif, annonçant son soutien au principe de compromis territorial en échange de la paix, a laissé clairement entendre qu'il était prêt à se retirer, ne serait-ce que partiellement, des hauteurs du Golan conquises sur les armées syriennes il y a vingt-cinq ans.

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

Dévoilée de manière presque subreptice en l'absence des Palestiniens parvenus tardivement dans la capitale fédérale pour cause de tracasseries administratives dans les territoires occupés, l'information, capitale pour la suite des négociations israélo-arabes en général, a été lâchée comme par inadvertance lundi par le nouveau patron des négociateurs israéliens pour la Syrie, M. Itamar Rabinovich.

Une seule petite phrase a suffi pour éclaircir l'atmosphère du premier des trépas qui quarante jours de négociations qui viennent de s'ouvrir à Washington. Cette petite phrase, interdite aux diplomates de l'inflexible administration israélienne précédente, la voici : « Nous considérons, a dit l'universitaire de cinquante ans personnellement choisi par M. Itzhak Rabin pour discuter avec le plus implacable des ennemis d'Israël, que la résolution 242 du Conseil de sécurité des Nations unies s'applique aux négociations de paix entre la Syrie et nous. »

Les sceptiques diront que la résolution, qui prévoit que l'État juif se retire « des » et « des » territoires occupés, selon les interprétations, est d'abord elle-même sujette à controverse et qu'elle constitue en elle-même le fondement même des négociations de paix depuis leur ouverture l'an dernier. Principaux parrains du processus en cours, les Américains avaient eux-mêmes pris soin de le mentionner comme tel dans les invitations adressées aux belligérants. C'est cependant la toute première fois qu'Israël en reconnaît publiquement la validité, et ce moins d'une semaine après que, de Jérusalem, le porte-parole du premier ministre, M. Gad Ben Arie, en ait fermement démenti l'hypothèse.

Atmosphère de détente et d'optimisme

Signe annonciateur ou non d'une grande percée diplomatique à venir, l'évolution israélienne sur cette question de principe, laquelle s'ajoute à toute une série de gestes plus ou moins symboliques de la bonne volonté née à Jérusalem avec le nouveau gouvernement de M. Rabin, semble avoir très agréablement surpris les principaux intéressés. « Le ton est raisonnable et constructif », s'enthousiasme le régime syrien. « L'atmosphère est sérieuse et plus détendue », Les Syriens, par la bouche de leur porte-parole, M. Bushra Kanafani, n'ont pas cessé lundi de faire entendre une petite musique fort différente des roulements de tambour martiaux et pleins d'orgueil que marquaient invariablement les sessions précédentes.

Les envoyés de Damas se sont « l'approche nouvelle et du style différent » adoptés par leurs interlocuteurs israéliens. Dans un document de travail rédigé lundi à leurs homologues syriens, les hommes de M. Itzhak Rabin se seraient non seulement « engagés sur la résolution 242, alors qu' auparavant, a rappelé M. Kanafani, nous devions sans cesse batailler pour faire reconnaître ce point ». Ils auraient aussi « et de leur propre chef, soutenu, encore le porte-parole, employé des mots naguère impossibles pour eux comme « retrait » ou « paix globale » (...). Oui, je pense

que tout cela est nouveau, et je peux même dire que c'est encourageant. »

Une même atmosphère de détente et d'optimisme mesuré régnait lundi soir parmi les délégations libanaise et jordanienne réparties dans différents hôtels de la capitale américaine. « Avec le Liban, rappelle-t-on l'après-midi M. Yossi Gal, nouveau porte-parole des négociations israéliennes, cela devrait être facile (de conclure un accord de paix) car nous n'avons pas de querelles de frontières », L'occupation par l'armée de l'État juif d'une bande d'environ 850 kilomètres carrés de territoire libanais dans le sud du pays est liée « à un problème de sécurité », la présence des maquisards du Hezbollah non loin des frontières d'Israël. « Donc nous allons traiter chaque aspect dans le cadre d'un accord de paix. »

Le différend avec la Syrie est à la fois « moins chaud » - pas un coup de feu n'a été tiré sur la ligne de démarcation depuis dix-huit ans - et plus profond. Damas réclame toujours que lui soit restituée « la totalité du plateau du Golan », lequel a été annexé par une loi spéciale de la Knesset en 1981. Et puis, se percevait toujours comme le bras armé de la cause panarabe, le régime du président Hafez El Assad exige aussi un retrait total et définitif « de tous les territoires arabes » conquis par l'État juif en 1967. La position de base des Syriens sur ces points n'a pas changé. Tant qu'Israël n'accepte pas ce principe, avait-on coutume de dire à Damas, les négociations n'aboutiront à rien. Le sous-entendu était clair : seule l'insistance américaine nous oblige à participer à des discussions vouées à l'échec.

La reconnaissance par Israël de la fameuse résolution 242, c'est-à-dire du principe d'un échange de territoires contre la paix, pourrait bien avoir débouqué la situation. Déjà, M. Kanafani l'a clairement dit lundi à Washington. Les Syriens sont « prêts à discuter en profondeur des différences, d'interprétation qui existent entre nous à propos de cette résolution. » Gros progrès. Jadis Damas ne voulait pas entendre parler d'autre chose

que de la restitution de « tous » les territoires. En échange de leur évolution, les Israéliens, qui demandaient un traité de paix avec leur ennemi principal, pourraient bien obtenir satisfaction. La discussion, semble-t-il, aura lieu.

« Nous voulons établir une paix réelle, a dit le porte-parole syrien. Nous voulons la sécurité pour tous, chaque pays a besoin d'une sécurité qui ne soit pas établie aux dépens de celle des autres. » Les pourparlers seront sans aucun doute longs et ardu. Chacune des parties va maintenant chercher derrière les sourires et le climat de détente qui prévaut actuellement, la substance, le concret et les gestes qui font les vrais accords de paix. C'est ce que déclarait M. Mowafak Allaf, le chef de la délégation de Syrie lundi après-midi. C'est ce qu'a dit également à son arrivée un peu plus tard dans la capitale fédérale M. Hanane Ashraoui, porte-parole des Palestiniens, absents de la première journée de négociations.

« Signal positif »

« Oui, nous apprécions à sa mesure le signal positif que nous ont envoyé les Israéliens en annonçant la libération prochaine de huit cents prisonniers politiques palestiniens. Mais il y en a environ treize mille dans les territoires occupés. » Les gestes et les symboles, a laissé entendre M. Ashraoui, c'est bien joli, « mais nous attendons du concret, de la substance, la fin de toutes les mesures d'urgence prises contre nous, l'arrêt des démolitions des maisons, des détentions administratives, des déportations, de la colonisation de nos territoires. »

Au total, M. Ashraoui estime que la longue session de pourparlers qui vient de s'ouvrir « sera décisive ». Et M. Allaf a dit son espoir de voir, stabilisés, dès la fin de cette « phase », les négociations passer à l'étape suivante, celle de la signature d'un accord définitif en vue de la paix entre la Syrie, Israël et toutes les parties impliquées dans ce processus.

PATRICE CLAUDE

LIBAN : malgré de nombreuses contestations

Le gouvernement paraît décidé à mener les élections à leur terme

BEYROUTH

de notre correspondant

La plus grande confusion régnait à Beyrouth, mardi 25 août, au lendemain de la première journée des élections législatives. Sur quatre circonscriptions - trois dans la plaine de la Bekaa et une dans le nord du pays - le dépouillement des bulletins de vote n'est achevé que dans deux seulement : à Zahle, où le fils du président de la République, M. Roy Hraoui, et le ministre des travaux publics, M. Chaouki Fakhoury, ont été battus, et dans la Bekaa-ouest, où, en revanche, le ministre de l'intérieur, M. Sami Al Khadif, a été élu. Dans le Nord, le dépouillement du scrutin avance très lentement et pourrait durer jusqu'à la fin de la semaine.

Dans la circonscription de Baalbek-Hermel, le président du Parlement sortant, M. Hussein Husseini (chiite), pourtant au mieux avec les Syriens, a subi un échec cuisant.

M. Husseini, démissionnaire de son poste, a accusé le Hezbollah, qui l'a battu, d'avoir placé ses hommes comme chefs de bureau de vote et d'avoir investi le soir de Baalbek par la force des armes pour bouter les urnes, avec la complicité des autorités. Le parti intégriste chiite a rétorqué que M. Husseini s'est bien gardé de contester les opérations électorales aussi longtemps qu'il s'est cru vainqueur.

Le conseil des ministres s'est réuni, mardi, pour prendre connaissance des contestations dont il a été saisi de toutes parts et décider de leur sort. Les propos tenus par le chef du gouvernement et par les ministres pro-syriens laissent penser qu'il ira de l'avant. D'ici, des listes électorales se sont constituées à Beyrouth et dans le Mont-Liban, où le vote devrait avoir lieu le 30 août. Mais personne n'est à même d'imaginer sur quoi pourra déboucher ce gigantesque gâchis.

LUCIEN GEORGE

En France

Des personnalités du RPR, de l'UDF et de l'UDC dénoncent le scrutin

Plusieurs personnalités de la droite française ont sévèrement critiqué l'organisation des élections législatives au Liban et demandé au gouvernement de refuser de cautionner ce que M. Richard Cazenave, secrétaire national du RPR chargé des droits de l'homme au sein du mouvement, a qualifié de « simulacre électoral ».

« Si la France a décidé d'abandonner le Liban à la Syrie, qu'elle le dise, si elle refuse, qu'elle dénonce clairement cette situation », a indiqué M. Cazenave, au nom du RPR. De son côté, M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a jugé « inadmissible que le gouvernement français participe à cette lâcheté générale et n'ait même plus la force de faire enten-

dre sa voix pour défendre un pays lié à nous depuis des centaines d'années. »

Pour M. Jacques Barrot, président du groupe UDC à l'Assemblée nationale, la France « doit solennellement exiger l'arrêt d'un processus électoral indigne de l'idéal commun aux Français et aux Libanais et dangereux pour l'identité du Liban ». M. Jean-François Deniau (UDF) ancien secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, s'est étonné, dans un communiqué, que la présidence britannique de la Communauté européenne se soit « félicitée des perspectives de renouveau démocratique au Liban ». Il a demandé au gouvernement français de désavouer ces propos.

EN BRIEF

AFRIQUE DU SUD : visite du maire de Marseille. - Le maire de Marseille, M. Robert Vigouroux, est arrivé, dimanche 23 août, à Johannesburg, pour une visite d'une semaine en Afrique du Sud. M. Vigouroux, à la tête d'une délégation de neuf personnes, devrait rencontrer des personnalités économiques (en particulier le directeur du port du Cap et les représentants de la Chambre de commerce franco-sud-africaine) et des responsables politiques - du Congrès national africain (ANC) et du gouvernement, notamment. - (AFP)

ANGOLA : un ressortissant portugais enlevé au Cabinda. - Un ouvrier portugais a été enlevé, jeudi 20 août, par des rebelles du Front de libération de l'enclave du Cabinda (FLEC-FAC), alors qu'il se trouvait dans la ville côtière de Landana, a rapporté, lundi 24 août, à Lisbonne, l'agence de presse portugaise Lusa. En juillet, deux Français avaient été enlevés, puis relâchés au Zaïre, par les maquisards séparatistes. - (Reuters)

BIERMANIE : réouverture des universités. - Les universités birmanes, fermées pendant neuf mois par la junte militaire après des manifestations en faveur de la démocratie à l'occasion de l'attribution du prix Nobel de la paix à la dissidente Aung San Suu Kyi, ont rouvert leurs portes, lundi 24 août. D'étranges mesures de sécurité ont été prises par les forces de l'ordre pour éviter de nouveaux troubles et empêcher l'infiltration d'« éléments indésirables ». - (AFP, Reuters)

CÔTE D'IVOIRE : le chef de file de l'opposition en visite à Paris. - Le dirigeant du Front populaire ivoirien (FPI), M. Laurent Gbagbo, principal opposant au régime du président Félix Houphouët-Boigny, devait être reçu, dans la soirée du mardi 25 août, à Paris, par le président de l'Assemblée nationale, M. Henri Emmanuelli. Emprisonné après une manifestation de l'opposition, en février, à Abidjan, M. Gbagbo a bénéficié de la loi d'amnistie du 22 juin. Il doit participer au conseil de l'Internationale socialiste prévu à Berlin le 10 septembre. - (AFP)

JAPON : l'empereur se rendra en Chine du 23 au 28 octobre. - L'empereur du Japon Akihito se

rendra en Chine du 23 au 28 octobre prochain. Le gouvernement nippon a, en effet, donné son feu vert à cette visite, mardi 25 août. Le programme n'a pas encore été fixé, mais déjà la visite a suscité une vive polémique, l'extrême droite ayant dénoncé par avance d'éventuelles accusations économiques (en particulier le directeur du port du Cap et les représentants de la Chambre de commerce franco-sud-africaine) et des responsables politiques - du Congrès national africain (ANC) et du gouvernement, notamment. - (AFP, Reuters)

SÉNÉGAL : un policier tué en Casamance. - Un policier a été tué, samedi 22 août, et deux autres de ses collègues ont été blessés, lors d'une attaque menée par des rebelles du Mouvement des forces démocratiques de la Casamance (MFDC, organisation séparatiste), a-t-on appris, dimanche, de source autorisée à Dakar. L'attaque s'est produite dans le département d'Oussouye, à 30 km de la capitale de la province méridionale du Sénégal, Ziguinchor. - (Reuters)

SOUDAN : Le pont aérien humanitaire vers Juba est à nouveau suspendu. - Quatre jours après la reprise du pont aérien vers la ville de Juba, dans le sud du Soudan, assiégée par les rebelles, (le Monde du 22 août), le programme alimentaire mondial des Nations unies a annoncé la suspension des opérations, après le bombardement de deux avions de l'ONU déchargant de la nourriture, par le mouvement rebelle de l'Armée populaire de la libération du Soudan (APLS), sur l'aéroport de la ville. Sur les 1 045 tonnes de nourriture prévues à destination de Juba, quelque 260 tonnes ont été livrées avant l'attaque des rebelles. - (AFP)

ZAÏRE : violents incidents entre communautés du Shaba et du Kasai. - Selon l'agence de presse locale AZAP, des incidents « violents » ont récemment opposé les communautés de la province du Shaba (dont est originaire le premier ministre sortant, M. Nguzu Karl I Bond) et celle du Kasai (dont est originaire le nouveau premier ministre, M. Etienne Tshisekedi), dans le sud-ouest du pays. Des échauffourées analogues avaient fait huit morts, la semaine dernière, à Lubumbashi (Shaba) et à Likasi (Kasai). - (AFP)

Vives réactions de la droite et des colons contre les gestes d'ouverture envers les Palestiniens

Le gouvernement israélien a communiqué, lundi 24 août, en détachement administratif les ordres d'expulsion de onze activistes palestiniens considérés comme des meneurs de l'intifada. Cette décision, et de manière plus générale, les ouvertures envers les Palestiniens sont vivement contestées par la droite et les colons.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

La droite israélienne est aux abois. Impuissante face aux gestes accomplis par le premier ministre, M. Itzhak Rabin, pour détendre l'atmosphère des conversations de Washington, elle affiche un désarroi d'autant plus grand que l'opinion israélienne appuie généralement son

nouveau chef. L'annonce de la levée, par M. Rabin, de l'ordre de bannissement de onze Palestiniens mécontents particulièrement l'ancien premier ministre, M. Itzhak Shamir, car c'est lui qui avait formulé cet ordre le 2 janvier quand il était au pouvoir. La mesure avait, à l'époque, provoqué un tollé international. Le Conseil de sécurité des Nations unies avait voté une résolution condamnant fermement Israël et lui demandant instamment de renoncer à appliquer l'ordre d'expulsion.

Les travaillistes se veulent rassurants

M. Shamir avait ignoré ce mouvement de protestation. « Cette punition visait des terroristes responsables d'assassinats », explique-t-il, estimant que son successeur a choisi de faciliter

l'existence de ces derniers, aux dépens « des artisans du grand Israël » et des Israéliens qui luttent pour une « Jérusalem juive ».

M. Rabin « n'est occupé qu'à faire des concessions unilatérales aux Arabes, qui affaiblissent Israël », met en garde M. Benjamin Netanyahu, candidat à la succession de M. Shamir. « Les Arabes ont l'impression qu'ils ont affaire à un gouvernement faible, sur lequel ils peuvent exercer des pressions sans que personne ne leur demande le moindre geste de bonne volonté », ajoute-t-il. Le secrétaire général du Parti national religieux, proche du mouvement annexionniste Goush Emounim (Bloc de la foi), le député Itzhak Lévy, va jusqu'à affirmer que « ce gouvernement a perdu le nord ».

Le chef du parti d'extrême-droite Moleket, M. Rehavim Zeevi, qui prône le transfert des

Palestiniens hors des territoires occupés, estime qu'il ne reste à M. Rabin « qu'à organiser des funérailles nationales à Abou Jibral (NDLR : ancien numéro 2 de l'OLP assassiné à Tunis en avril 1988), et à décréter le Prix d'Israël, accordé aux grandes figures de la culture israélienne, à Ahmed Jibril », chef du Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général.

Marche de protestation

Les travaillistes essaient pourtant de se montrer rassurants. « Ces mesures ne portent pas atteinte à la sécurité d'Israël », explique M. Ephraïm Sneh, un proche de M. Rabin. Elles sont un message à la population palestinienne afin qu'elle comprenne que le dialogue et la modération priment sur la violence. Rien n'y fait. Les colons juifs demeurent convaincus que ces décisions « irresponsables » vont « encourager le terrorisme car elles sont perçues comme une reddition ».

Comme pour se rassurer, le maire de Katerina, la « capitale » du Golan annexé, M. Sami Bar Lev, prévoit que la Knesset « ne votera jamais en faveur d'un compromis territorial ». Elle préférera faire tomber le gouvernement. Les colons juifs ne sont cependant pas intentionnés de baisser les bras. Ils ont organisé, lundi, une marche de protestation dans le quartier arabe de Jérusalem-Est contre la décision du ministère de la police de faire évacuer deux maisons arabes occupées par des juifs à Kyrat Arba, fief du Goush Emounim. Ils se sont heurtés à l'armée. Signe que les temps ont changé pour cette fraction de la population israélienne : cinquante et un d'entre eux ont été mis en prison. Ils ont été libérés dans la soirée. - (Interim)

Selon le Quai d'Orsay

L'instauration d'une zone d'exclusion sera signifiée à l'Irak « dans un avenir très proche »

Le projet occidental de créer une zone d'exclusion aérienne dans le sud de l'Irak (le Monde du 20 août) a été retardé car les milieux arabes redoutent un démantèlement de ce pays, ont indiqué, lundi 24 août, des diplomates en poste dans le Golfe. Mais un porte-parole du département d'Etat, M. Joseph Snyder, a affirmé « n'être au courant d'aucun changement ».

En fait, aucune date n'a été officiellement annoncée à ce jour pour l'instauration de cette zone. Le porte-parole du ministère français des affaires étrangères, M. Daniel Bernard, a indiqué lundi que les trois alliés occidentaux, les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne, signifieront « dans un ave-

nir très proche », à l'ambassadeur d'Irak aux Nations unies, M. Abdel Amir Al Anbari, « les dispositions prises en ce qui concerne le sud du 32° parallèle ».

Seul État arabe à se féliciter sans réserves de l'instauration de la zone d'exclusion, le Koweït considère qu'elle « mettra fin aux violations continues des résolutions du Conseil de sécurité relatives aux conditions des accords de cessez-le-feu dans la guerre du Golfe », a déclaré le ministre d'Etat, M. Dhari Abdullah Al Othman. Le président Saddam Hussein s'est dit convaincu pour sa part que « les Irakiens sortiront vainqueurs d'un affrontement avec leurs ennemis ». Il a affirmé qu'il n'accepterait pas

de « compromis sur les droits nationaux de l'Irak ». - (Reuters)

M. Chertomement critique l'action menée en Irak. - M. Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre de la défense, a déclaré, mardi 25 août sur RMC, qu'il n'approuve pas la décision française de participer à l'instauration d'une zone d'exclusion dans le sud de l'Irak, car « si l'on voulait protéger les chiites, il fallait le faire quand ils ont été réprimés, en mars 1991 ». La France n'a pas à « prêter la main à une opération dont tout montre qu'elle a pour but de faire remonter M. Bush dans les sondages », a-t-il ajouté.

هكذا من لامل

EUROPE

A la veille de la conférence de Londres

L'offensive bosniaque se poursuit sur fond de blocage politique

Faisant escale à Zagreb, lundi 24 août, sur le chemin de Londres, le président bosniaque, M. Alija Izetbegovic, a une fois encore demandé le retrait des forces serbes de la République, condition, selon lui, « pour réussir la conférence de Londres ». Belgrade a déclaré, par la voix du ministre yougoslave des affaires étrangères, M. Vukobratovic, attendre de la conférence une « nouvelle approche, équilibrée et objective » de la crise. Le chef de la diplomatie yougoslave s'exprimait lundi aux Nations unies, où les pays musulmans ont mobilisé l'Assemblée générale pour tenter de faire adopter une résolution, sans effet concret, condamnant l'agresseur, serbe, de leurs « frères » bosniaques.

Pour sa part, le secrétaire général des Nations unies, M. Boutros-Ghali, coprésident de la conférence de Londres avec le premier ministre britannique, M. John Major, a estimé lundi soir que, à défaut de « résoudre le problème », les pourparlers pourraient permettre « au

moins de trouver un début de solution ». Missus sans doute sur une impasse, le ministre croate des affaires étrangères, M. Zdenko Skrabalo, a estimé lundi à Rome, où il s'est entretenu avec son homologue italien, que la communauté internationale devrait intervenir militairement contre la Serbie en cas d'échec de la conférence. Il a pris une « attitude de choc », des « coups précis » contre « le cerveau de l'appareil de guerre » serbe. En réponse à la proposition de Belgrade de « normaliser » les relations entre les Etats de l'ex-Yougoslavie, le président croate, M. Franjo Tudjman, a répété lundi la condition de Zagreb : la « nouvelle » Yougoslavie doit d'abord reconnaître la Croatie dans ses frontières internationales acceptées, c'est-à-dire sans les conquêtes serbes de Krajina et de Slavonie.

Au sud de l'ex-fédération, le président macédonien, M. Kiro Gligorov, a espéré lundi que la conférence de Londres consacrerait la reconnaissance de sa République,

bloquée par une opposition grecque. La Bulgarie voisine veut, elle, obtenir de la conférence des « garanties pour la sécurité de ses frontières » menacées par un éventuel déplacement de la guerre au sud, a indiqué lundi le ministre des affaires étrangères de Sofia.

Plus de 80 morts à Sarajevo en trois jours

Alors que les experts de l'OTAN ont rendu lundi leur rapport – resté secret – sur les violations des droits de 6 000 « casques bleus » pour protéger les convois humanitaires, – les ministres de la défense et des affaires étrangères des neuf pays de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) doivent se réunir vendredi 28 août, en marge de la conférence de Londres, pour prendre une décision sur la protection des convois.

Sur le terrain, l'offensive bosniaque continue ce week-

end pour tenter de percer l'état serbe autour de Sarajevo. S'est poursuivie lundi. Toutefois, selon des témoignages de combattants bosniaques recueillis par l'AFP, l'attaque serait un « échec » et les forces bosniaques qui attaquent le verrou serbe d'Hadzici seraient tombées sous un intense barrage d'artillerie, subissant de lourdes pertes. La situation serbe du centre de Sarajevo a continué, tout au moins, à se détériorer. Près de vingt-huit personnes auraient été tuées en vingt-quatre heures et, depuis samedi, le bilan des combats serait de plus de 80 morts.

Après avoir été empêché par les autorités locales serbes de visiter un de leurs camps de détention dans le nord de la Bosnie, l'envoyé spécial de l'ONU chargé d'enquêter sur les violations des droits de l'homme dans l'ex-Yougoslavie, l'ex-premier ministre polonais, M. Tadeusz Mazowiecki, est arrivé lundi à Sarajevo, où il s'est entretenu avec le président bosniaque. – (AFP, Reuters, AP)

L'engrenage

Suite de la première page

Lorsque les dirigeants serbes et croates, MM. Milan Kucan et Franjo Tudjman, proposaient, en 1989 et en 1990 encore, des négociations politiques entre les Républiques et la transformation de la Yougoslavie en une « Confédération d'Etats souverains et indépendants » gardant entre eux des liens, notamment économiques, ils se heurtaient à un mur, et M. Milosevic fustigeait les dangereux « séparatistes » foyers de la Yougoslavie. Or, ce scénario ne paraissait pas totalement irréalisable.

Une fois les premiers combats et les massacres entamés, les extrémistes armés de tous bords (serbes et croates), incontrôlables, ont pris le dessus et l'on est entré dans un engrenage que les pressions politiques, les sanctions prises par la Communauté européenne et l'ONU n'ont pu jusqu'ici arrêter. Les effets de l'embargo commercial, pétrolier et aérien, décrété par le Conseil de sécurité des Nations unies, le 10 juin dernier, sont plus que limités. Vu l'intensité de la guerre, les Serbes – et d'autres belligérants d'ailleurs – ne paraissent pas avoir trop de difficul-

tés d'approvisionnement en matériel ou en carburant (sauf le diesel). On sait que des chargements de produits pétroliers, transitant par la Grèce ou la Roumanie, et destinés officiellement à la Macédoine, la Croatie ou la Slovaquie, sont en fait arrivés... en Serbie. Plusieurs firmes allemandes et même hongroises sont également dans le collimateur. Economiquement, la Serbie et le Monténégro, en dépit de leurs graves problèmes, ne semblent pas pour le moment au bord de la faillite et on aime d'ailleurs rappeler à Belgrade que « la Serbie est un peuple qui n'a jamais connu la faim ».

En Bosnie-Herzégovine (République reconnue internationalement), on assiste, semble-t-il, à une partition de facto entre Serbes et Croates (ces derniers le faisant d'une manière plus discrète et habile), qui contrôlent désormais plus ou moins leurs zones respectives, avec dans le sillage le « nettoyage ethnique », ces transferts de population visant à rendre des régions entières « ethniquement pures ».

Parmi les belligérants, seuls les Musulmans bosniaques, qui sont des

Slaves islamisés, ont intérêt – s'ils ne veulent pas disparaître du jeu – à voir la guerre durer, à « internationaliser » le conflit, avec pour objectif une intervention étrangère massive.

Il le font d'ailleurs parfois en ayant recours à des méthodes sauvages : c'est des rapports confidentiels des Nations unies, le quotidien britannique *The Independent* affirmait récemment que les forces bosniaques n'hésitent pas à commettre des atrocités contre les leurs pour ensuite les attribuer aux Serbes – à des fins de propagande.

Cela aurait été notamment le cas, le 27 mai, lors du carnage qui s'est produit devant une boulangerie de Sarajevo, faisant seize morts. Ces derniers semaines, Paris et Londres, notamment, ont essayé de faire comprendre au président bosniaque, M. Alija Izetbegovic, que l'heure était venue de négocier. Jusqu'à présent, ces démarches n'ont donné aucun résultat.

Sans confondre ici les responsabilités de l'agresseur (la Serbie) et des armées (les Slovaques d'abord, puis les Croates et les Bosniaques), des atrocités sont commises dans tous les camps par de petits chefs de guerre locaux, toutes les guerres dans les Balkans l'attestent.

A quelques jours de la conférence de Londres, M. Radovan Karadzic, le dirigeant des Serbes de Bosnie, a

proposé la création, dans cette République, d'une « communauté composée de trois Etats pour les trois peuples – serbe, croate et musulman – égaux et constitutifs de Bosnie ».

Si l'on suit ce raisonnement, l'Etat serbe serait la « République (autoproclamée) serbe de Bosnie », comme il existe déjà dans la Croatie occupée des « Républiques serbes », tout aussi autoproclamées, en Krajina et en Slavonie. A plus long terme, on ne peut donc exclure un rattachement de celles-ci à la Serbie-mère voisine – après bien entendu des négociations politiques et l'achèvement de la purification ethnique en cours.

Une nouvelle impulsion

Officiellement bien sûr – mais qui est dupe ? – la Serbie ne réclame pas de modification des frontières. Elle demande simplement l'autodétermination pour sa « diaspora » qui vit en Croatie et en Bosnie. Mais plus d'un an de guerre n'a-t-il pas abouti, de facto, à un remodelage de ces frontières, que Belgrade considère d'ailleurs comme purement « administratives » ? Bref, la Grande-Serbie ne se profile-t-elle pas à l'horizon, même si les Occidentaux ont raison de penser qu'aucune nouvelle frontière ne peut être obtenue, à notre époque, par la force ?

Que peut-on maintenant attendre de la Conférence de Londres ? Rien de bien spectaculaire, dit-on à Washington, Londres et Paris, et il serait illusoire de penser qu'elle fera la paix ou même qu'elle marquera un tournant décisif dans cette guerre. L'ambition est plutôt d'élargir la Conférence européenne, présidée par Lord Carrington, et qui n'a pas donné, à l'heure actuelle, de résultats fondamentaux, sinon de faire signer par les belligérants une bonne vingtaine de cesse-le-feu qui ne furent jamais respectés.

Il s'agit, après-coup, de redonner une impulsion politique au processus de négociation. D'abord en y associant les Nations unies : la réunion de Londres sera coprésidée par le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, et par M. John Major, le premier ministre britannique, dont le pays estote depuis le 1^{er} juillet la présidence de la CEE. Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, dont les Etats-Unis, la Russie et la Chine, seront également présents, de même que le Japon, le Canada et la Turquie.

De plus, il est élargi à des pays voisins de l'ex-Yougoslavie directement concernés surtout si le conflit s'étend à l'est de la péninsule des Balkans : c'est le cas de l'Albanie, de la Roumanie, de la Hongrie et de l'Australie. Ce que l'on peut redouter, es-

set, dans l'engrenage actuel, c'est une véritable « guerre civile » en Serbie même avec un soulèvement des Albanais de souche au Kosovo, des Musulmans du Sandjak et pourquoi pas des Hongrois de Voïvodine (voir le rapport de l'ex-Michel Rieck).

Une future structure de négociations politiques devrait être, d'autre part, définie à Londres, avec la mise en place de six groupes de travail. Cinq sont basées de la conférence Carrington et ont trait à la Bosnie, Herzégovine, aux droits des minorités, aux relations économiques, à la succession de l'Etat yougoslave, aux mesures de confiance et de sécurité. Le sixième se penchera sur les problèmes humanitaires et toujours sous une coprésidence ONU-CEE.

Il n'est pas exclu que les Occidentaux se mettent également d'accord sur un renforcement des sanctions, ou du moins sur une meilleure surveillance de l'embargo sur les livraisons d'armes à l'ex-Yougoslavie décrétée par les Nations unies mais pas respectée. Les travaux devraient s'achever, vendredi 28 août, avec la publication de quelques documents politiques, qui ne condamneront sans doute aucune des parties, notamment, l'objectif de la Conférence étant d'ouvrir la voie – si tout va bien – à une désescalade du conflit.

ALAIN DEBOVE

84 entreprises au Ban d'Honneur de l'ASSOCIATION DES PARALYSES DE FRANCE

Nous tenons à remercier les entreprises qui ont généreusement contribué à offrir des vacances aux enfants et adultes handicapés de leur département :

*ARC-EN-CIEL PEINTURE, Nanteuil le Haudouin (60) * ASSOCIATION GENERALE DE PREVOYANCE MILITAIRE, Toulon (83) * ACTON, La Grand Croix (42) * ANGELIC HOTEL, Lourdes (65) * ALLIANCE HOTEL, Lourdes (65) * AVX, Toulon (83) * AGENCE MARITIME FELIX GIOVANNI, Lourdes (65) * AGORA AKS FRANCE, Cergy Saint Christophe (95) * AEROPORTS DE PARIS, Paris (75) * APPLICATIONS TECHNIQUES, Thoiry sur Marne (77) * ARISTA, Villeurbanne (69) * ROBERT ARNAL ET CIE, Sète (34) * ASVID (Assistance et Visage), Champ sur Drac (38) * ATELIER PASQUET PERE ET FILS, Bobigny (93) * ANTIVOLS SIMPLEX, Dijon (21) * GUY BESSIERE, Capetang (34) * BAYER PHARMA, Sers (89) * BISTRO DU CROISE, Wasquehal (59) * JEAN PAUL BLANCHER, Apt (84) * PIERRE BONNEVILLE, Sorbiers (42) * BOUVIER DARLING, Grenoble (38) * BUSINESS SOFT, Paris (75) * BUSINESS BY AIR, Tremblay en France (93) * CENTRE DE DISTRIBUTION AUTO, Villeneuve d'Ascq (59) * CENTRE DE MAINTENANCE REGIONAL, Clermont Ferrand (63) * CABINET JEAN COURTOIS, Paris (75) * CABOUR, Douai (59) * CIBETANCHE, Bar sur Aube (10) * CONSTRUCTIONS DES RESEAUX SOUTERRAINS, AERIENS, Andau (67) * CIE FRANÇAISE DE DISTRIBUTION PHYSIQUE, Corbas (69) * DECOLLETAGE DE LA GARENNE, Orlans (28) * EST PAVES, Avoisheim (67) * EUROCLAIR, Colmar (68) * EUROSTAMP, Villers la Montagne (54) * EUROFILTEC, Rungis (94) * EXPLOITATION AEROPORTAIRE, Paris (75) * EXPLOITATION DES ETABLISSEMENTS EPM, Villeneuve Loubet (06) * EQUIPEMENT REALISATION INGENIERIE, Merville (54) * FRANKLIN ASSURANCES, Puteaux (92) * FOREST DRIVE, L'Isle Adam (95) * FRANCE TOLERIE, Novilles (60) * FORAID, Montreuil (92) * GROUPE ELEBOR, Paris (75) * GESCO, Paris (75) * INNOVATOR, Villers le Lac (25) * INTER ROUTAGE, Aubervilliers (93) * JURIS FRANCE, La Chapelle Saint Mesmin (45) * LE BRIS, Fleury (29) * LABORATOIRES FISCH SMITH AND NEPHEW, Vigneux (72) * SERGE LIEUTARD, Paris (75) * LIN PAC PLASTICS PROVENCE, Tarascon (13) * MAGNUS FRANCE, Labège (31) * MAN ENTER, Paris (75) * MESNARD CATTEAU, Benne la Rolande (43) * MEUNIER, Brest (29) * MISTRAL INFORMATIQUE, Clermont Ferrand (63) * PAGNIER ET CIE, Pontatier (25) * MICHEL PRUD'HOMME, Montauville (54) * PROMOGIL (Clique Pinder Jean Richard), Sucy en Enrie (94) * PHARMA OUEST, Saint Malo (35) * PSYNERGIE, Marseille (13) * RECTICEL SA, Clichy (92) * RESTAURANT ARON, Paris (75) * ROKIMA PROMOTION, Montpellier (34) * STANDARD WOOL FRANCE, Tournon (92) * SITE (Circus Impression Textile d'Etiquetage), Bobigny (93) * SLF, Igny (91) * SOCIETE FRANÇAISE DE TRAVAUX PUBLICS, Louvres (95) * SOGEQUIP SOGESUD, Issy les Moulineaux (92) * SAINT JEAN SERVICES, Montpellier (34) * JEAN SAURON, Albi Mons (91) * SECURITE GENERALE, Amiens (80) * SIEVAL (Groupe Bertrand Faure), Lagry le Sec (60) * SETHA (Société d'Etudes Thermiques, Hydrauliques et Aérodynamiques), Paris (75) * SFAAT, Colombiers (31) * SITONIC, Paris (75) * SOCIETE LYONNAISE POUR L'HABITAT, Lyon (69) * STEAMER INDUSTRIE, La Plaine Saint Denis (93) * SOGEX DAYAN, Sainte Maxime (83) * SOCIETE MECANIQUE ET PLASTIQUE DE TIERCE, Tiercé (49) * TECHNOFLEX, Bédan (64) * THEATRE DE LA PORTE SAINT MARTIN, Paris (75) * TEGIB (Technique d'Electricité Générale Industrielle et Bâtiment), Bobigny (93) * TERRASSIERS PARISIENS, Saint Maurice des Fossés (94)

AIDEZ-NOUS A LES AIDER

Entreprise ou particulier, vous pouvez venir en aide aux personnes handicapées de votre département en soutenant les actions de l'A.P.F., association reconnue d'utilité publique. Chaque année, l'A.P.F. suit plus de 30 000 personnes handicapées matriques : scolarisation des enfants, formation professionnelle et emploi des adultes, maintien à domicile, information, conseil... et ceci grâce à vos dons, donations et legs. D'avance merci.

ASSOCIATION DES PARALYSES DE FRANCE
Siège national : 17 bd Auguste Blanqui, 75013 PARIS.
Tél : (1) 40.78.69.00. Fax : (1) 45.89.40.57



Beaucoup de monde autour de la table... et à côté

Les organisateurs britanniques de la Conférence ont eu quelques soucis pour dresser la liste des invités à Londres. Aucun pays occidental n'a en effet à ce jour reconnu la République fédérale de Yougoslavie (RFY) – cette « nouvelle Yougoslavie » qui se veut l'héritière de l'ancien Etat et qui regroupe la Serbie et le Monténégro... Au départ, Belgrade souhaitait être représentée par ses instances étatiques, en la personne du président de la RFY, M. Dobrica Cosic, et de son premier ministre, le milliardaire Milan Milutinovic, qui a la double nationalité serbo-yougoslave. Difficile d'écarter la RFY, et un compromis a finalement été trouvé.

Tous les délégués de l'ex-Yougoslavie porteront donc des plaques et des badges individuels et non nationaux. Les six présidents seront : présents : M. Stobodan Milosevic pour la Serbie, M. Franjo Tudjman pour la Croatie, le macédonien Kiro Gligorov, le Monténégro Miroslav Bulatovic, la Slovaquie Milan Kucan et le bosniaque Alija Izetbegovic.

Autre casse-tête pour les organisateurs : que faire des représentants des Républiques serbes autoproclamées de Croatie et de Bosnie-Herzégovine ? Que faire également des délégués des Albanais de souche du Kosovo et de la minorité hongroise de Voïvodine, qui estiment que leurs droits sont bafoués et qui revendiquent, tantôt l'indépendance, tantôt l'autonomie ? Et des Croates de Bosnie ? L'un des buts de la conférence étant de concilier toutes les parties d'approuver un certain nombre de « principes » concernant le droit humanitaire, le respect des frontières et la protection des minorités, les Britanniques ont donc décidé que ces minorités seraient invitées à Londres. Elles ne signeront pas autour de la table de négociation officielle, mais elles seront entendues – en marge – par les deux coprésidents de la réunion, à savoir MM. Boutros Boutros-Ghali et John Major.

C'est aussi avec une certaine curiosité que l'on écoutera les discours de M. Stobodan Milosevic et Milan Kucan, Le premier, chef

du nationalisme serbe, est un homme peu prolixe qui a jusqu'à présent fait peu de concessions – excepté faire sur la présence de « casques bleus » en Croatie. Le second, qui s'est donné « cent jours pour faire la paix » lors de sa nomination au poste de premier ministre de la RFY, le 14 juillet dernier, a multiplié depuis les déclarations de conciliation et d'apaisement, notamment sur le Kosovo et la guerre en Bosnie. Forcé est de constater que ses propos n'ont eu jusqu'à présent guère d'influence sur le cours des événements. On s'interroge, dans les milieux diplomatiques, sur le jeu de ces hommes d'affaires venus des Etats-Unis et qui a son franc-parler, ne vient pas de pousser l'audace jusqu'à dire à l'agence Associated Press que M. Milosevic était « un homme du passé » ? Reste à savoir si ces « dissensions » au sein de la direction serbe sont réelles – des élections sont prévues en novembre – ou si elles sont destinées à brouiller les cartes.

A. D.

En France

Le PS estime qu'en cas d'échec des négociations l'ONU devra « imposer le droit »

Le bureau exécutif du Parti socialiste a adopté, lundi 24 août, une déclaration préparée par MM. Laurent Fabius, premier secrétaire, et Gérard Fuchs, chargé des relations internationales, sur la conférence de Londres. Pour le PS, « la condamnation de la politique de « purification ethnique » et le refus d'accepter l'existence des camps et les violations des droits de l'homme et des conventions de Genève doivent être réaffirmés », de même que « le refus d'accepter toute modification de frontières acquise par la force doit être clairement signifié à Belgrade ».

Les socialistes ajoutent : « Il ne saurait y avoir, en conclusion des combats actuels, de « Grande Serbie ». Il ne saurait y avoir, non plus,

dépassement de la Bosnie-Herzégovine les minorités serbes, mais aussi croates, devront s'exprimer avec clarté sur ce dernier point. Ils estiment, enfin, qu'« une définition précise devra être donnée pour l'exercice et la garantie concrète des droits des minorités, dont le respect est un élément nécessaire de tout espoir d'une paix durable ».

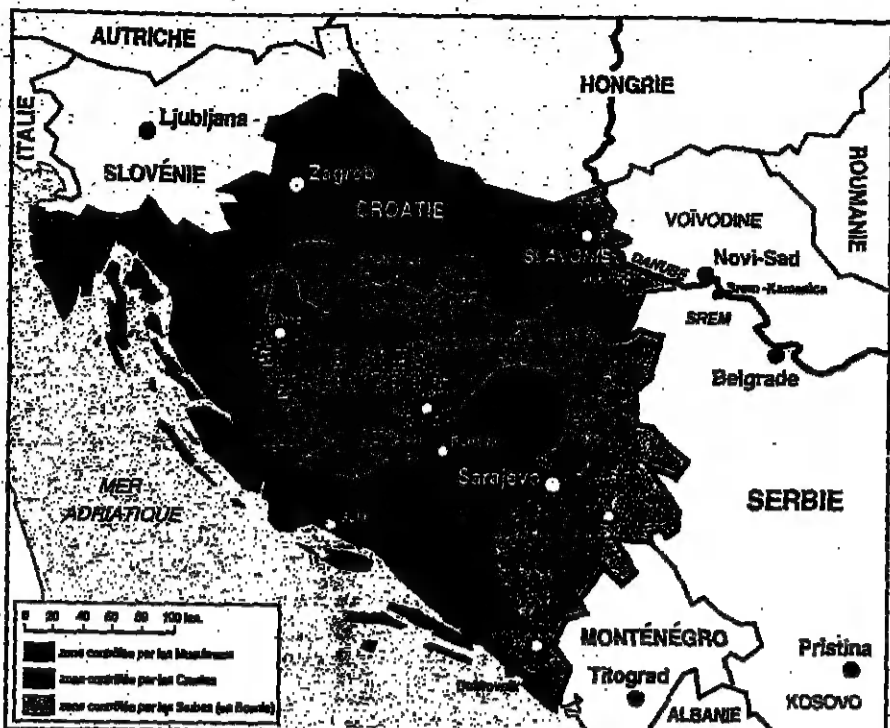
Tirant les conclusions du débat qu'il avait eu la semaine dernière (le Monde du 21 août), après les déclarations de M. Fabius le 11 août, les dirigeants socialistes indiquent qu'à leur yeux un échec de la conférence de Londres, qui résulterait : « de la mauvaise volonté d'une des parties au conflit », devrait amener l'ONU à prendre toutes les

décisions nouvelles qui apparaissent nécessaires pour imposer le droit. « Dans ce cadre », précisent-ils, la « Communauté européenne devrait être, sur tous les plans, l'un des acteurs essentiels de la mise en œuvre de ces décisions ».

Alors que M. Jack Lang avait qualifié de « mortelle » la « 23 août », au « Grand Jury RTL le Monde », les partisans d'une action militaire internationale dans l'ex-Yougoslavie, et reconnus l'existence d'un « désaccord » avec M. Fabius sur cette question, la formulation de la déclaration adoptée lundi est considérée comme satisfaisante par ceux qui reprochent au gouvernement de s'en tenir trop exclusivement à une action humanitaire.

EUROPE

sur l'ex-Yougoslavie



La Voïvodine atteinte par la « purification ethnique »

« Rattachée » à la Serbie, la province pluriethnique accueille près de la moitié des 400 000 réfugiés serbes. Craignant des représailles, les Croates s'exilent.

.. .. NOVI-SAD

de notre envoyé spécial

Tous les soirs, Josip Koska et son épouse montent dans leur voiture pour parcourir les quelques kilomètres qui séparent leur ville, Sremaka-Kamenica, de Novi-Sad, la capitale de la Votvodine, l'une des deux provinces (avec le Kosovo) « rattachées » à la république de Serbie. A l'image d'un tiers des couples qui sont mixtes en Votvodine, Josip Koska est croate et sa femme hongroise.

Tous les soirs, ils traversent le Danube pour rendre visite à leurs enfants de onze et treize ans qui vivent depuis dix ans chez leurs gardiens allemands. « Nous sommes plus les gardes avec nous », explique Josip Koska. Il raconte comment il a été agressé par un groupe de réfugiés serbes de Croatie qui ont tenté de s'emparer de sa maison en le traitant de « sale Oustachi ». Depuis il reçoit en permanence des menaces par téléphone : « Ici l'abattoir, ton tour approche... » Et il a trouvé une corde de pendu dans sa boîte aux lettres.

Se voisins, les aussi des Croates, se contentaient passivement de croire qu'ils connaissent par cœur pour l'avoir vu eux-mêmes. Parmi les deux mille habitants de Sremska-Kamenica, un tiers sont Croates. « *Huit familles sont parties de notre district*, poursuit Josip Sabljak, un mécanicien de cinquante quatre ans, *et quatre autres qui sont sur le départ*. » Dans le meilleur des cas, l'émigré ne réussit à échanger leur maison avec celle d'une famille de Croatie. Mais l'essentiel, c'est l'abandon de leur Pourant. Josip Sabljak reconnaît qu'il n'y a pas de violence, mais les intimidations sont constantes. « *Mais les gens s'en vont pour éviter le pire, car nous savons ce qui se passe dans la région de Srema* ».

**«Partez, sinon
vous serez tués».**

Le village de Srem, situé au sud de Novi-Sad, est devenu le symbole de l'escalade qui menace la Voïvodine. Les Croates (5 % de la population) sont essentiellement installés dans des villages éparpillés de Srem où ils cohabitent avec une multitude d'autres nationalités. Or, depuis plusieurs mois, l'ensemble des habitants de Srem et des localités font l'objet de pressions et sont « encouragés » à quitter les lieux. Tout le monde, en Voïvodine, connaît le paysage de Hrtkovci, où un groupe ultranationaliste serbe s'est engagé à « purger » les résidents indésirables, à la fin de la guerre. Les Croates et les 30 % de Hongrois (*Le Monde* du 16 juin 1992).

Le docteur Zvonimir Nezic, l'un des responsables de l'Association de défense des Croates (DSHV), a recensé quatorze villages de Srem où les Croates, sous la contrainte, ont commencé à plier bagages. Au total, il affirme que 17 000 Croates de Voïvodine ont ainsi été expulsés depuis le début de la guerre dans l'ex-fédération yougoslave; il y a un peu plus d'un an.

A l'origine, ce sont les petites localités rurales isolées qui étaient visées. Mais, avec l'arrivée d'un nombre croissant de réfugiés serbes de Croatie et de Bosnie, la pratique se généralise à tel point qu'elle rassemble aujourd'hui des centaines de milliers d'habitants.

Invasion. Environ 30 000 réfugiés se trouvent à Novi-Sad, en Croatie de l'agglomération se sentant de plus en plus menacée. Le 16 juin dernier, en plein jour, une invasion belligère menée de haut-parleurs sillonne les rues de Novi-Sad, mettant en garde les habitants : « Les Turcs, les Hongrois, les Serbes, les Roumains, les Chasseurs de Voïvodine », s'agitille le docteur Nezic, en montrant l'un des innombrables tracts qu'il trouve généralement dans sa boîte aux lettres. Écrit à la main en cyrillique et truffé de fautes d'orthographe, le tracte appelle à « l'élimination des Serbes » et annonce que « Natchez n'en a rien de leurs magazines », avec notre argent, ils fournissent des armes aux enfants serbes du Kosovo. Signé : les habitants du...

« Partir, mais pour où ? », s'insurge Gabriel Hladni, un carrossier de quarante-neuf ans, qui a passé toute sa vie à Sremska-Kamenica, proche de Novi-Sad. « Ma femme est Serbe, je n'ai pas de famille en Croatie, et mes deux sœurs habitent en Bosnie-Herzégovine. Je suis Croate de Voïvodine, et je ne peux aller nulle part ailleurs. » Même ceux qui ont été épargnés par les agressions directes sont sur le départ.

Digne et réservé, Josip Golubovic, un agriculteur de cinquante-neuf ans de Sremski Karlovci, affirme qu'il n'a jamais eu de problème avec ses voisins serbes. Pourtant, il cherche depuis six mois à échanger sa ferme de 12 hectares contre une exploitation agricole en Croatie. Ses deux seules filles ont suivi leur mari à Zagreb où il se est enfui pour échapper à l'enlèvement dans l'armée fédérale. Dans cette même ville, trois familles sont déjà parties pour rejoindre leurs enfants désemparés. Les Serbes ont été massivement occupés par des Serbes de l'étranger. Ils ont sûrement vécu le même traumatisme du déracinement que nous, constate Josip Golubovic, mais les Croates de Serbie n'ont pas pris le même chemin : le gouvernement de Belgrade, tout seule faute, c'est d'être croate.

Geste symbolique de Belgrade

« Il y a de fortes indications qu'un processus de purification ethnique est en train de se dérouler en Voïvodine pour faire de la place aux quelque 400.000 réfugiés serbes de Croatie et de Bosnie » (dont près de la moitié sont installés en Voïvodine), reconnaît M. Tibor Varady, le ministre fédéral de la Justice du nouveau gouvernement de M. Mihailović. En outre, M. Varady poursuit ce professeur de droit de Novi-Sad, d'origine hongroise. Si elle s'étend, la situation sera sans espoir, a Premier geste concret : M. Varady a ordonné, le 21 août, l'arrestation

de cinq membres ultranationalistes du village de Hrtkovci. Une mesure certes « symbolique », de l'aveu même du ministre, qui vient également de déposer un projet de loi prévoyant l'amnistie des 100 000 déserteurs. Toutefois l'examen de ce texte, qui devait avoir lieu au Parlement fédéral le 11 août, a été reporté au mois de septembre.

Malgré ces gestes de « bonne volonté », l'opposition serbe de Vukobratovic et les organisations des minorités demandent l'expulsion sur l'influence des membres du gouvernement Panic. Face à la pression que représente l'intégration des 400 000 réfugiés serbes dans un contexte de crise économique, elles craignent une contagion des conflits qui pourrait avoir un effet désastreux dans cette province composée de vingt-quatre nationalités, et où les Serbes sont légèrement majoritaires (53 %). Pour désamorcer cette crise, l'opposition demande l'abolition du fédéralisme et du statut d'autonomie dont jouissent la Voïvodine avant sa reprise en main par le régime de Belgrade en 1988.

**« Vaches à lait
et chair à canon »**

Un coup de force motivé par un triple enjeu : stratégique, économique, et militaire. Stratégique car « sans la Voïvodine, la Serbie n'aurait pas de frontières communes avec la Croatie, ce qui aurait entravé sa politique expansionniste », soutient Vladimir Krancjevic, le secrétaire général de la Ligue social-démocrate de Voïvodine. Economique car la Voïvodine, premier à bié de la Yougoslavie, est l'une des régions les plus prospères de l'ex-fédération. Politiquement, la politique « semi-constitutionnelle » imposée par Belgrade à Novi-Sad, Krancjevic affirme que la Voïvodine a fourni 51 % du budget de la Serbie en 1991. Et enfin enjeu militaire, car 150 000 soldats yougoslaves étaient mobilisés dans la province, « soit un homme sur trois, alors que le ratio n'est que de un sur onze pour la Serbie ». Malgré tous ces nombreux divergences, les organisations des minorités et les représentants de l'opposition à Belgrade du Novi-Sad refusent que la Voïvodine serve de « wache à lair » et de « chair à canon ». La Ligue social-démocrate demande que la Voïvodine redevienne un « Etat fédéral » sur un pied d'égalité avec la Serbie, et que son territoire soit une « zone d'émancipation ». « Sans une forme d'autonomie, nous aurons une catastrophe », s'inquiète M. Caba Sepsey, l'un des dirigeants de l'Association des Honorables, la principale minorité de la province (17 %). « Milosevic encourage la « purification » du territoire de la Voïvodine par les réfugiés serbes et les tensions vont devenir insupportables. Nous ne voulons pas nous battre, mais c'est ce que nous devons faire, nous les habitants du Baïkan ».

YVES-MICHEL RIOLS

ALLEMAGNE : pour la troisième nuit consécutive

Des centaines d'émeutiers ont attaqué le foyer de demandeurs d'asile de Rostock

compte au total deux cent cinquante mille habitants) criant « L'Allemagne aux Allemands » et « Les étrangers dehors ».

Les forces de l'ordre débordées

Plusieurs foyers d'incendie ont été allumés dans les appartements par les cocktails Molotov. Selon la police, il y avait deux cent cinquante demandeurs d'asile et travailleurs immigrés et leurs familles avaient été partiellement évacués, mais une cinquantaine de Vietnamiens auraient encore été dans le foyer au moment de l'incendie, qui a été maîtrisé peu avant minuit. Les forces de l'ordre ont réussi à disperser les manifestants vers 11 heures du matin. Selon le chef de la police locale, ses forces ont été « débordées » par les manifestants, dont le nombre avait doublé par rapport à la veille. Le gouvernement de Bonn a fermement

condamné ces événements qui « ternissent l'image de l'Allemagne dans le monde », a déclaré le ministre de l'intérieur, M. Rudolf Siewers, présent à Rostock lundi après-midi. M. Peter Hinze, le numéro deux des chrétiens-démocrates (CDU) du chancelier Kohl, a exprimé son « dégoût » face à ces incidents.

« L'Allemagne est et restera un pays ami pour les étrangers », a souligné pour sa part le porte-parole du gouvernement, M. Norbert Schäfer. Ce dernier a néanmoins jugé plus urgent que jamais de réformer le droit d'asile, estimant que les sentiments xénophobes de la population sont nourris par le flot de « faux demandeurs d'asile ». Samedi, l'opposition social-démocrate (SPD) s'était ralliée, elle aussi, à une politique plus stricte en la matière. — (AFP, Reuters).

■ ROUMANIE : M. Constantinescu officiellement candidat à la présidence. — Le retour de l'union avec la Bulgarie, M. Constantinescu a déposé, lundi 24 août, sa candidature à l'élection présidentielle du 27 septembre, au nom du principal parti d'opposition, la Convention démocratique de Roumanie (CDR). M. Constantinescu sera le principal adversaire du président actuel, M. Ion Iliescu. Au total, plus de cent partis et mouvements divers ont l'intention de déposer des candidatures pour ces secondes élections libres, qui engageront pour quatre ans l'avenir du pays. — (AFP, Reuter.)

■ SUISSE : référendum sur l'Espace économique européen le 6 décembre. - La « votation » (référendum) sur l'adhésion de la Suisse à l'Espace économique européen (EEE) aura lieu le 6 décembre, ont

décidé, lundi 24 août à Berne, le Conseil fédéral et les chefs des principaux partis politiques. La Suisse, avec le Liechtenstein, est le seul pays de l'Association européenne de libre-échange (AELE) à organiser une ratification par référendum de l'adhésion à l'EEE. - (AFP.)

□ **TADJIKISTAN** : vingt-deux civils tués lors d'affrontements. - Vingt-deux personnes ont été tuées depuis une dizaine de jours dans le sud du pays, au cours d'affrontements entre des partisans de l'ancien régime communiste et diverses formations politiques et religieuses de l'opposition, a annoncé, lundi 24 août, l'agence Interfax, citant des responsables de cette République. Un garde-frontières de la CEI a également été tué, dimanche 23 août, près de Piondi, à la frontière entre le Tadjikistan et l'Afghanistan.

ghanistan, lors de l'interpellation de cinq hommes qui transportaient des armes et des munitions vers le Tadjikistan. - (AFP.)

o TCHÉCOSLOVAQUIE : M. Meciar interromp les négociations sur la partition de la fédération. Le premier ministre slovaque, M. Václav Klaus, a décidé d'annuler, lundi 24 août, les pourparlers sur la partition pacifique de la fédération tchécoslovaque avec le premier ministre tchèque, M. Václav Klaus. Accusant la partie tchèque de ne pas respecter les accords précédents, M. Meciar a déclaré qu'il jugerait de nouveaux entretiens « inopportuns ». Les deux dirigeants devaient se rencontrer jeudi 27 août, pour la cinquième phase des négociations sur l'avenir constitutionnel du pays. - (AFP, Reuter).

APPEL

Depuis des mois, l'ancienne fédération yougoslave est déchirée par la guerre. Les combats ont déjà provoqué le plus grand exode humain qu'ait connu l'Europe depuis 1945. Chaque jour, sont commises de nouvelles atrocités contre des populations civiles, du seul fait de l'appartenance ethnique ou religieuse qu'leur est assignée. Des camps sont ouverts où des hommes ou des femmes sont détenus, sans raison, et dans des conditions inhumaines et dégradantes. Cette folle meurtière paraît ne plus connaître aucune limite et rend l'application du droit humanitaire international de plus en plus périlleuse, voire impossible.

La communauté internationale – et en premier lieu l'Europe des Douze – n'a pas su agir collectivement pour prévenir le déclenchement de ce conflit. Elle a aujourd'hui le devoir d'utiliser tous les moyens dont elle dispose pour protéger les populations persécutées, notamment en organisant l'accueil de tous ceux qui fuient les combats et en renforçant l'action humanitaire sur place.

L'urgence, c'est aussi d'arrêter l'engrenage d'une guerre qui menace sans cesse de s'étendre à d'autres foyers de tensions.

On ne peut aujourd'hui engager une négociation sans se fonder sur quelques principes fondamentaux dont l'application ne constitue pas seulement une exigence morale mais aussi une nécessité concrète pour mettre fin au conflit :

- le refus absolu de toute politique de « purification ethnique »,
- le refus des conquêtes de territoire, toute modification des frontières des Républiques de l'ancienne Yougoslavie devant être subordonnée à une négociation internationale,
- la mise en œuvre d'un statut garantissant le droit de toutes les minorités.

Nous exprimons notre solidarité envers tous ceux qui, au sein même des pays en guerre, ont encore le courage de défendre ces principes.

Nous appelons tous les citoyens en Europe à agir auprès de leurs gouvernements pour qu'une initiative commune soit prise sans délais sur ces bases.

Pour notre part, nous demandons au gouvernement français de faire tout ce qui est en son pouvoir pour que la conférence internationale, qui va réunir à Londres les parties combattantes, la CEE et les Nations unies, ouvre enfin un espoir de paix.

LISTE DES SIGNATAIRES AU 24 AOÛT 1992

[illegible]

Soutien financier : Ligue des droits de l'Homme - 27, rue Jean-Dolent - 75014 Paris.

AMÉRIQUES

BRÉSIL : le scandale de la corruption

La commission parlementaire d'enquête a publié un rapport accablant pour le président Collor

La commission parlementaire chargée d'enquêter sur la corruption au plus haut niveau de l'Etat brésilien a terminé trois mois de travaux ininterrompus avec la publication, lundi 24 août, de son rapport, accablant pour le président Fernando Collor de Mello et son entourage. Ce document, dont la lecture a été retransmise, pendant plus de cinq heures, par la télévision, constitue le début d'une procédure, qui pourrait aboutir, dans quelques mois, à la destitution du chef de l'Etat.

BRASILIA

de notre envoyé spécial

C'est un véritable brûlot qui a été rendu public lundi dans la capitale brésilienne. Le rapport de la commission d'enquête parlementaire (CPI) sur la corruption est en effet une redoutable mise à nu des pratiques illicites en vigueur. Et la conclusion des parlementaires est sans équivoque : « Il est évident que Monsieur le président de la République a, de manière permanente, tout au long de ses deux années et demie de mandat, reçu des avantages économiques indus sous la forme de dépôts bancaires faits sur le compte de sa secrétaire, M^{me} Ana Azeiteiro, de son épouse et de la secrétaire de cette dernière, M^{me} Isabel Teixeira, de son ex-femme, de sa mère et de sa sœur, sous la forme de versements pour l'acquisition de biens ou pour le paiement de travaux ». « A l'évidence, conclut le

rapporteur, M. Amir Lando, les faits décrits sont contraires aux principes inscrits dans la Constitution et sont incompatibles avec la dignité, l'honneur, et la fonction de chef de l'Etat ».

Les quelque deux cents pages du rapport détaillent avec précision les modalités des financements occultes, ainsi que les sommes en cause. Il cite des exemples de « commissions » empochées sur des marchés publics, ou de fausses factures, comme autant de pratiques courantes des entreprises appartenant à M. Paulo Cesar Farias, l'ancien trésorier de la campagne électorale de M. Collor. La firme EPC (Entreprise d'études et de construction) était ainsi coutumière d'étranges contrats, comme « celui concernant la société Tratec, d'une valeur de 200 000 dollars, qui représentait curieusement à un simulacre de contrat, tout comme les services rendus ».

Des dizaines de millions de dollars

Les parlementaires de la commission soulignent aussi « la réussite financière des entreprises de M. Farias, à l'évidence liée à l'exercice du pouvoir » de M. Collor. Au total, estime la CPI, qui a révisé à la baisse ses premières estimations, « des dizaines de millions de dollars ont transité sur des comptes » d'hommes de paille, qui auraient dû permettre de nier les liens existants entre le financier et le président. Près de 45 000 chèques ont été examinés et une dizaine de noms de « fantômes » révélés.

Avant la mise au point de cette pratique, en juillet 1990, les moda-

lités étaient plus simples. La société EPC versait directement des sommes significatives : « La secrétaire de la femme du chef de l'Etat a ainsi reçu 598 000 dollars, qui ont servi à l'achat de meubles et à la modernisation de la résidence privée du couple présidentiel », la « Casa da Dinda » à Brasilia. D'autres chèques ont permis l'acqui-

sition d'une voiture ou la remise à neuf d'une résidence secondaire à Maceio, la capitale de l'Etat de l'Alagoas, dont la famille du président est originaire.

Le rapport évoque aussi « l'extraordinaire don de prémonition » de personnes de l'entourage de M. Collor, comme sa propre secrétaire ou M. Farias, qui ont pu

« effectuer des retraitements de la majeure partie de leurs liquidités bancaires à la veille du blocage des avoirs décrété par le premier plan Collor », le 15 mars 1990. L'ancien ministre de l'Economie, M^{me} Zelia Cardoso de Mello, et des membres de son équipe, ont aussi été mis en cause pour avoir reçu des chèques de « fantômes ». M. Lando, dont le rapport commence par une citation de Saint Jean : « Vous devez saisir la vérité car la vérité vous sauvera », a estimé que le Brésil « avait besoin que les principaux coupables soient punis ». Il a « espéré que le pays ne finirait pas devant ces vérités ».

Les bourses de Sao Paulo et de Rio-de-Janeiro n'ont connu, lundi, qu'un très faible niveau d'échanges et ont clôturé en légère hausse. Certains analystes financiers expliquent ce relatif optimisme par l'absence d'optimisme par rapport à l'issue inévitablement proche de l'enquête parlementaire.

Le dollar, au cours parallèle, a cependant sensiblement baissé, le cours officiel atteignant 17,57 %, niveau le plus haut depuis des mois.

Par ailleurs, la population continue de se mobiliser. A Rio, une manifestation a réuni, lundi, plusieurs dizaines de milliers de personnes dans le centre-ville. D'autres mouvements sont prévus, pour les prochains jours, dans différentes grandes villes du pays. Le camp gouvernemental a connu un nouvel abandon de taille quand le député Paulo Maluf, président du Parti démocratique social (PDS, droite), a annoncé son soutien à la procédure de destitution.

Le président n'a fait aucun commentaire. Le palais du Planalto

s'est contenté d'annoncer qu'il n'annoncerait un discours en réponse au rapport, sans toutefois en préciser la date. Les parlementaires fidèles au chef de l'Etat, comme le député Paulo Octavio, ont mis en cause « l'inconstitutionnalité » du rapport dont les auteurs n'auraient pas de mandat pour lancer des investigations sur le président », précisant que « tout accusé a le droit de se défendre ».

Dans une interview accordée à la chaîne de télévision SBT, M. Farias a nié en bloc les accusations qui pèsent contre lui, affirmant qu'il présentait « des documents aux moments propices ». Il a aussi estimé que le chef de l'Etat, qui a déclenché l'ensemble de cette procédure par ses accusations au mois de mars dernier, n'avait agi « en fonction de la jalousie qu'il lui inspire ».

« Nous allons tout droit vers une tempête juridique », prévient le président de l'Ordre des avocats brésiliens (OAB), M^{me} Marcela Lavaretti, affirmant que le rapport « établit clairement l'existence de crimes de droit commun qui doivent faire l'objet d'une enquête de la Cour suprême ». En attendant cette éventuelle procédure, le calendrier en cours prévoit la vote du rapport, par l'ensemble des vingt-deux députés de la CPI, le 26 août. Le déclenchement de « l'impeachment » fait déjà l'objet d'une vingtaine de demandes formelles émanant de citoyens brésiliens. Les deux personnalités choisies par l'opposition, M. Lavaretti et le président de l'association brésilienne de presse, M. Barbosa Lima, devraient présenter la leur en milieu de semaine prochaine.

DENIS HAUTIN-CHAUVAUD

Une procédure longue et compliquée

BRASILIA

de notre envoyé spécial

Les modalités de la procédure de destitution du président Collor sont dorénavant connues précisément. Après la publication et l'adoption (prévue pour mercredi 26 août) du rapport de la commission d'enquête parlementaire (CPI), n'importe quel citoyen brésilien pourra adresser une « dénonciation » au président de la Chambre des députés. Si celui-ci décide d'y donner suite, une commission spéciale sera formée. Elle dressera un avis sur la recevabilité de la requête, qui devra être ratifiée par la Chambre à la majorité des deux tiers.

Ensuite, la commission adressera formellement une plainte au chef de l'Etat, qui aura vingt jours pour y répondre.

La commission soumettra ensuite son rapport au vote de l'assemblée, toujours à la majorité des deux tiers. Les députés

pourront décider de ne pas donner suite, ou d'envoyer l'acte d'accusation soit au Sénat (forme commise dans l'exercice de son mandat), soit à la Cour suprême (forme de droit commun). A partir de ce moment, le président sera suspendu de ses fonctions et remplacé par son vice-président, dans l'attente du jugement qui devra être prononcé dans les 180 jours.

La procédure, si elle n'est pas modifiée et si les délais sont respectés, peut donc durer au minimum quatre mois à partir de son déclenchement. Le chef de l'Etat a évidemment la possibilité de renoncer à tout moment à ses fonctions, et le président de la Cour suprême peut lui-même mettre en accusation M. Collor pour crime de droit commun. Le débat sur les modalités du vote des députés et sénateurs n'est toujours pas tranché.

D. H.-G.

ETATS-UNIS : d'après les derniers sondages

M. Bush a rattrapé plus de la moitié de son retard sur M. Clinton

Les électeurs sont imprévisibles cette année, et changent d'avis à une vitesse qui donne le tournis aux stratèges des deux camps. La convention de Houston a permis à M. George Bush de rattraper plus de la moitié de son retard sur son adversaire démocrate, mais les spécialistes affirment que ces intentions de vote ne sont pas plus sûres que les précédentes, et que beaucoup d'Américains pourraient encore modifier leur choix d'ici au 3 novembre.

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

La campagne essentiellement négative menée par les républicains présente un danger : le dégoût systématique de M. Clinton a incontestablement permis à M. Bush de remonter la pente, mais les voix ainsi acquises sont fragiles, car elles ne correspondent pas à une décision irrévocable en faveur de l'actuel locataire de la Maison Blanche.

Le sursaut est considérable. Selon un sondage de la chaîne ABC, le gouverneur de l'Arkansas obtiendrait 48 % des suffrages et M. Bush 42 %. Un autre sondage effectué pour le compte de CNN et du quotidien USA Today par la firme Gallup donne 52 % des intentions de vote à M. Clinton et 42 % à M. Bush. On est donc loin des quelques 24 points d'avance que le candidat démocrate possédait peu avant la convention de Houston. Chacun prédit maintenant une élection serrée et des attaques personnelles encore plus nom-

breuses. M. Clinton n'entend pas modifier son attitude, qui consiste à faire une campagne « positive » sur son programme économique et à s'abstenir de coups bas contre son adversaire. Il se prépare au premier débat télévisé avec M. Bush, qui devrait avoir lieu le 22 septembre à l'université d'Etat du Michigan.

M. Clinton a évité de prendre trop au tragique le tir de barrage contre son épouse, qui a culminé à Houston lors de la journée consacrée aux « valeurs familiales ». M^{me} Marilyn Quayle, la femme du vice-président, est allée jusqu'à suggérer que M^{me} Hillary Clinton, avocate de renom, avait manqué à son rôle d'épouse et de mère en continuant à exercer sa profession. C'est « une insulte aux femmes modernes qui travaillent », a répliqué lundi l'épouse du candidat démocrate. Des voix se sont d'ailleurs élevées dans le camp républicain pour mettre fin à cette polémique.

Le face-à-face du candidat républicain, qui a des vues sur l'élection présidentielle de 1996, s'est dit choqué par ce déferlement d'injures contre l'épouse du candidat démocrate.

Projet de formation professionnelle

Raguardant des lors qu'il est sorti de l'enfer des sondages, M. Bush s'est lancé dans une campagne sur le terrain. Il a abandonné son costume et sa cravate de président, pour se présenter en chemise, de meeting en meeting dans l'Illinois, la Géorgie et le Texas. Partout, il s'en prend notamment aux élus démocrates qui ont refusé depuis quatre ans de voter les lois qu'il soumettait au Congrès, et qu'il présente comme les véritables

responsables du piètre état de l'économie. Mais M. Bush n'a, curieusement, plus évoqué ce qui a pourtant été l'élément principal de son discours à Houston, un vaste plan de réduction d'impôts touchant toutes les catégories de contribuables.

Le président sortant a tenté lundi d'occuper un terrain sur lequel il ne s'était guère aventuré jusqu'ici. Il a annoncé à Union, dans son Etat natal du Connecticut, un projet visant à permettre chaque année à 1,2 million de personnes de se former à un nouveau métier. Les dépenses fédérales consacrées à la formation passeront ainsi annuellement de 740 millions à 2 milliards de dollars. M. Bush a affirmé que cet effort était possible sans augmentation des impôts. Son rival l'a aussitôt mis au défi d'expliquer comment il pouvait concilier un tel projet et son intention de réduire la pression fiscale.

DOMINIQUE DHOMBRES

GUATEMALA : suspension des négociations de paix. Les négociations entre le gouvernement et la guérilla guatemalteques ont été suspendues, lundi 24 août, à Mexico, sans que les deux parties ne parviennent à un accord sur le respect des droits de l'homme et la création et les modalités de fonctionnement d'une « commission de la vérité ». Le médiateur, Mgr Alfonso Quirós de Toranzo, a indiqué que le gouvernement souhaitait attendre la conclusion d'un accord de paix global pour que la commission puisse fonctionner. (AFP, UPI)

CAMBODGE

Nouvelles conditions des Khmers rouges pour l'application du plan de paix

Les Khmers rouges ont posé, lundi 24 août, de nouvelles conditions à l'application des accords de paix de Paris. Lors de la réunion du Conseil national suprême (CNS), présidé par le prince Sihanouk, le représentant khmer rouge, M. Khieu Samphan, a exigé que « tous les traités et accords » signés « pendant l'occupation » vietnamienne soient « nuls et non avenue », que de nouvelles frontières soient tracées entre le Vietnam et le Cambodge, que des comités soient mis en place au sein du CNS pour contrôler l'administration et la police de Phnom-Penh. Après quoi, il s'est affirmé prêt à engager le processus de désarmement de ses troupes. Il avait auparavant rejeté le projet de loi électorale proposé par les Nations unies, sous le prétexte que celle-ci servirait les intérêts vietnamiens. Jeudi, une nouvelle série de discussions entre les partisans de M. Pol Pot et le Japon aura lieu à Bangkok tandis que les troupes rippons qui doivent être déployées au Cambodge dans le cadre du plan de l'ONU ont été entrainés. (Reuters, AFP)

CORÉE DU SUD

20 000 mariages pour le révérend Moon

Nouveau succès médiatique pour le révérend Sun Myung Moon. Il a marié, mardi 25 août, dans le stade olympique de Séoul, 20 000 couples, venus de 131 pays. 10 000 autres couples qui n'avaient pu faire le voyage ont bénéficié d'une bénédiction nuptiale par satellite donnée par le chef de la secte très controversée de l'Eglise de l'unification.

Les futurs époux, tous choisis par le révérend à l'aide de photos, étaient vêtus du même uniforme : costume noir et cravate rouge pour les hommes, voile et jupe pour les femmes. Comme le veulent les règles de la secte, ils devront attendre quarante jours pour consommer leur union.

Selon le Wall Street Journal, chaque candidat au mariage a dû verser 1200 dollars s'il venait d'un pays riche, et 300 s'il était originaire du tiers-monde. Les satisfactions du révérend Moon ne sont pas seulement spirituelles. (AFP, Reuters)

CHINE

M. Deng Xiaoping exhorte les étudiants à soutenir ses réformes

M. Deng Xiaoping, le « numéro un » chinois, a appelé les étudiants à soutenir ses réformes, a rapporté, lundi 24 août, l'agence officielle Chine nouvelle. Trois ans après la répression sanglante du « Printemps de Pékin », M. Deng, qui vient de fêter ses quatre-vingt-huit ans, s'est exprimé dans une lettre publiée par le comité central du PCC en réponse à des lettres d'étudiants soutenant ses positions en faveur de l'accélération des réformes économiques et de l'ouverture au monde extérieur. M. Deng a déclaré que la Chine se trouvait à un « stade critique de l'édification socialiste ». « Savoir si la Chine peut accélérer ses réformes et son ouverture au monde extérieur est crucial pour le développement du pays », a-t-il ajouté. Il a également exhorté les étudiants à « aller leur destin à la recherche de la vérité ».

La femme du président, Wang Jiatang, a déclaré avoir été bien traitée et que des responsables avaient écouté ses revendications concernant le sort de son mari et ses propres difficultés pour obtenir un passeport, trouver du travail et un logement à Pékin. Elle a ajouté qu'elle ignorait tout de l'état de santé de son mari. (Reuters)

DJIBOUTI

Deux opposants blessés dans un attentat

Deux militants de l'opposition ont été blessés, dont un grièvement, dans la soirée de dimanche 23 août, à Djibouti, au cours d'un attentat à la grenade, perpétré contre un local où se réunissent des membres du Front uni de l'opposition. La grenade a été lancée par un homme non identifié, qui a réussi à prendre la fuite.

Le ministère de l'Intérieur a annoncé l'ouverture d'une enquête, tout en attribuant, par avance, la responsabilité de cet attentat à des sympathisants du Front pour la restauration de l'unité et de la démocra-

tie (FRUD, opposition armée). Selon le ministère, certains auteurs de troubles sociaux ont « créé un climat d'insécurité, dans le but de boycotter la référendum constitutionnel, prévu le 4 septembre ».

De son côté, le président du Front uni de l'opposition, M. Mohamed Djane Elaba, ancien ministre de la santé, a mis en garde les provocateurs qui cherchent à « créer un chaos semblable à celui de Mogadiscio ». Le Front uni, qui regroupe six partis de l'opposition, mène campagne pour le boycottage du référendum. (AFP)

PÉROU

L'Assemblée constituante aura des pouvoirs limités

Le gouvernement péruvien a promulgué, samedi 22 août, un décret-loi sur les fonctions de l'Assemblée constituante créée pour permettre le rétablissement de l'ordre constitutionnel interrompu le 5 avril dernier par le « coup d'Etat civil » du président Alberto Fujimori. La Constituante, dont les 80 membres seront élus le 22 novembre, aura aussi des pouvoirs législatifs et de contrôle de l'exécutif, mais sa « souveraineté » et son « autorité » seront limitées.

Elle ne pourra pas, précise le décret, annuler les décisions prises par l'actuel gouvernement d'urgence et devra approuver, dans un délai de trente jours, les projets de loi jugés prioritaires par l'exécutif. Dans le cas contraire, ces derniers deviendront décrets-lois. Enfin, la population rejette par référendum deux de ses projets de Constitution, l'exécutif se réserve le droit d'effectuer « les modifications nécessaires » à ces projets et de promulguer un nouveau texte fondamental.

RWANDA

Violences interethniques

De nouveaux affrontements interethniques ont éclaté, la semaine dernière, dans l'ouest du Rwanda, faisant un mort et huit blessés, dans la nuit du jeudi 20 au vendredi 21 août, à Gishyira (préfecture de Kibuye), a-t-on appris lundi 24 août, de sources informées à Kigali. Samedi, des forces de sécurité ont été déployées dans cette région, afin de restaurer le calme.

A la suite de ces violences, dirigées contre les populations d'origine tutsi, plus de cent cinquante familles se sont retrouvées sans abri et plus de mille cinquante personnes ont dû se réfugier dans les paroisses de Ngoma et Mubuga. (AFP)

VENTES PAR ADJUDICATION
Rubrique OSP
64, rue La Boétie, 45-63-12-66
MINITEL 36.15 CODE A 3 T
puis OSP

Vente au TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE NANTERRE, le Jeudi 10 septembre 1992 à 14 h, en 1 lot
APPARTEMENT A COURBEVOIE (92)
2 à 8, rue de l'Alma et 1 à 7, rue Baudin
22 à 28, rue de Bezons - Bât. « LE SAGITTARE »
n° 283 comp. 1 pos. ent. dégar, cuis, b.zs, W.-C. - cave - PARKING n° 70
Mise à Prix : 200 000 F
Ssd. à M^{me} GUILBERTAU, avocat à CLAMART, 1414 bis, rue Madeleine. Tél. : 45-44-52-55. A tous autres avocats près le T.G.I. NANTERRE

Vente aux enchères publiques, sur saisie immobilière, au Palais de Justice à Paris (1^{er}), 4, boulevard du Palais
Le Jeudi 17 septembre 1992 à 14 h 30 - En un seul Lot : dans un ensemble immobilier sis
à Paris (1^{er}) - 22-24, place Vendôme
31-33, rue Danielle-Cassanova, 29, place du Marché-Saint-Honoré et impasse Combaud, sans n°
2 APPARTEMENTS
Occupés - 6^e étage du Bât. C
plus 2 Chambres (l'une au 6^e étage Bât. C ; l'autre au 1^{er} étage Bât. E) et 1 Cave dans le Bât. C.
MISE A PRIX : 6 000 000 de Francs
S'adresser à : M^{me} DIRCKS-DILLY, avocat à la Cour, 40, rue Paul-Valéry à Paris (16^e) - Tél. : 45-00-00-00.
Au Greffe du T.G.I. de Paris, au Palais de Justice où le cahier des charges est déposé. Et sur place pour visiter.

POLITIQUE

La campagne pour le référendum du 20 septembre

M. Philippe Séguin pourrait apparaître comme le champion de l'opposition à M. Mitterrand

M. Philippe Séguin, député RPR des Vosges et l'un des animateurs de la campagne pour le « non » au traité de Maastricht, participera le 3 septembre, sur TF1, à un face-à-face avec M. François Mitterrand (le Monde du 25 août).

En dehors du célèbre débat télévisé qui oppose à son challenger, entre les deux tours de l'élection présidentielle de 1988, M. François Mitterrand n'a plus participé à une telle joute avec un dirigeant politique - face aux caméras et en direct - depuis le 10 mai 1981. Il y a quatre ans, le chef de l'Etat, en exercice, avait alors rencontré, au 28 avril, son premier ministre, M. Jacques Chirac. Deux heures et vingt minutes de débat, trente millions de téléspectateurs. Cela avait été considéré comme le coup d'envoi de la campagne du second tour de scrutin. Un grand moment. Quelques jours plus tard, M. Mitterrand était réélu à l'Elysée pour un second septennat.

M. Philippe Séguin aura peut-être en tête ce précédent, chargé à plusieurs titres, jeudi 3 septembre au soir, lorsqu'il affrontera le président de la République. En effet, le maire d'Epinal a confirmé qu'il défendra, « sans imprévisu », avec le premier personnage de l'Etat, ce soir-là, dans la grande amphithéâtre de la Sorbonne, dit « amphithéâtre Richelieu ».

La discussion contradictoire entre les deux hommes pourrait durer une petite demi-heure dans une émission plus large où apparaîtront MM. Helmut Kohl et John Major, respectivement chancelier allemand et premier ministre britannique. Un « chantillon » d'électeurs sélectionnés par un institut de sondage sera présent sur le plateau pour questionner M. Mitterrand.

Le secret avait été bien gardé. « On m'a demandé si j'y ai plusieurs semaines, si j'étais prêt à débattre avec M. Mitterrand et j'ai répondu oui. On lui a demandé s'il acceptait de dialoguer avec moi et je crois savoir qu'il a répondu par l'affirmative », a sobriement indiqué le député (RPR) des Vosges, lundi 24 août à Beaune, où il participait à l'une des nombreuses rencontres publiques qu'il organise dans le cadre de sa campagne en faveur du « non » à Maastricht.

En acceptant un débat télévisé avec lui, le président de la République rend, d'une certaine manière, hommage à la qualité et à la quantité du travail de conviction que conduit, depuis plusieurs semaines, l'ancien ministre de l'Intérieur, l'ancien ministre de l'Education nationale, M. Chirac.

M. Séguin a pris soin, depuis le début de sa campagne, de ne pas impliquer le chef de l'Etat. Contrairement à MM. Philippe de Villiers ou Jean-Marie Le Pen qui se prononcent pour un « non à Mitterrand » et à M. Marie-France Garaud, pour qui un succès du « non » serait « une victoire de l'opposition », le maire d'Epinal n'a pas voulu faire de référendum une question de politique intérieure. Paradoxalement, c'est M. Mitterrand lui-même qui le place comme unique chef de file des opposants au traité européen. On confie dans son entourage que ce statut est provisoire, « même circonstancié », et qu'en tout état de cause il ne cherchera pas à en tirer un parti quelconque. Si certains au RPR considèrent qu'en participant à un tel face-à-face, le chef de l'Etat « a une drôle de conception de sa fonction », M. Séguin peut rétorquer, à juste titre, qu'en créant cette situation, M. Mitterrand se révèle lui-même comme le simple et véritable chef du camp du « oui » à Maastricht. Mais si le député vosgien a l'intention de s'en tenir uniquement à

un débat de fond sur le traité et, selon lui, ses méfaits, en courant « le seul risque de ne pas être à la hauteur », il ne pourra empêcher les cadres du RPR de voir en lui le champion de l'opposition à M. Mitterrand. D'autant que, silencieux depuis le 4 juillet, jour où il avait officiellement annoncé son engagement pour le « oui » face à M. Chirac, va entrer en campagne. Avec son état-major favorable à Maastricht. Si le « oui » l'emporte, cela risque de laisser un goût d'amertume dans l'appareil intermédiaire et dans la base militante qui auront tendance à reprocher au président du RPR de ne pas avoir fait pencher la balance de l'autre côté.

Propulsé par M. Mitterrand contre Maastricht, M. Séguin est également propulsé contre M. Chirac. Insouciant privilégié du chef de l'Etat, il entre dans le cercle restreint, à tout le moins, des dirigeants politiques bénéficiant du label « épris de l'Etat ». Parmi tous les partisans du « non », la personnalité de M. Séguin a facilité, il est vrai, le choix de M. Mitterrand.

OLIVIER BIFFAUD

M. Charles Pasqua va publier le « Journal du non ». Le président du groupe RPR au Sénat, M. Charles Pasqua, va publier à partir du 5 septembre un « Journal du non » afin de défendre le « non » au référendum du 20 septembre sur le traité de Maastricht. Tiré à cinq cent mille exemplaires, ce journal de seize pages format tabloïd, qui pourrait bénéficier d'un second numéro avant la date du référendum, comportera des éditoriaux et des commentaires et sera vendu 10 F. Il complétera le « Lettre du non », tiré à cent mille exemplaires par semaine depuis le 19 juillet.

M. Laurent Fabius invite les socialistes à se montrer pédagogues

Les socialistes entendent lancer la deuxième phase de leur campagne pour le « oui », à partir de leur « université d'été », prévue à Avignon à partir du week-end prochain. M. Laurent Fabius les a invités à se montrer pédagogues face à une campagne pour le « non » qui, selon lui, ne répond pas à la question posée.

M. Jean-Pierre Chevènement a déclaré, mardi 25 août sur Radio-Montecarlo, que le président de la République « prend un risque » en intervenant à la télévision le 3 septembre, même s'il est bon qu'il y ait une explication et si le chef de l'Etat « est dans son rôle ». Pour l'ancien ministre de la Défense, « il faut élever les débats au-dessus de la question de la ratification », car « l'Europe continuera même si Maastricht est repoussé ». Il estime qu'une victoire du « non » permettrait même deux avancées. « On élargirait l'impasse de la monnaie unique », a-t-il dit, « et la voie serait ouverte pour la confédération ».

Dans le bulletin du courant Socialiste et République, qu'il anime au sein du PS, M. Chevènement écrit qu'« un puissant « non » à l'établissement est, à tout le moins, un score massif en faveur du « non » », ouvrant pour la première fois depuis 1981, la possibilité d'une autre politique.

Selon M. Fuchs, les socialistes doivent mener campagne sur le thème « Pour ou contre l'Europe », sachant que, selon lui, la guerre dans l'ex-Yugoslavie peut les y aider.

Cependant, le numéro deux du PS, M. Gérard Linderperg, s'est inquiété du « rejet » que les socialistes, a-t-il dit, rencontreraient sur le terrain. M. Jean Le Garrec, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, a critiqué le côté « gadget » des initiatives prises par M. Jack Lang, coordinateur de la campagne du gouvernement. M. Gérard Le Gail a souligné qu'il faut « débattre et argumenter » et ne pas se contenter de « communication » ni de « slogans ».

« Le gang des démolisseurs »

Dans le Quotidien de Paris du mardi 25 août, M. Max Gallo, ancien membre du comité directeur du PS et proche de M. Chevènement, déclare que les adversaires du traité « utilisent des arguments, alors que les partisans de Maastricht assument des affirmations du type : « L'Europe, c'est la vie ! »

« Comme personne ne sait ce que cela signifie », ajoute l'écrivain, « ce discours ne porte pas. (...) Plus les partisans du « oui » s'expriment, plus le vide de leur argumentation apparaît. Leur campagne prend l'allure d'une opération terroriste. Ils essaient de faire peur aux gens en leur présentant des catastrophes en cas d'échec du référendum ».

M. Gallo vise notamment, par ces propos, M. Elisabeth Guigou, ministre déléguée aux affaires européennes, chargée de la coordination de la campagne avec M. Jack Lang et qui, mardi 24 sur Europe 1, a qualifié de « gang des démolisseurs » les principaux opposants au traité de Maastricht, accusés par elle de « ne cesser de répéter des idées reçues et des mensonges ». La « bande des cinq » (MM. Jean-Marie Le Pen, Georges Marchais, Philippe de Villiers, Charles Pasqua et Philippe Séguin) procède, selon M. Guigou, « par slogans et par

implications ». Elle a affirmé que l'on va « voir le « oui » monter en puissance », car « tous [ses] partisans sont décidés à intervenir ».

« Le dynamisme est clairement dans le camp du « oui », a affirmé, de son côté, lors d'un point de presse, M. André Billardon, directeur de la campagne du PS, ajoutant que « les arguments du « non » semblent s'épuiser ». Le député de la Saône-et-Loire a critiqué « le côté caricatural de l'expression du « non », en affirmant notamment que « M. Charles Pasqua fait des « coups » et que « M. Marie-France Garaud est apparue, dans ses excès, comme une sorte de Frankenstein moins l'humour ». Il s'est félicité que « la droite pour le « oui » apparaisse plus décidée » et « qu'elle soit en train de changer de stratégie ». Le PS compte sur la mobilisation de ses fédérations, mais aussi de ses élus, pour intensifier la campagne, alors que les responsables du parti multiplieront les interventions. M. Fabius ayant prévu lui-même plus de vingt-cinq déplacements. Le coup d'envoi de cette nouvelle étape sera donné le 30 août, début de l'« université d'été » du PS à Avignon, qui sera dominée par l'enjeu du référendum.

Selon M. Billardon, désormais, « les Français perçoivent clairement l'enjeu du référendum » et que « plus d'Europe est perçue comme essentielle » dans des domaines comme la politique étrangère ou l'environnement, à la suite de la guerre en Yougoslavie et du trafic des déchets. Les socialistes seront donc « attentifs à l'actualité » pour développer leur argumentation, en mettant l'accent sur « la paix, l'Europe sociale, le développement économique ». Le PS veut préserver son autonomie par rapport à la campagne gouvernementale, mais agir en « concertation » avec M. Lang et M. Guigou. M. Pierre Bergé participera au meeting de clôture de la campagne socialiste, le 16 septembre, à Créteil.

P. J.

Mme Hélène Carrère d'Encausse présidera le comité national pour le « oui »

Quelques trois cents personnalités des arts, de l'université, de l'entreprise appellent à voter « oui » au référendum du 20 septembre, au sein d'un comité national annoncé par M. Jack Lang la semaine dernière (le Monde du 20 août) et dont la composition a été rendue publique, mardi 25 août, par sa présidente, Mme Hélène Carrère d'Encausse. On relève, parmi les noms de ces partisans du traité de Maastricht, ceux de scientifiques et de dirigeants d'entreprise qui ne sont pas familiers de ce genre d'engagement public. « Le concert des « oui » doit faire entendre les instruments les plus divers, parce que l'Europe n'est pas monocoque », déclarait au Monde le ministre de l'Éducation nationale et de la Culture, chargé d'animer, avec M. Elisabeth Guigou, ministre délégué aux affaires européennes, la campagne du gouvernement pour le référendum.

Ecrivains, philosophes, éditeurs :

M. et Mme Elisabeth Badinter, François Régis Barthe, Lucien Bodard, Daniel Boulanger, Jean-Denis Brodin, Marie Cardinal, Edmonde Charles-Roux, Noëlle Châtelet, André Chénedé, Hélène Cixous, Georges-Emmanuel Clancier, Alain Decaux, Pierre Dais, Didier Desnoes, Jacques Derrida, Dominique Desanti, Marguerite Duras, Umberto Eco, Jean-Pierre Faye, Bernard Fixot, Antoinette Fouque, Anne-Marie Garat, Marek Halter, Nicolas Hulot, Odile Jacob, Julia Kristeva, Jacques Lacarrière, Jean Lacouture, Jacques Lanzmann, Bernard-Henri Lévy, Jean-François Lyotard, François Mallet-Joris, Albert Memmi, Pierre Moineau, Edgar Morin, Yves Navarre, Monique Nemer, François Nourissier, Erik Oksanen, Hélène Parmelin, Daniel Pennac, Jean-Luc Pidoux-Payot, Bertrand Poirot-Delpech, Yann Queffelec, Jacqueline Risset,

Alain Robbe-Grillet, Denis Roche, Danièle Salles, Enzo Siciliano, Philippe Sollers, Michel Tournier, François Xerxes.

Comédiens :

Victoria Abril, Sophie Agacinski, Stéphane Audran, Daniel Auteuil, Nathalie Baye, Emmanuelle Béart, Guy Bedos, Richard Berry, Laura Betti, Claude Besson, Jean Carmet, Claudine Coster, Alain Cuny, Mireille Darc, Alain Delon, Danièle Delorme, Catherine Deneuve, Gérard Depardieu, Raymond Devos, Danielle Evnou, Nicole Garcia, Denise Gence, Annie Girardot, Isabelle Huppert, Francis Lasserre, Tchouky Karyo, Bernadette Lafont, Gina Lollobrigida, Christophe Malavoy, Robert Manuel, Sophie Marceau, Marcello Mastroianni, Ludmila Michael, Pierre Mondy, Jeanne Moreau, Philippe Noiret, Maria Paderna, Hugues Quester, Charlotte Rampling, Muriel Robin, Rufus, Jean-Marc Thibault, Charlotte de Turckheim.

Metteurs en scène :

René Allio, Pedro Almodovar, Jean-Jacques Beineix, Claude Berri, Bernardo Bertolucci, Bertrand Blier, Liliana Cavani, Costa-Gavras, Jérôme Deschamps, Marco Ferreri, Laurent Heynemann, Robert Hossein, Alain Jessua, Jean Labib, Claude Lanzmann, Claude Lelouch, Marcel Maréchal, Serge Mosti, Gérard Oury, Luis Pasqual, Pier-Luigi Pizzi, Roman Polanski, Euzan Paloy, François Reichenbach, Yves Robert, Francesco Rosi, Claude Sautet, Ettore Scola, Mary Simonson, Bernard Taverney, Danielle Thompson, Agnès Varda, Andrzej Wajda, Jacques Weber, Wim Wenders, Andrzej Zulawski.

Chanteurs, interprètes, musiciens, compositeurs :

Marcel Amont, Maurice André, Jean-Louis Aubert, Charles Aznavour, Barbara, Gilbert Bécaud, Marie-France Beller, Pierre Boulez, Patrick Bruel, Carlos, Jean-Claude Casadesu, Alain Chamfort, Marc André Dalbavie, Hélène Delavault, Manu Dibango, Plácido Domingo, Henri Dutilleul, Jacques Dutronc, Stéphane Eicher, Elmer Food Beat, Enzo Enzo, Peter Gabriel, Johnny

Hallyday, Françoise Hardy, Jacques Hauronne, Barbara Hendricks, Pierre Henry, Jacques Higelin, Jean-Michel Jarre, Catherine Lara, Maxime Le Forestier, Michel Legrand, Luis Llach, Enrico Macias, Paul Méjanès, Eddy Mitchell, Guesch Patti, Ruggero Raimondi, Line Renaud, Mstislav Rostropovich, Michel Tardou, Dominique Soria, Charles Trepo, Jean-Louis Trintignant, Jean-Pierre Zola.

Plasticiciens, stylistes, créateurs :

Valerio Adami, François Arnauld, Luciano Berto, Paul Bocuse, Jean-Pierre Buffi, Sylvio Cado, César, Philippe Druillet, Fred, Gérard Fromanger, Jean-Paul Goude, Michel Guérard, Daniel Hechter, Gotfried Honegger, André Julliard, Piotr Kowalski, Bernard Loiseau, Alfred Manessier, Titina Mawell, Niklê de Saint-Phalle, Jean Nouvel, Pierre Paulin, Dominique Perrot, Stéphane Plassier, Edouard Pignon, Jean-Pierre Raymond, Martial Rayson, Souis Rykiel, Yves Saint-Laurent, Christine Schvachke-Mollard, Michel Schreiber, Pierre Soulages, Philippe Starck, Vera Szekeli, Roger Tallon, Pierre Tardieu, Gérard Tisserand, Jean-Louis Tripp, Claude Vialat, Jean-Michel Wimont.

Personnalités de la vie économique et sociale :

Abbé Pierre, MM. Michel Albert, président des AGF; Bernard Arnault, PDG de LVMH; Bernard Attali, président d'Air France; M. Gilbert Beaux; MM. Pierre Bergé, PDG d'Yves-Saint-Laurent; André Bergeron, ancien secrétaire général de FO; Francis Blanchard, ancien président de l'OTI; Yvon Chotard, ancien vice-président du CNFF; Pierre Comtoise, président de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture; Daniel Godevert, président de Volkswagen; André Helbert, président de la Fédération française des ports de plaisance; Pierre Héritier, syndicaliste; Maurice Herzog, ancien ministre; André Laro, président de la Fédération de la mutualité agricole; Loïc Le Floch-Prigent, PDG d'Elf-Aquitaine; Michel-Edouard Lederc, coprésident de l'Association des centres Lederc; Raymond Lévy, ancien PDG de Renault; M. René-Claude Mader,

animatrice d'association de défense des consommateurs; MM. Edmond Maire, ancien secrétaire général de la CFDT; Alain Minc, Jacques Moreau; Lindsay Owen-Jones, PDG de L'Oréal; Jean Peyrelevade, PDG de l'UAP; Didier Pincus-Valencienne, PDG de Schneider; Antoine Riboud, PDG de BSN; René Thomas, PDG de la BNP; Robert Touloumon, président d'association; Gilbert Trigano, fondateur du Club Méditerranée.

Universitaires, médecins, hommes de science :

MM. Jean Bernard, Alain Bombard, Alain Carpentier; Jean-Pierre Changuet et Yves Coppens, professeurs au Collège de France; Jean Dausset, prix Nobel de médecine; René Frydman, professeur de médecine; Pierre-Gilles de Gennes, prix Nobel de physique, professeur au Collège de France; Jean Le Goff, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales; Jean-Marie Lehn, prix Nobel de chimie; Emmanuel Le Roy Ladurie, professeur au Collège de France; M. Sylviane Lévy; MM. Claude Lorin, directeur de recherches au CNRS; Etienne Lwoff, prix Nobel; Paul Millic, Luc Montagnier, Willy Rosenbaum, professeurs de médecine; Jacques Ruffié, professeur au Collège de France; Léon Schwartzberg, professeur de médecine; Jean-Pierre Verant et Paul Peyre, professeurs au Collège de France.

Sportifs :

Jean Alès, pilote de F1; Franck Adisson, Florence Arthaud, navigatrice; Franck Badiou, médaille d'argent aux Jeux olympiques de Barcelone; Mike Birch, Laurent Bourgoing, navigateurs; Franck Dabin, champion de tir; Richard Dacoury, basketteur; Wilfrid Forgues, Jean-Philippe Gatien, médaille d'argent aux Jeux olympiques de Barcelone; Daniel Herrero, rugbyste; Michel Jazy, ancien champion de course à pied; Titouan Lamazou, navigateur, vainqueur du Vendée Globe Challenge; Jimmy Pahun, navigateur, vainqueur du Tour de France à la voile 1992; Gérard Petipas, organisateur de courses à la voile; Dominique Rocheteau, ancien footballeur.

POINT DE VUE

Contresens

par Jacques Barrot

Le martyre de Sarajevo provoque l'émotion des Français tout en leur donnant l'impression d'un grand vide. Qu'est-ce que cette Europe qui ne sait que faire et qui est devant un conflit si proche et si terrible? Ce désarroi ouvre la porte à des contresens dans lequel s'engouffrent nouveaux déçus de Maastricht et partisans résolus du « non » : puisque la voix de la Communauté paraît singulièrement faible et brouillée face au drame yougoslave, mieux vaut la faire taire définitivement, mieux vaut tuer dans l'œuf l'embryon d'une Europe politique.

En fait, cette tragédie appelle non pas moins, mais plus d'Europe. Sans une démarche diplomatique commune, sans une politique de défense communautaire, il sera de plus en plus difficile de prévenir l'apparition de nouveaux conflits capables d'ébranler le continent européen. Certes, Maastricht ne nous apporte que les prémices d'une politique étrangère et de sécurité commune. Est-il raisonnable pour autant de les dédaigner en pratiquant l'impression du tout ou rien? Les Européens ne devraient-ils pas, au contraire, anticiper les effets du traité en formulant clairement leur politique vis-à-vis des Balkans?

Un préalable nécessaire

Et pourquoi la France ne prendrait-elle pas l'initiative de proposer à ses partenaires une déclaration commune autour de quelques principes et engagements formels : volonté de pratiquer le droit d'ingérence humanitaire pour secourir les victimes et contrôler les camps de détention contre le gré des agresseurs, y compris avec des moyens militaires; refus de la reconnaissance, aujourd'hui comme demain, de tout Etat fondé sur le principe de la purification ethnique et de l'annexion de territoires par la force, au mépris du droit des peuples à l'autodétermination; mise en accusation devant une cour de justice internationale des responsables de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre?

Voilà des engagements qui doivent être pris ensemble, solennellement, par les Européens, pour ne laisser aucun espoir à ceux qui défient la morale élémentaire et veulent s'affranchir des principes du monde civilisé. Les citoyens des Etats membres attendent de leurs gouvernements moins d'ambiguïté et plus d'action, pour susciter une véritable mobilisation générale des opinions et redonner courage à tous ceux qui s'opposent, y compris à Belgrade, aux associations du pouvoir serbe. Il doit être possible de faire appliquer avec vigueur les mesures d'embargo décidées et de sanctionner les complices de leurs violations. Mais, bien entendu, cela exige, plus que jamais, une action commune des gouvernements européens.

Sarajevo ne doit pas nourrir les contresens. C'est bien lorsque de Paris, de Bonn, de Londres s'élève une voix unie, une voix forte, capable de baliser clairement l'avenir, que la paix sera assurée. La preuve par Sarajevo, c'est bien la nécessité de l'union politique de l'Europe. Maastricht n'y suffit pas à lui seul, mais c'est à coup sûr un préalable nécessaire, à moins que l'on ne se résigne à perdre encore du temps... beaucoup de temps!

► Jacques Barrot est député de la Haute-Loire, président du groupe UDC de l'Assemblée nationale.

M. Deniau (UDF) dénonce le danger de « l'immobilisme » en politique étrangère. — M. Jean-François Deniau, député UDF du Cher, ancien ministre, critique, dans un entretien au Figaro du 25 août, les dispositions du traité de Maastricht dans le domaine de la politique étrangère. « Le risque de blocage est réel, déclare-t-il, puisque toutes les décisions en matière diplomatique continueront à être prises à l'unanimité (...) Il faut une procédure de responsabilité beaucoup plus rapide. Ce qui me choque, c'est que l'on dise que Maastricht va régler tous les problèmes de l'Europe parlant d'une seule voix alors que le grand danger, c'est l'immobilisme ».

SOCIÉTÉ

CATASTROPHES

Attendu en Louisiane et dans le Mississippi

Le cyclone Andrew a tué au moins dix personnes en Floride et causé d'importants dégâts

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

Andrew, un des plus violents cyclones tropicaux des Caraïbes de ces dernières décennies, menaçait mardi 23 août la Louisiane et le Mississippi après avoir dévasté la veille le sud de la Floride. Le cyclone tropical, qui avait atteint le sud de la péninsule lundi peu avant l'aube à la hauteur de Miami, a traversé la pointe de la Floride d'est en ouest, tuant au moins dix personnes, laissant quelque 80 000 sans-abri, et provoquant des dégâts estimés provisoirement à 8 milliards de dollars. Des scènes de pillage ont eu lieu dans la banlieue sud de Miami, où un couvre-feu a été imposé, et 2 000 gardes nationaux ont été déployés

pendant la nuit de lundi à mardi. Avec des vents qui ont dépassé les 260 kilomètres à l'heure et des pluies torrentielles, le bilan en pertes en vies humaines aurait sans doute été beaucoup plus lourd si près de 1 million de personnes n'avaient été évacuées préventivement dans la journée de dimanche. En outre, Andrew a créé une « onde de tempête » de 2,5 mètres de haut, moins élevée donc que ce qu'on avait craint. Cela s'explique sûrement en partie par le fait que l'on était à quatre jours de la nouvelle lune (période de marées de vive eau).

D'autre part, les règlements de construction assez stricts édictés depuis des années à Miami ont permis d'éviter une plus grande catastrophe. Les tours en métal et en

verre du front de mer de Miami ont bien résisté aux rafales. Et le quartier « art déco » de Miami a été relativement peu endommagé. Ce sont les habitations en bois situées au sud de la ville qui ont le plus souffert. La télévision a montré d'innombrables maisons aux toits arrachés, et des voitures renversées et parfois empilées l'une sur l'autre.

Au lendemain du passage d'Andrew, des centaines de milliers d'habitants sont privés de courant électrique. Et les réparations prendront probablement plusieurs semaines.

Le président George Bush a interrompu la tournée électorale qu'il effectuait dans le Connecticut et le New-Jersey pour se rendre à Miami lundi soir. Il a déclaré « zones sinis-

trées » trois comtés du sud de la Floride.

Le cyclone Andrew pourrait encore augmenter de violence en passant au-dessus du golfe du Mexique avant d'atteindre à nouveau la terre ferme mercredi, probablement dans la région de La Nouvelle-Orléans, non loin de la frontière de la Louisiane et du Mississippi. Mais les trajectoires des cyclones tropicaux étant imprévisibles, c'est toute la côte comprise entre Mobile (Alabama) et Port-Arthur (Texas) qui pourrait être touchée. Dès lundi 24 août, les populations habitant les côtes basses du nord du golfe du Mexique ont commencé à être évacuées, comme l'avaient été celles des côtes de Floride.

DOMINIQUE DHOMBRES

L'inégalité devant les fureurs de la nature

Depuis le début du siècle, le hurricane (cyclone tropical des Caraïbes) (1) la plus meurtrière a été celui qui a frappé Galveston (Texas) en 1900 : on avait alors dénombré 8 000 morts. Après ce désastre, une barrière longue de plus de 17 kilomètres faite de blocs de granite et de poutres de bois recouvertes de ciment a été édifiée pour mettre la ville à l'abri des futures montées de la mer dues aux cyclones tropicaux. A l'origine, Galveston était protégée naturellement par des dunes de sable haute de plus de 4,5 mètres, mais ce cordon protecteur avait disparu pour faire place aux maisons des habitants, toujours plus nombreuses à s'installer sur la côte du Texas... En dépit de la barrière construite après 1900, le cyclone de 1915 tua 275 personnes. Ce qui fit surélever la barrière à près de 6 mètres. Le cyclone Carla, en 1961, qui ne frappa pas la ville de plein fouet, ne fit « que » 9 morts.

Le développement des satellites d'observation, celui des moyens de communication et de transport ont rendu possible, depuis quelques décennies, l'évacuation préventive des populations habitant les zones côtières basses. Tout au moins aux Etats-Unis. Comme cela a été le cas avant l'arrivée d'Andrew, une telle opération peut, en effet, faire déplacer des centaines de milliers, voire un million de personnes. Seul un pays développé peut ainsi, d'abord avertir les populations menacées, ensuite déplacer, enfin abriter et nourrir de telles foules. L'Inde ou le Bangladesh, souvent balayés par des cyclones tropicaux, sont dans l'impossibilité d'entreprendre des évacuations préventives massives, ou même simplement d'avertir les populations des zones côtières.

Cette inégalité devant les fureurs de la nature explique que les cyclones tropicaux du golfe du Bengale soient les plus meur-

triers du monde : 139 000 morts au Bangladesh en 1991, 250 000 morts (mais peut-être 800 000 ou 800 000) en 1970 au Pakistan oriental (devenu Bangladesh en 1971), 300 000 dans la région de Calcutta en 1937. Sans parler des 5 000 à 15 000 morts dans l'Océan indien en 1971, des 15 000 morts du Pakistan oriental en 1985...

Des dégâts de plus en plus coûteux

Tous les pays riverains du golfe du Mexique ne sont pas développés comme les Etats-Unis. Mais les pertes des pays sont montées en flèche. La multiplication des victimes pulvérise les zones côtières ne sont submergées que sur de courtes distances.

Pour les dégâts matériels, l'effet du développement est inverse de celui qu'il produit sur le nombre de victimes. Au fil des

années, les équipements coûteux sont de plus en plus nombreux. Si bien que le montant des destructions augmente régulièrement. Aux Etats-Unis, les hurricanes ont coûté 500 millions de dollars entre 1915 et 1919 et 2,4 milliards de dollars entre 1985 et 1989 dont 1,4 milliard de dollars pour le seul cyclone tropical Camille de 1969. En 1989, Hugo a fait 7 milliards de dollars de dégâts aux îles Vierges à Porto-Rico et dans les deux Carolines et on parle déjà de 9 milliards de dollars pour Andrew dont la course n'est pas achevée...

YVONNE REBEYROL

RELIGIONS

Dans un climat tendu

Le pasteur allemand Konrad Raiser a été élu secrétaire général du Conseil œcuménique des Eglises

Le pasteur Konrad Raiser, de l'Eglise évangélique (luthérienne) allemande, a été élu, lundi 24 août à Genève, secrétaire général du Conseil œcuménique des Eglises (COE) par le comité central de cette fédération, comptant 317 Eglises protestantes, anglicanes et orthodoxes du monde entier.

Battant, par 87 voix contre 58, le Britannique Martin Conway, un laïc anglican, Konrad Raiser succède, le 1^{er} janvier 1993, au pasteur Emilio Castro, méthodiste uruguayen en fonctions depuis 1984, atteint par la limite d'âge de soixante-cinq ans. Ce renouvellement intervient en pleine crise du mouvement œcuménique.

GENÈVE

de notre envoyé spécial

La « fumée blanche » s'est élevée, lundi soir, dans le ciel de Genève. Le pasteur allemand Konrad Raiser, cinquante-quatre ans, professeur de théologie à Bochum (Rhénanie-du-Nord-Westphalie), est devenu le cinquième secrétaire général du Conseil œcuménique des Eglises depuis la création de cet organisme en 1948. Mais sa courte victoire indique que ce « concave » fut l'un des plus serrés de l'histoire du COE. Déjà, le comité de sélection avait été incapable de trancher, laissant au comité central, appelé à juger à la majorité simple, le soin de départager Konrad Raiser et Martin Conway. Manœuvres et campagnes de couloir ont alors marqué cet ultime tour, soulignant les limites démocratiques d'une telle fédération d'Eglises.

Sans nier les qualités d'organisateur et de théologien du nouvel élu, ceux qui espèrent qu'une page fut

tournée et la priorité rendue à la recherche de l'unité doctrinale ne cachent pas, lundi soir, une certaine déception. A la différence de son rival anglican, personnalité neuve et encore peu connue à Genève, Konrad Raiser, élevé dans le milieu du pasteur Potter, ancien secrétaire général du Conseil œcuménique, est d'abord un homme d'expérience et d'appareil.

Rompant la pression tiers-mondiste, qui avait abouti à l'élection, en 1972, du Dominicain (de l'île de la Dominique) Philippe Potter et, en 1984, de l'Uruguayen Emilio Castro, le pasteur Konrad Raiser ne s'écarte guère de leur ligne. Sous le prétexte que la doctrine divise et que l'action réunit, il plaide, dans son livre « Œcuménisme en transition » (1991), pour des « processus conciliaires », comme celui de Bâle en 1988 et Sion en 1990, qui lient les Eglises autour de quelques programmes comme la justice, la paix ou la sauvegarde de la création (c'est-à-dire la défense de l'environnement). Dans sa déclaration de candidature au comité central, il ne cache pas non plus sa préférence pour une théologie « contextuelle », liée aux cultures locales, ou pour le féminisme.

Mais, depuis une bonne dizaine d'années, si le dialogue doctrinal stagne, l'action politique divise aussi le COE. Ses engagements répétés contre l'apartheid en Afrique du Sud, le commerce des armes ou pour la théologie de la libération, ses liens avec les Eglises orthodoxes des anciens pays communistes n'ont pas fait l'unanimité. Ils ont distendu les relations avec certaines Eglises du « premier monde » (comme les réformés en France) et ont à sa crédibilité. De plus en plus envahi par la bureaucratie, le COE suscite au mieux une curiosité polie, au plus une indifférence, loin des espoirs d'unité doctrinale placés par les visionnaires de l'après-guerre, les pasteurs Wilhelm Visser't Hooft, Néerlandais, secrétaire général de

1948 à 1967, ou Marc Boegner, Français.

Attachés à une plus grande rigueur théologique, les grandes Eglises orthodoxes ont même menacé de claquer la porte du COE lors de la dernière assemblée générale de Canberra en 1991, quand une jeune déléguée comme avait fait scandale en invoquant l'esprit des écritures de l'eau, de l'air et de la mer. S'ils ont besoin, pour sortir de leur isolement international, de l'alliance des Eglises protestantes et anglicanes, les orthodoxes se sont montrés divers lors du scrutin de lundi soir à Genève, craignant la personnalité forte et « activiste » du pasteur Raiser.

Un retour à la case départ

Dans ses premières interventions, le nouveau patron du COE a montré qu'il avait compris cette urgence d'un approfondissement théologique. Mais il aura fort à faire pour lutter contre ce qu'il a lui-même appelé un climat d'« abasourdissement ». Le repli sur les identités confessionnelles et nationales, les impasses de l'œcuménisme au plan mondial, les relations de plus en plus tendues avec l'Eglise catholique romaine (qui participe au COE à travers sa commission théologique Foi et Constitution) ont aggravé la crise et réduit les ambitions, y compris financières, de l'organisation de Genève.

« Il semble que nous soyons revenus à la case départ », a même déclaré le secrétaire général sortant, le pasteur Emilio Castro, lors du discours d'ouverture du comité central vendredi 21 août. Il a appelé les chrétiens à la « conversion » et à la « réconciliation », mais, broyant du noir, il a ajouté dans une allusion à la guerre en Yougoslavie et à la situation au Proche-Orient : « Comment prévoir de lire les instruments de la récon-

ciliation, alors que nous ne sommes même pas réconciliés entre nous, chrétiens ? »

A nouveau unanime pour deux, il a violemment critiqué l'Eglise catholique qui vient de donner un coup de frein au dialogue avec les anglicans (le Monde du 21 mai 1992), et il s'est déclaré « contenté » par le dernier document du cardinal Ratzinger sur « certains aspects de l'Eglise comprise comme communion », dans lequel le pape de la Congrégation vaticane pour la doctrine de la foi invite les Eglises non catholiques à reconnaître « la permanence de la primauté du pape (...) présente à l'histoire de toutes les Eglises » (le Monde du 16 juin). C'est un « retour à l'Eglise romaine » que l'on exige de nous, s'est écrit Emilio Castro, traduisant l'impatience de l'assemblée de Genève. Les Eglises n'ont jamais eu peur de la recherche de « communions » ou d'« unités visibles », tout en démontrant une telle incapacité à y parvenir.

HENRI TINCO

[Né le 25 janvier 1938, Konrad Raiser, pasteur de l'Eglise évangélique allemande (EKD), se présente lui-même comme « de formation universitaire et théologique ». Il a étudié la théologie à Tübingen, Heidelberg et Zurich, avant d'obtenir le doctorat en 1970, puis la sociologie à Harvard (Etats-Unis). Il a travaillé dans des paroisses ouïvres à Berlin et à Stuttgart, avant d'entrer en 1969, à Genève, à la commission Foi et Constitution du Conseil œcuménique des Eglises. En 1973, il devient secrétaire général adjoint du COE, un poste qu'il quitte au bout de son mandat de dix ans pour rejoindre en Allemagne et enseigner la dogmatique à l'université de la Ruhr à Bochum. Fructueux des courants progressistes et écologiques, il est l'un des auteurs du manifeste mondial de 1990 à Sion sur le thème de Justice, paix et sauvegarde de la création » (1992). Père de quatre garçons, il est marié à Elisabeth von Weizsäcker, fille de Karl-Friedrich, Prix Nobel de physique, et niece de Richard von Weizsäcker, président de la République allemande. Adhérent militant féministe dans les milieux œcuméniques.]

ENVIRONNEMENT

Dans un accord-cadre avec le gouvernement

EDF s'engage à améliorer les conditions d'extension du réseau électrique

M. Pierre Bérégovoy, premier ministre, et M. Gilles Ménage, président d'EDF, devaient signer, mardi 25 août à Paris, un accord-cadre par lequel l'établissement public s'engage à mieux insérer les lignes électriques dans l'environnement. La convention porte également sur la démocratisation des procédures d'extension du réseau et sur l'indemnisation de ceux qui en subissent les conséquences.

L'approvisionnement des moindres recoins du territoire français en électricité, abondante et bon marché, restera l'un des acquis majeurs de ce dernier demi-siècle. Mais l'extension de l'équipement s'est payée d'une modification non moins considérable des paysages. Barrages, centrales de production, puissantes lignes de transport, postes de transformation, guir-

landes innombrables des réseaux de distribution marquent l'horizon de nos côtes. Et cela d'autant plus que les électriciens français, comme leurs collègues du téléphone, ont pratiqué, sauf dans les grandes agglomérations, une sorte de religion du tout-à-tout.

Les arguments techniques et financiers qu'ils avancent pour justifier leur choix n'ont guère été partagés outre-frontières, puisque la France est aujourd'hui, pour l'enfouissement des lignes, la dernière des pays d'Europe du Nord (1). Sur environ 1 250 000 kilomètres de lignes (tous voltages confondus), 240 000 kilomètres seulement, soit 19 %, sont dissimulés au regard.

Passé l'euphorie du tout-électrique, l'opinion, réveillée par le clameur des écologistes et des défenseurs des sites, accepte de plus en plus difficilement cet état de fait. Incidents, manifestations, procès et même sabotages délibérés freinent à présent l'achèvement du maillage.

C'est pourquoi le ministre de l'Industrie avait demandé, il y a deux ans, à M. René Serusclat, sénateur socialiste du Rhône, d'étudier le problème et de formuler des propositions. La plupart des suggestions du parlementaire ont été reprises dans l'accord, long d'une dizaine de pages, qui devait être signé au plus haut niveau. Les engagements d'EDF portent sur trois points principaux :

« La démocratisation des procédures de création de lignes... L'établissement public mettra en place, dans les régions et les départements qui le souhaitent, des « instances de concertation » groupant les élus, les fonctionnaires concernés, les représentants des intérêts économiques, les consommateurs et des « leaders d'opinion ». Ils donneront leur avis sur l'implantation des futurs barrages, centrales et lignes de transport. Pour celles-ci, les couleurs de passage mis à l'étude seront beaucoup plus larges que par le passé. Les enquêtes publiques et les études d'impact sur l'environnement, jusqu'ici limitées aux lignes à très haute tension (400 000 et 225 000 volts) seront étendues aux lignes haute tension (90 000 et 63 000 volts). En cas de contestation motivée, l'administration pourra faire faire une contre-expertise aux frais d'EDF.

« L'indemnisation des riverains... Comme elle l'a déjà fait pour les exploitants agricoles, EDF reconnaît que l'installation d'un nouvel ouvrage à très haute tension peut causer un préjudice aux propriétaires des immeubles voisins. S'ils veulent vendre dans les quatre ans, la dépréciation de leur propriété — en général de 5 % à 15 % de la valeur vénale — donnera lieu

à une indemnité de 12 000 kilomètres par an. Autrement dit, on ne devrait pas construire un seul kilomètre de ligne moyenne tension en s'exposant à perdre de 1996. Enfin, un fonds de compensation, alimenté à raison de 5 % des investissements pour la construction de lignes, servira à traiter les « points noirs ».

« Un milliard de francs par an... La convention s'inscrit dans la lignée des contrats déjà passés par EDF, autrefois avec le ministère de l'Environnement, plus récemment avec les chambres d'agriculture, puis le CNRF et, en 1990, l'Etat pour la gestion des barrages. Elle servira de cadre et de modèle aux accords que l'établissement public négociera avec les régions, les départements et les communes. L'entreprise s'engage à la fois dans une politique contractuelle et de décentralisation. Elle accorde l'effort déjà prévu dans son « plan environnement » de l'automne 1991. L'application de la convention présente implique des dépenses supplémentaires évaluées à 1 milliard de francs par an durant quatre ans, puis de 1,5 milliard de francs par an sur une longue période. Elle suppose aussi un recyclage des cadres de la maison, auxquels on demande une sorte de révolution culturelle. Bref, en exécutant ce rattrapage sous la pression des circonstances, EDF épouse son temps. L'entreprise se prépare à affronter l'inévitable concurrence européenne d'après-demain.

MARC AMBROISE-RENDU

(1) En moyenne tension (20 000 volts) la France a enterré 21 % de ses lignes. L'Italie 23 %, la Grande-Bretagne 44 %, l'Allemagne 56 %, la Belgique 74 %, les Pays-Bas 98 %.

« Transport de plutonium vers le Japon : Greenpeace proteste... L'organisation écologiste Greenpeace a demandé, lundi 24 août, l'abandon immédiat du projet de transport de plutonium de l'usine française de la Hague (Manche) vers le Japon. Un cargo japonais, le Akasuki Maru, vient en effet de quitter le port de Yokohama pour prendre livraison dans six semaines d'environ une tonne de plutonium à Chibourg (le Monde du 25 août). Inquiete d'un tel transport, l'organisation Greenpeace, malgré la surveillance rapprochée dont le bâtiment fait l'objet, estime que « la France se prête à un jeu dangereux pour l'environnement et la sécurité internationale » et « qu'un accident de transport occasionnerait une telle quantité d'un des produits les plus toxiques existant à la surface de la planète qu'elle pourrait avoir des conséquences catastrophiques... » (1992).

Le Monde

SCIENCES • MEDECINE

Manger pour vivre

En annonçant un « plan d'action mondial » contre la malnutrition, l'OMS et la FAO s'attaquent à l'ensemble des problèmes alimentaires de l'espèce humaine, de la famine à ... l'obésité

GENÈVE
de notre envoyé spécial

La production alimentaire de la planète est-elle suffisante ? En annonçant, comme ils viennent de le faire (le Monde du 21 août), le lancement, en décembre prochain, d'un « plan d'action mondial » sur la malnutrition, les responsables de l'OMS et de la FAO semblent ne pas craindre l'ampleur du défi qu'ils se lancent (1). A la différence de la plupart des actions sanitaires engagées à l'échelon international, ce plan s'aborde en effet, sous une bannière commune, une pathologie multiforme, touchant une part considérable de l'humanité, concernant à la fois ceux qui meurent de faim, ceux qui sont victimes de sous-alimentation chronique et d'une forme ou d'une autre de carence, mais aussi tous ceux qui ne savent pas trouver, dans la riche éventail qui leur est proposé et accessible, les recettes d'un équilibre alimentaire.

Le bilan fourni à l'occasion de la réunion de Genève est, dans sa globalité, tout à fait accablant. Au risque de lasser, il faut en rappeler les principaux points. La malnutrition est, plus encore, la faim demeurent les principaux maux auxquels sont quotidiennement confrontés les plus pauvres de la planète. Selon les statistiques internationales, la malnutrition aiguë touche directement un habitant sur cinq des pays en voie de développement. Près de 200 millions d'enfants souffrent d'un déficit dans les apports en protéines et en énergie, et plus de deux milliards de personnes sont, dans le monde, victimes de carences en oligo-éléments.

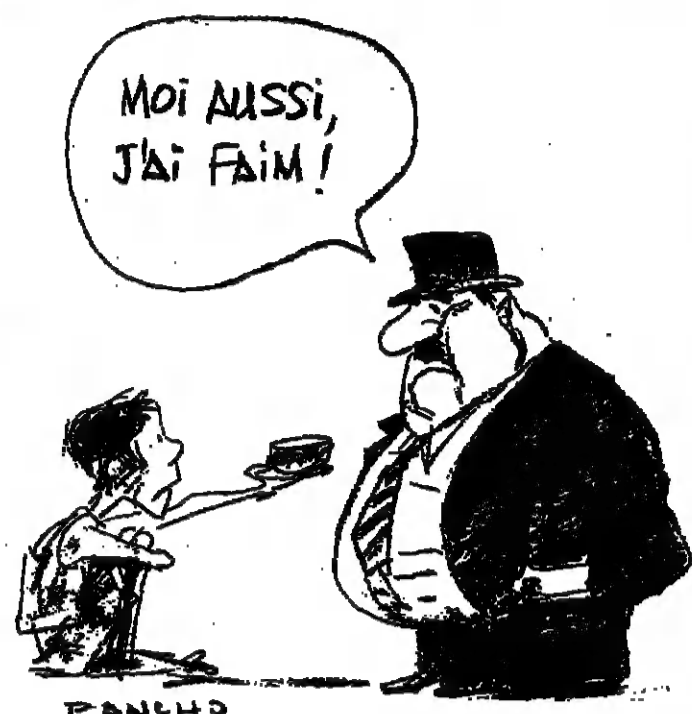
L'un des indicateurs les plus couramment employés pour évaluer la situation alimentaire et nutritionnelle globale est la DEA (disponibilité énergétique alimentaire). Il s'agit d'une estimation de la quantité moyenne d'énergie disponible pour la consommation par personne et par jour. Selon la FAO, à la fin des années 80, 60 % de la population mondiale vivait dans des pays où la DEA dépassait 2 600 calories par personne et par jour. En revanche, dans une dizaine de pays (où vivent plus de

120 millions de personnes), la DEA est, en moyenne, inférieure à 2 000 calories par personne, ce qui signifie que la famine et la malnutrition y sévissent sur une très large échelle. A titre de comparaison, la DEA en Europe ou en Amérique du Nord atteint ou dépasse les 3 500 calories.

« Le problème est particulièrement grave en Afrique subsaharienne, où les disponibilités alimentaires sont tombées à un niveau critique, indiquent l'OMS et la FAO. La crise alimentaire est actuellement aiguë dans une grande partie de l'Afrique australe et orientale, en raison de la grave sécheresse de 1992, s'ajoutant à des troubles civils persistant dans plusieurs pays, a réduit encore des disponibilités alimentaires déjà beaucoup trop faibles. La sécheresse a notamment eu des effets dramatiques sur les cultures de base de l'Afrique australe (surtout l'Angola), où la production vivrière a diminué d'environ 60 %. On signale déjà un début de famine au Mozambique. Les effets de la sécheresse ont été particulièrement dévastateurs dans le secteur de l'élevage, dont une grande partie de la population d'Afrique australe est tributaire. Quelque dix-huit millions de personnes sont en danger et doivent être aidées de toute urgence jusqu'à la fin de l'année. L'Afrique du Sud et le Zimbabwe, habituellement pays producteurs, devront eux-mêmes importer de grandes quantités de produits alimentaires cette année. En Ethiopie, au Kenya, en Somalie et en Ouganda, on signale des disettes graves et, si une grande opération d'aide n'est pas rapidement lancée, la famine s'étendra à toute la corne de l'Afrique ».

Baisse de la proportion de sous-alimentés

Même si la FAO estime qu'à la fin des années 80, plus de 780 millions d'habitants des pays en voie de développement n'avaient pas, de façon chronique, l'apport calorique indispensable pour mener une vie active et saine, on a précisé à Genève que la production alimentaire mondiale est amplement suffisante pour fournir la nourriture nécessaire à l'ensemble de l'humanité. Les multiples drames suggérés au travers des bilans joints des deux organisations internationales ne doivent pas non plus masquer les améliorations observées ces dernières années. Ainsi, dans les pays



en voie de développement, le nombre de personnes sous-alimentées de manière chronique a régulièrement diminué au cours des vingt dernières années. 941 millions de personnes souffraient de sous-alimentation chronique en 1969-1971. On est passé à 786 millions en 1988-1990.

Cela signifie que, dans ces pays, la proportion de sous-alimentés a baissé de 36 % à 20 %. Cette amélioration globale recouvre, certes, des disparités régionales. En Afrique, la proportion de la population souffrant chroniquement de dénutrition est restée inchangée depuis les années 70, mais, en raison de la forte croissance démographique de la région (3 % par an environ), le nombre des personnes sous-alimentées a très fortement augmenté, passant de 109 millions en 1969-1971 à 168 millions en 1988-1990. Les progrès se sont ralentis dans les années 80 en Amérique latine, dans les Caraïbes comme au Proche-Orient. En revanche, en Asie, comme dans le Pacifique, l'amélioration a été continue, et la sous-alimentation ne

touchait plus que 19 % de la population contre 40 % il y a vingt ans.

La lecture médicale de l'ensemble des troubles et des pathologies liées au déficit et aux anomalies du comportement alimentaire est souvent très paradoxale. Elle aborde ainsi successivement :

• La malnutrition protéino-calorique. — On désigne sous cette expression différents syndromes caractérisés, pour l'essentiel, chez les enfants, par un arrêt ou un retard de croissance (syndrome polyartrite, marasme de Kwashiorkor). Les victimes de formes aiguës de cette insuffisance alimentaire sont, avant tout, les nourrissons et les jeunes enfants, dans la mesure où leurs besoins protéiques et caloriques sont élevés par rapport à leur masse corporelle et où ils sont particulièrement exposés aux maladies infectieuses. Si l'on se reporte aux dernières études effectuées à partir de données anthropométriques, la prévalence de la déficience pondérale apparaît en déclin. En 1990, en Asie, 155 millions d'enfants au total, et 44 % des enfants de moins de cinq ans,

avaient un poids insuffisant. Cependant, le nombre total et le pourcentage ont tous deux diminué depuis 1975 et, selon les spécialistes, cette tendance devrait se poursuivre. En Afrique, il y avait, en 1975, près de 20 millions d'enfants souffrant d'insuffisance pondérale. Ce chiffre dépassait 27 millions en 1990 et devrait atteindre 36 millions d'ici 2005. Cependant, le pourcentage a légèrement diminué, passant de 26 % à 24 %. Dans la région des Amériques, le nombre d'enfants souffrant de cette insuffisance est tombé de 8 millions en 1975 à moins de 7 millions aujourd'hui. La malnutrition protéino-calorique est étroitement associée à ces autres indicateurs de santé publique que sont la mortalité périnatale et infantile et l'insuffisance de poids à la naissance. Si l'on fixe à 2 500 grammes le seuil de la normalité, l'OMS estime que, dans le monde, 17 % des enfants naissent avec un poids insuffisant.

Troubles de la croissance

• Les carences en micro-nutriments. — Moins spectaculaires et, des lors, moins bien connues que la malnutrition protéino-calorique aiguë, ces carences sont très largement répandues. Celle en iode, par exemple, concerne directement plus d'un milliard de personnes vivant dans des régions où la teneur en iode du sol est insuffisante. Parmi elles, 200 millions sont atteintes de goitres, et 26 millions de divers troubles mentaux pouvant aller jusqu'au crétinisme. La carence en vitamine A provoque notamment de graves troubles oculaires. On situe ainsi entre 250 000 et 500 000 le nombre annuel des cas de cécité survenus chez des enfants privés des apports nécessaires en vitamine A. La carence en fer (à l'origine d'anémies) touche plus de 2 milliards de personnes à travers le monde et n'épargne aucun pays. Elle concerne avant tout les femmes et les jeunes enfants. Lorsqu'ils sont atteints de cette carence, ces derniers présentent des troubles de la croissance physique et du développement intellectuel.

lésions cancéreuses, ou encore à différentes maladies de l'appareil digestif. Même s'il est difficile ici de dissocier le comportement alimentaire du mode de vie (stress, tabagisme, sédentarité, etc.) induits notamment par une urbanisation croissante, tout indique que l'apport alimentaire joue un rôle majeur. On sait, depuis plusieurs décennies déjà, que l'augmentation de fréquence de ces maladies est liée à un apport excessif d'énergie, notamment sous forme de lipides et de graisses saturées ainsi que, dans une certaine mesure, d'alcool et de sel. Les campagnes d'éradication sanitaire lancées dans différents pays pour encourager la population à adopter un comportement préventif semblent, dans certains cas, commencer à porter leurs fruits. Selon l'OMS, c'est notamment le cas au Japon, au Canada, aux Etats-Unis, en Australie et en Finlande. A l'inverse, ce type de pathologie augmente notablement en Thaïlande, en Egypte, en Equateur, en Pologne et en Yougoslavie. En France, l'intérêt croissant du plus grand nombre pour les différents aspects de l'alimentation et la vulgarisation — parfois anarchique, il est vrai — ayant pour objet le bon comportement diététique permettent d'espérer que l'on améliorera les progrès encore tout relatifs observés par l'OMS.

Dans leur forme actuelle, la « Déclaration mondiale » et le plan d'action OMS-FAO sur la nutrition ne cherchent visiblement pas à traiter efficacement et rapidement de l'ensemble de ces questions. Après une série de déclarations d'intention et d'hortations à une collaboration plus étroite entre les différents agences des Nations unies, ce plan fixe une série d'orientations visant à « éliminer les formes extrêmes de faim et de malnutrition à l'approche du troisième millénaire ». Les participants à la prochaine conférence de Rome se donneront-ils ou non les moyens de faire en sorte que cet objectif minimal, mais essentiel, soit un jour atteint ?

JEAN-YVES NAU

(1) La réunion préparatoire de la conférence internationale sur la nutrition s'est tenue à Genève du 18 au 24 août. La prochaine conférence de Rome, à laquelle participeront plus de 150 pays (5-11 décembre 1992), aura pour secrétaire général le docteur V. Ramalingaswami (Inde).

Imbroglia autour du génome

La polémique autour de la prise de brevets sur les gènes humains empoisonne la communauté scientifique internationale

EN juin 1991, le National Institute of Health (NIH) américain avait déposé, auprès du bureau américain des brevets (US Patent Office), une première demande de brevets portant sur 347 séquences génétiques humaines « partielles » autrement dit des fragments de gènes dont on ne connaît ni la nature ni l'éventuelle fonction biologique. Le 12 février dernier, déclarant qu'il était « de son devoir de tirer les bénéfices de recherches financées par l'impôt », l'agence gouvernementale (dépendant du département de la santé) tentait aux Etats-Unis une démarche offensive, portant cette fois sur 2 375 séquences supplémentaires (le Monde du 4 mars). Soit, au total, près de 3 % du génome humain, pour lesquels le NIH déposait également une demande, le 19 juin, auprès de l'Office européen des brevets (European Patent Office).

Dès le départ, l'attitude du NIH avait été clairement explicite par sa directrice, M^{me} Bernadine Healy, ainsi que par M. Craig Venter, auteur du séquençage des fragments génétiques incriminés. L'objectif était double : d'une part, provoquer le débat sur la propriété intellectuelle en matière de génétique humaine — terrain sur lequel, indiscutablement, persistent de criantes lacunes juridiques —, d'autre part, s'assurer en priorité les droits à venir sur les informations issues du programme Génome humain, dont on prévoit déjà des retombées économiques considérables. Un coup de force qui, s'il réussissait, reven-

drat à s'approprier des droits sur un objet de connaissance fondamentale — une « première » dans l'histoire des sciences — et qui jetterait à bas la dimension éthique et universelle du programme Génome humain.

Lorsque avait été lancé, en 1987, ce gigantesque projet de recherche international visant à décrypter d'ici à l'an 2000 l'intégralité de notre patrimoine héréditaire (notamment des milliers de gènes impliqués dans des maladies héréditaires), la communauté scientifique, dans son ensemble, s'était en effet accordée à considérer que les séquences d'ADN humain ne seraient pas brevetables, du moins tant que l'on ne connaîtrait pas leur fonction et leur éventuelle utilité biologique ou médicale.

Un prodigieux programme coopératif

Premier organisme de recherche à rompre ce contrat tacite, le NIH n'en a pas moins joué sur du velours, tant le flou juridique subsiste en matière de brevetabilité du vivant. Sans entrer dans des subtils distinguos entre législations européennes et américaines, trois critères sont traditionnellement retenus par le droit du brevet : la nouveauté, l'inventivité et l'application industrielle. Mais la frontière entre « découverte » et « invention » reste mince, les gènes de fonction connue étant considérés comme inventions lorsqu'ils sont utilisés dans un but agronomique ou biomédical. De même la notion d'application industrielle peut-elle prêter à confusion,

les séquences génétiques non caractérisées pouvant être utilisées comme sondes moléculaires pour isoler les gènes correspondants dans les chromosomes.

C'est sur cette ambivalence qu'a mis le NIH pour tenter, au-delà de toute préoccupation éthique, de s'approprier les droits à venir sur plusieurs milliers de séquences génétiques humaines, déclenchant un tollé de protestations quasi général dans la communauté scientifique internationale. En France, pays fortement impliqué dans le projet Génome, le Comité national d'éthique se prononçait, dès l'année dernière, pour la « non-commercialisation du génome humain » (le Monde du 7 décembre 1991). Position fermement soutenue par M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de l'espace, qui estimait, dans une lettre parue le 21 décembre dans la revue américaine Science, que « la tentative de commercialisation des données brutes issues de l'étude du génome humain marquerait la fin de ce qui est encore, aujourd'hui, l'un des plus prodigieux programmes coopératifs du monde ».

Quelques mois plus tard, l'Europe se prononçait à son tour. Le 15 mai dernier, le comité CAN-EUG, chargé de conseiller la Commission des Communautés européennes sur le programme Génome, dénonçait à l'unanimité la prise de brevets sur des fragments génétiques de fonction inconnue, et appelait de ses vœux la création d'un accord international sur ce sujet. Un consensus également souhaité par le Japon, où les responsables scientifiques se sont

prononcés sans ambiguïté pour la libre circulation des données issues du patrimoine héréditaire humain.

Le seul soutien apparent à la politique du NIH est venu de la Grande-Bretagne, où le Medical Research Council (MRC), organisme fédérateur de la recherche sur le génome, annonçait en avril dernier un projet de demande de brevets portant sur plus de deux mille séquences génétiques partielles. Une mesure protectionniste qui n'a guère surpris la communauté scientifique, puisque le même organisme avait proclamé, dès juillet 1991, son intention de faire payer aux industriels l'accès à sa base de données génétiques. Conséquence : plusieurs laboratoires français, italiens et allemands ont d'ores et déjà cessé de soumettre leurs données au MRC britannique.

L'inquiétude de l'industrie américaine

« L'attitude des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne est totalement contraire à la tradition de la recherche scientifique », estime Charles Aulifrey, responsable du programme français de séquençage Genexpress (1), grâce auquel vient d'être déterminée la séquence partielle de plusieurs milliers de gènes s'exprimant dans les lymphocytes T humains. « Tenir d'imposer un contrôle sur l'acquisition des données à un stade aussi précoce de la connaissance, c'est un peu comme si l'on cherchait à déposer des brevets sur l'alphabet, sur la table des éléments chimiques ou sur les particules

élémentaires ! ». La polémique est d'autant plus violente que la position du NIH, même aux Etats-Unis, est loin de faire l'unanimité. Après avoir déclenché les protestations de nombreuses personnalités scientifiques, et contribué à la récente démission de M. James Watson, prix Nobel de médecine et « père » du projet Génome au sein du NIH (le Monde du 18 avril), l'OPA tentée sur les gènes humains par le NIH divise désormais les agences gouvernementales.

Lors d'une réunion interministérielle organisée le 21 mai dernier à Washington, à la demande de M. Allan Bromley, la National Science Foundation (NSF) et le Department of Energy (DOE) se sont ainsi violemment opposés au principe de la brevetabilité des séquences génétiques partielles, estimant que cette pratique, si elle se généralisait, « constituerait un frein considérable au développement de la recherche et viderait de toute substance les brevets authentiques ».

Plus révélatrice encore : l'inquiétude exprimée par l'industrie américaine, qui n'apprécie guère de voir une agence gouvernementale la devancer sur la future appropriation des droits relatifs au génome. Après plusieurs mois de silence, la puissante Industrial Biotechnology Association (IBA), qui regroupe 80 % des sociétés de biotechnologies américaines, a exprimé avec vigueur, il y a quelques semaines, son opposition à ce type de brevets. Ces derniers risquant, selon elle, d'avoir un effet dissuasif pour des développements ultérieurs, en forçant les compagnies

de biotechnologies à travailler sous licence avec le NIH.

De l'avis de la plupart des experts, les demandes du NIH, aux Etats-Unis comme en Europe, seront vraisemblablement refusées. Mais les offices de brevets ne se prononcent pas avant plusieurs mois, voire plusieurs années, et le conflit, qui prend désormais une dimension mondiale, risque d'ici là d'entraver considérablement la collaboration scientifique autour du projet Génome. La concertation entre les Etats membres de la CEE permettra-t-elle, dans ce domaine, d'aboutir plus rapidement à un consensus ? De la diligence de Bruxelles à définir une position commune et unanime en matière de brevetabilité des séquences humaines, et à inscrire celle-ci dans le droit européen, dépendra sans nul doute le dénouement de cet imbroglia éthique, scientifique et économique, dont les données issues de notre patrimoine héréditaire sont d'ores et déjà devenues les otages.

CATHERINE VINCENT

(1) Coordonné au sein du Génoscope, structure de services à but non lucratif mise à la disposition de la communauté internationale par l'AFM (Association française contre les myopathies) et le CEPH (Centre d'étude du polymorphisme humain), le programme Genexpress vise au séquençage systématique d'une certaine catégorie de fragments génétiques humains, dits « ADN complémentaires ». Outre l'AFM, ce programme est financé par le CNRS, le ministère de la recherche et la CEE.

SCIENCES • MÉDECINE

Notre-Dame-la-Grande, la dessalée

Les pierres du chef-d'œuvre roman de Poitiers, gravement malades, vont être soignées

UNE passerelle métallique est le passage obligé pour les nombreux touristes qui veulent voir la célèbre façade ouest de l'église romane Notre-Dame-la-Grande de Poitiers. Au pied de la façade, à l'intérieur et à l'extérieur de l'édifice, un fossé bordé de murs de mortier à la chaux descend à 2 mètres de profondeur. Quant à la première travée de l'église, elle est interdite au public : outre le fossé, son sol a été creusé pour des fouilles préalables aux travaux de restauration.

Notre-Dame-la-Grande, en effet, est malade, et depuis longtemps. L'église a été construite au douzième siècle et elle a été restaurée d'abord trois siècles plus tard, puis aux dix-neuvième et vingtième siècles. Avec plus ou moins de bonheur et d'efficacité.

Comme cela arrive à tous les monuments anciens, surtout à ceux qui se trouvent dans des villes, les pierres de Notre-Dame-la-Grande sont attaquées par des agents destructifs divers qui, pour l'essentiel, dépendent du niveau qu'elles occupent dans l'édifice (1).

En haut, le troisième registre - c'est-à-dire le fronton et les deux tourelles-clochetons - n'est pas trop atteint, comme en témoigne sa couleur relativement claire. À cette hauteur (plus de 11 mètres) en effet, la pluie frappe directement l'édifice et en lessive continuellement les pierres : celles-ci en sont un peu érodées, mais les suies ne peuvent s'y accrocher. Là, seuls peuvent se fixer des lichens. Ces colonies végétales s'attachent solidement à leur support et y pénètrent et peuvent ainsi contribuer à la désagrégation des pierres. Mais on peut penser qu'un tapis de lichens peut tout de même protéger son support des effets du vent ou de la pollution de l'air. En outre, les lichens anciens se développent très lentement et leur enlèvement peut donner plus libre à de nouvelles colonies jeunes, donc beaucoup plus actives.

Le deuxième registre - la deuxième corniche et les statues des apôtres et saints, entre 6,50 et 11 mètres - pose plus de problèmes. Certaines de ses parties sont, elles aussi, exposées aux pluies directes, qui les lessivent et érodent un peu car ces eaux « météoriques » sont chargées de composés soufrés (issus de la combustion du charbon, du pétrole et un peu du gaz naturel).

Mais dans les zones du deuxième registre protégées des pluies, les pierres sont noires : elles sont recouvertes d'une croûte faite de gypse et de particules de suie.

Comme nous l'a expliqué Véronique Verpe-Belmin, géologue au laboratoire de recherche sur les monuments historiques, les spécialistes ont deux théories pour rendre compte de la formation du gypse (qui est un sulfate de calcium hydraté). Ou bien le dioxyde de soufre (SO₂) gazeux présent dans l'air réagit directement sur le calcaire. Ou bien - et c'est l'hypothèse la plus communément admise - le SO₂ gazeux est dissous dans l'eau de l'atmosphère et donne de l'acide sulfurique, qui réagit sur le calcaire. Quel que soit le processus, il y a formation de sulfate de calcium (le gypse), qui retient les particules de suie et devient ainsi une croûte noire.

Le premier registre - du sol à 6,50 mètres, ce qui y inclut la grande frise sculptée, un des joyaux de Notre-Dame-la-Grande - est dans un très mauvais état car il est soumis à des attaques multiples. Les pierres sont, comme une partie de celles du deuxième registre, couvertes de la croûte noire de gypse et de suie et, en plus, elles sont rongées par des nitrates et du sel (chlorure de sodium, ou halite pour les minéralogistes) qui dissolvent ou desquamant les sculptures au point d'en avoir fait disparaître certaines!

Des études pluridisciplinaires

Bref, l'état de Notre-Dame-la-Grande était tel qu'en 1979 Michel Parent, alors inspecteur général des Monuments historiques, a lancé un grand programme d'études de l'église, programme qui était, forcément, pluridisciplinaire étant donné la multiplicité des problèmes à résoudre. Effectivement, l'équipe qui a mené ces années d'études et d'essais comprenait des géologues, des architectes, des historiens d'art, des archéologues, des restaurateurs, des chimistes, notamment.

Les études ont montré que les pierres de la façade ouest de Notre-Dame-la-Grande sont de cinq calcaires différents. Mais on peut penser qu'à la construction on n'a utilisé que deux de ces cinq calcaires, les trois autres venant probablement des restaurations successives. Pour compléter les choses, ces différents calcaires ne réagissent pas de la même



L'ange et la Vierge de l'Annonciation font partie de la frise sculptée qui court à 5-6 mètres de hauteur au-dessus du portail et des deux arcatures aveugles de la façade ouest de l'église Notre-Dame-la-Grande de Poitiers. La Vierge est en cours de nettoyage d'essai à la pâte Mora : elle est recouverte du film empêchant la dessiccation de la pâte. Mais la pierre blonde apparaît déjà, tout comme est déjà visible le nom « Maria » peint à côté de la tête de la Vierge. L'ange, qui n'a été l'objet d'aucun traitement, est encore « enduit » de la croûte noire de gypse et de suies qui s'est constituée au cours des siècles.

façon aux attaques des agents polluants!

Recherches et essais terminés, les travaux de restauration ont pu commencer au cours de cet été 1992 et devront être achevés en 1993, la maîtrise d'ouvrage étant assurée par Alain Rieu, conservateur régional des Monuments historiques (direction régionale des affaires culturelles), et la maîtrise d'œuvre par François Jeannou, architecte en chef des Monuments historiques. Le coût total de la remise en état de la façade ouest et de la première travée de l'église est estimé à 11 millions de francs, dont 40 % sont donnés par l'Etat (ministère de la culture), 22,5 % par la ville de Poitiers, propriétaire de Notre-Dame-la-Grande, 22,5 % par le département de la Vienne et 15 % par la région Poitou-Charentes.

Pour les lichens du troisième registre, l'accord s'est fait pour une application de lichénicide suivie d'un lavage délicat.

Saunerie et boucherie

Pour la croûte de gypse et de suies, il a été décidé d'employer la pâte mise au point par l'italien Mora. Cette pâte est faite d'un gel cellulosique chargé d'EDTA (acide éthylène-diamine-tétracétique) additionné de bicarbonate de sodium et d'ammonium. La dessiccation de la pâte appliquée sur les pierres est freinée par un film plastique. Après quelque temps, la pâte est enlevée par un lavage qui emploie le moins d'eau possible. L'opération est recommencée plusieurs fois. Le nettoyage est terminé, en particulier sur les parties les plus fragiles ou sur les pierres les plus encrassées, par un microbrossage à la fine poudre d'alumine (12 microns) lancée sous très faible pression. Ces procédés ont l'avantage de ménager la pierre et de préserver les vestiges de polychromie qui existent encore - parfois en plusieurs couches superposées - sous la croûte noire.

Le plus difficile à résoudre a été le problème posé par les nitrates et le sel, qui sont présents en surface et en profondeur dans les pierres-parements et dans le mortier de blocage (2), du sol jusqu'à la hauteur d'un peu plus de 6 mètres. L'existence des nitrates - issus de l'oxydation de l'azote de matières organiques - s'expliquait facilement : comme dans toutes les églises, de nombreuses inhumations ont été faites dans Notre-Dame-la-Grande. Les fouilles préalables, faites du 9 décembre 1991 au 31 mars 1992 sous la direction de Brigitte Boissavet-Camus, ingénier au service régional de l'archéologie, ont d'ailleurs mis au jour des sépultures contenant une demi-douzaine de squelettes complets, des ossements épars et, ce qui est rarissime, une tresse brune bien conservée. Et tous ces vestiges humains contenaient aussi du sel.

D'où pouvait donc venir ce sel surprenant, dont la présence avait été signalée au moins pendant les restaurations du dix-neuvième siècle et que l'on avait essayé en vain de faire disparaître en surélevant par des matériaux « propres » le sol à l'extérieur et à l'intérieur de l'église? Des recherches d'archives ont permis de proposer une réponse. Jusque vers 1840, dix-sept échoppes à sol de terre battue se pressaient le long de la façade sud de Notre-Dame-la-Grande. L'une d'entre elles a été occupée, au moins de 1731 à 1740 (on a retrouvé les baux dans les archives), par un saunier, c'est-à-dire

par un marchand de sel. Rappelons que le Poitou était exempté du monopole royal de la gabelle et que le commerce - et la contrebande - du sel y était très actif. Parmi les autres boutiquiers d'autrefois, il y avait plusieurs bouchers qui, sans aucun doute, utilisaient le sel pour conserver la viande.

Les sols de toutes ces boutiques devaient être gorgés de sel et celui-ci s'est très vraisemblablement infiltré, avec les eaux de pluie et de lavage, dans les remblais et le sous-sol environnants, où ils ont séjourné longtemps. Là, en compagnie des nitrates, le sel a été dissous dans l'eau. L'eau, chargée de tous ces sels, remonte dans les murs par capillarité, la hauteur de la remontée variant avec la structure des matériaux et la rapidité de l'évaporation de l'eau. Mais, en évaporant par les pores de la pierre, l'eau y laisse les sels dont elle est chargée. Ceux-ci cristallisent. Ce qui impose aux pores de la pierre des tensions, pressions et cisaillements ayant tous pour effet de faire éclater la structure de la pierre.

La première chose à donc été de faire des drains (les fossés intérieurs et extérieurs), qui seront remplis de cailloux, garnis d'un tuyau perforé en plastique et formés dans leur partie haute par une grille d'aération. Ces drains collecteront une partie de l'eau chargée de sels et en faciliteront l'évaporation. Ainsi la capillarité ne pourra plus faire monter cette eau à 6 mètres de haut. En outre, les sols actuels seront remplacés à l'intérieur et à l'extérieur de l'église par des sols sains.

Reste à soigner les pierres « saines ». Le mortier de blocage sera remplacé par un mortier neuf. Cela suppose le démontage puis le remontage des deux parements. Quant aux pierres composant l'extérieur et l'intérieur du mur de la façade ouest, plusieurs centaines, dont celles qui avec leurs joints posent des traces de polychromie et sont indéniablement, seront « dessalées » in situ par trois applications successives de compresses portant une pâte épaisse faite de cellulose en poudre délayée dans de l'eau déminéralisée. Mais quatre cents pierres seront démontées, dessalées puis remontées. Pour neuf pierres qui sont très abîmées au point que leur décor sculpté a été entièrement rongé, il a été décidé de les remplacer par des pierres neuves venant des mêmes carrières, retrouvées dans la région par les géologues de l'équipe pluridisciplinaire.

Aussi prometteuses soient-elles, les méthodes de nettoyage, choisies après de longs essais menés au laboratoire de recherche sur les monuments historiques et par les Etablissements Groux (de Neuville-de-Poitou, Vienne), qui appliqueront ces traitements, n'enlèveront qu'une partie des sels présents dans les pierres. Mais l'action conjuguée des traitements partiels et des drains devrait tout de même protéger Notre-Dame-la-Grande des outrages des ans et des hommes - au moins pour un certain temps.

YVONNE REBEYROL

(1) Les « maladies » des monuments, les traitements divers et quelques cas particuliers de monuments malades (dont celui de Notre-Dame-la-Grande) sont très bien expliqués dans l'ouvrage collectif *La Conservation de la pierre monumentale en France* publié conjointement en 1992 par les Presses du CNRS et le ministère de la culture.

(2) Dans beaucoup d'édifices, les murs de pierres sont constitués, en fait, de deux parements de pierres reliés par un blocage, mélange de cailloux « tout venant » et de mortier.

JUSTICE

Le mouvement des surveillants de prison s'est terminé sans révocations

Au terme de huit jours de mouvement, les surveillants de prison avaient tous repris le travail, mardi 25 août. Les lettres de mise en demeure envoyées par la direction de l'administration pénitentiaire aux derniers récalcitrants ont mis fin aux quelques blocages qui subsistaient encore lundi 24 août. Contrairement au mouvement de 1989, aucune révocation n'a été prononcée sur la base du statut spécial, qui interdit aux surveillants le droit de grève.

Dans certains établissements, les surveillants manifestaient cependant leur mauvaise humeur en respectant à la lettre le code de procédure pénale ou en menant des opérations escargot. C'est notamment le cas dans un des derniers « bastions » du mouvement, à la maison d'arrêt de Villeneuve-la-Maguelonne, non loin de Montpellier. La direction de l'administration pénitentiaire devrait inviter prochainement les syndicats à discuter de la mise en œuvre des mesures prévues dans le relevé de conclusions issu des discussions qui ont eu lieu jeudi 20 août.

SPORTS

ATHLÉTISME

M. Serge Bord quittera en mars ses fonctions de directeur technique national

M. Serge Bord, le directeur technique national de la Fédération française d'athlétisme (FFA), a annoncé, lundi 24 août, son intention d'abandonner ses fonctions en mars prochain, à l'issue de l'assemblée générale de cette fédération. M. Bord avait été mis en cause aux Jeux olympiques de Barcelone, lors de l'affaire Bruno Mario-Rose.

Le sprinter, qui avait réussi les minima qualifiés du 100 m à la dernière minute, n'avait pas été inscrit pour l'épreuve olympique (le Monde du 1^{er} août). Le DTN, qui avait déclaré assumer cette négligence - sur laquelle une enquête administrative a été ouverte - avait alors proposé sa démission.

Le président de la FFA, M. Robert Bobin, lui avait demandé de rester en poste pour préparer les championnats du monde de Stuttgart, en juillet

prochain. Avant son départ, M. Bord aura sans doute à donner des explications à M^{me} Dominique Bredin sur les mauvais résultats de l'équipe de France à Barcelone.

« Un examen rigoureux »

Dans une communication au conseil des ministres du 19 août, le ministre de la jeunesse et des sports avait constaté que l'athlétisme français n'avait « pas été à la hauteur des performances attendues ». « La situation de cette discipline », avait-elle ajouté, les conditions de recrutement, de formation et d'entraînement vont faire l'objet d'un examen rigoureux (...) pour que nos athlètes puissent aborder plus efficacement les Jeux d'Atlanta ».

HISTOIRE

Il y a cinquante ans, l'incorporation de force des Alsaciens et des Mosellans

Le drame des « malgré-nous »

Le 25 août 1942, en Alsace annexée, le pouvoir allemand promulguait le décret imposant le service militaire obligatoire dans l'armée du Reich. Cette incorporation de force, qui allait toucher environ 130 000 Alsaciens et Mosellans mais aussi des Luxembourgeois, a profondément marqué l'Alsace de l'après-guerre.

STRASBOURG

de notre correspondant

Les trois départements de l'est (Bas-Rhin, Haut-Rhin et Moselle) avaient été annexés de fait dès juin 1940 et placés sous une administration civile allemande chargée de leur « germanisation ». Celle-ci affecta le monde du travail, de la scolarité, des loisirs, le nom des communes et des rues. En même temps furent mises en place des organisations d'embrigadement des habitants.

En avril et mai 1941 fut introduit le *Reichsarbeitsdienst* (service de travail du Reich) à l'usage paramilitaire, obligatoire pour les hommes et les femmes de 18 à 25 ans. Parallèlement, la propagande officielle invitait les volontaires à rejoindre les rangs de l'armée allemande, *Wehrmacht* ou *Waffen-SS*. Ce fut généralement un échec : les volontaires ne dépassèrent pas le millier. Les partisans allemands du service militaire obligatoire en Alsace et en Moselle l'emportèrent en août 1942 auprès d'Adolf Hitler lui-même :

l'incorporation fut décidée le 19 août en Moselle, le 25 en Alsace. Les conseils de révision commencèrent dès septembre.

Un petit nombre de jeunes tentèrent de fuir, mais les sanctions furent sévères. Les poursuites furent exercées sur l'ensemble des proches des incrimés, les frontières fermées, la répression systématique : sous la menace, ce sont des milliers d'Alsaciens (1906 à 1928, parfois même 1927) et trois classes en Moselle qui endossèrent l'uniforme allemand : soit environ 65 000 Bas-Rhinois, 40 000 Haut-Rhinois et 30 000 Mosellans.

La grande majorité de ces « malgré-nous » fut envoyée sur les fronts de l'Est. Dépendants dans les unités allemandes, certains s'évadèrent, d'autres rejoignirent les lignes soviétiques. De nombreux Alsaciens et Mosellans faits prisonniers furent regroupés dans des camps soviétiques, notamment, dès 1943, celui de Tambov, à 400 kilomètres au sud-est de Moscou.

De très nombreux témoignages attestent que la vie à Tambov et dans les camps soviétiques fut extrêmement dure : le froid, la maladie, la sous-alimentation et les corvées provoquèrent de nombreux décès. La rapatriement des Alsaciens et Mosellans fut très lent après la guerre, variant selon les hauts et les bas des relations franco-soviétiques de l'époque. Le dernier « malgré-nous », relâché, Jean-Jacques Remetter, ne rejoignit l'Alsace qu'en 1955. De très nombreuses familles n'eurent

jamais de nouvelles d'incorporés disparus. Au total, on compte que 40 000 d'entre eux, morts au front ou dans les camps, ne revinrent jamais.

Le procès d'Oradour

Les « malgré-nous » entrés en Alsace se heurtèrent à l'incorporation d'une partie de la population française ; jadis même à son hostilité. C'est dans notre capitale en 1953, lors du procès d'Oradour-sur-Glane, parmi les vingt et un soldats de la division SS « Das Reich » accusés des atrocités commises en juin 1944 dans ce village du Limousin, quatorze étaient alsaciens, dont douze incorporés de force. Après les condamnations, un important mouvement des Alsaciens provoqua à la Chambre le vote d'une loi d'amnistie pour ces « malgré-nous ».

De longues négociations avec l'Allemagne ont abouti au versement par la République fédérale, entre 1984 et 1986, de 260 millions de deutschmarks (770 millions de francs). Une fondation spécifique, l'Entente franco-allemande, installée à Strasbourg, a réparti cette indemnisation entre plus de 80 000 « malgré-nous » ou leurs ayants droit.

L'incorporation de force, qui avait touché de près ou de loin la grande majorité de la population alsacienne, a marqué plus d'une génération et a beaucoup pesé sur la vie politique et sociale de la région depuis un demi-siècle.

JACQUES FORTIER

TROISIÈME UNIVERSITÉ D'ÉTÉ EUROPÉENNE DE L'ENVIRONNEMENT

En présence de Ségolène ROYAL, Ministre de l'Environnement.
10, 11 et 12 septembre
Île de Berder (golfe du Morbihan)

3 thématiques :

- Environnement et évolution du monde rural ;
- Tourisme et environnement en Europe ;
- Perspectives après la Conférence de Rio.

50 intervenants dont :

Y. DENBY-WILKES (Directeur général de l'ADEME), J. DE ROSNAY, C. DESAMA (Président de la commission « Énergie, Recherche et Technologie » du Parlement européen), F. DI CASTRI (Directeur général adjoint de l'UNESCO), S. HAUGSIAA (Responsable « Environnement » des J.O. de Lillehammer), B. LALONDE, A. MADELIN, D. O'BRIEN (Attaché à la Chambre de commerce internationale), E. PISANI, B. ROBERTS (Directeur à la Countryside Commission), C. STOFFAES (Directeur à EDF), R. VAN ERMEN (Secrétaire général du Bureau européen de l'environnement), H. SCHREIBER (Directeur général de l'Environnement, ministre autrichien de l'Environnement), J. VAYROUSEK (ancien Ministre de l'Environnement tchécoslovaque), G. VIATTE (Directeur de l'Alimentation et de l'Agriculture à l'OCDE).

Informations et inscriptions :

Université Européenne de l'Environnement
Tél. : (1) 48-87-01-42 - Fax : (1) 40-29-92-46

CULTURE GÉNÉRALE

Les bases de la réussite

Une méthode claire et pratique. 20 cours pour faire le point des connaissances dans les principaux domaines de la culture générale. Des références et des repères indispensables à votre réussite.

Documentation gratuite à :

Institut Culturel Français
Soc 7218, 35, rue Collège
92303 Paris-La Vallée
Tél. : (1) 42.70.53.63

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

ÉCONOMIE

Le Monde ■ Mercredi 22 août 1992 ■

La faiblesse du dollar et ses répercussions en Europe

Une baisse à risques

La baisse excessive du dollar n'est une bonne affaire ni pour l'économie française ni pour l'ensemble des économies européennes. Même si, dans un premier temps, la faiblesse du billet vert présente quelques avantages en termes de prix intérieurs et de commerce extérieur.

Un dollar - largement en dessous de sa valeur réelle - qui oscille maintenant autour de 4,80 francs et de 1,40 deutschemark a pour effet immédiat de perturber gravement le fonctionnement du système monétaire européen. Avec toutes les conséquences que cela risque d'avoir en termes de croissance économique et de chômage supplémentaire en Europe. Les entrées massives de capitaux flottants en Allemagne, attirées par des taux d'intérêt élevés, vont un peu plus gonfler la masse monétaire outre-Rhin, cette masse monétaire discutée dans sa signification, mais qui continue d'obséder le Bundesbank. A l'évidence s'éloigne un peu plus le moment où les autorités monétaires allemandes décideront de baisser les taux d'intérêt. Il court.

S'agissant évidemment d'espérer de baisse rapide et significative des taux en France. Les marchés qui agitent la livre font même craindre une remontée du loyer de l'argent en Europe, remontée qui serait franchement inquiétante pour les économies occidentales, dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles se sortent très laborieusement de la récession.

Seuls éléments favorables à court terme : les prix à la consommation vont augmenter un peu moins vite grâce à des coûts d'importation réduits. Mais l'avantage n'est pas énorme : un indice de base de point pour 100 baisse du dollar. Le gain est plus appréciable pour le commerce extérieur : 8 milliards de francs gagnés par la France en un an sur sa facture énergétique. Reste qu'à plus long terme, la formidable compétitivité qu'acquiert le dollar sur les marchés extérieurs va freiner les exportations industrielles françaises (équipements lourds, matériel aéronautique, armement...) et plus encore allemandes, nos voisins vendant à l'étranger deux fois plus de biens manufacturés que nous.

C'est bien à un véritable bras armé que se livrent l'Allemagne et l'Amérique, les premiers arc-boutés sur leurs problèmes d'inflation et de crédibilité. Les seconds tendus dans leur volonté de relance économique. La concertation internationale mise à mal. Et c'est bien ce qui est inquiétant.

ALAIN VERNHOL

Turbulences des marchés boursiers

Les soubresauts des marchés de changes ont touché de plein fouet les grandes places boursières européennes lundi 24 août. Les pertes ont été importantes en Europe : -1,40 % à Francfort, -1,51 % à Milan, -2,31 % à Londres, -2,54 % à Bruxelles et -3,12 % à Paris. A New York, après la vive baisse de vendredi, le recul était plus modéré (-0,8 %). Mardi 25 août, la Bourse de Tokyo se dépréciait de 1,5 % tandis qu'en Europe les marchés semblaient se stabiliser à l'ouverture (+0,50 % à Paris et -0,4 % à Londres).

Frappés par les incertitudes politiques sur l'élection présidentielle aux États-Unis ou sur le traité de Maastricht en Europe, désorientés par une reprise économique qui ne vient toujours pas, les marchés d'actions se montrent actuellement incapables de résister aux dérapages des marchés monétaires et de change.

L'impuissance des banques centrales à enrayer la chute du dollar, en dépit d'interventions multiples depuis vendredi dernier, en est partie responsable du malaise des places boursières mondiales. Vendredi 21 août, la place new-yorkaise était la première à révéler son inquiétude en perdant 1,54 %. La baisse de l'indice Dow Jones intervenant en fin de séance à l'heure où toutes les autres places étaient fermées, la réaction en Europe fut donc décalée et amplifiée, les investisseurs ayant eu tout le week-end pour envisager le pire.

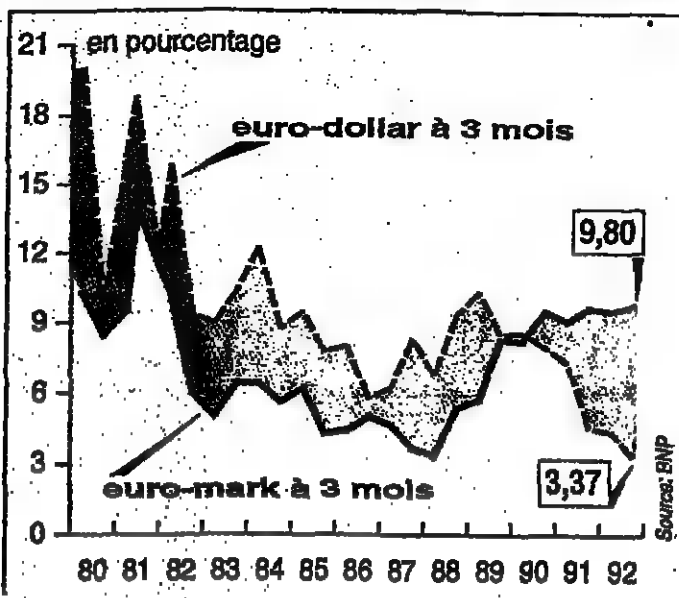
Lundi 24 août, dans des marchés quelque peu calmes, la baisse fut générale. A Paris, le recul de 3,12 % de l'indice CAC 40, a fait passer le baromètre de la place française sous la barre psychologique des 1 700 points (1 689,71 points). Le mois boursier d'août qui s'achevait ce jour-là se solda par un recul de 2,59 % des valeurs françaises. Pour le troisième mois consécutif la liquidation est donc négative puisque juin elle s'était soldée par une perte de 6 % et en juillet de 8,50 %. Le recul depuis le début de

l'année est désormais de 4,3 %. Avec Amsterdam (-3,32 %), Paris fut donc la place européenne la plus affectée cette journée. De son côté, Londres (-2,54 %) a pâti des craintes des investisseurs qui redoutent un relèvement des taux. Après les turbulences de la veille, et après la faible séance de Wall-Street (0,8 %), la modération était de mise mardi à l'ouverture sur les places européennes.

En revanche, la Bourse de Tokyo semble ignorer ces vicissitudes monétaires ou du moins ce n'est pas sa préoccupation majeure. Les investisseurs ont visiblement préféré continuer de sauter les mesures prises mardi 18 août par le gouvernement japonais pour soutenir les banques et les marchés financiers. En l'espace de quatre séances, les indices boursiers ont bondi de 16 %. Ainsi, le Nikkei a gagné 1,5 % ce mardi, la hausse (-1,5 %). Ce tassement était perçu plus comme une pause après la flambée des jours précédents, dans un marché qui a perdu 29 % depuis le début de l'année.

D. G. et E. L.

La différence grandit entre les taux d'intérêt allemands et américains



AFFAIRES

Après le danois Hafnia

L'assureur norvégien Uni Storebrand est au bord de la faillite

Les assureurs nordiques subissent les conséquences de batailles boursières à répétition qui les ont vus se déchirer depuis deux ans. Après la deuxième compagnie danoise Hafnia (le 21 août), c'est au tour du premier groupe norvégien Uni Storebrand d'être au bord de la faillite. Sa cotation a chuté de 30 % depuis lundi 24 août.

Uni Storebrand avait montré des signes de faiblesse la semaine dernière et son cours s'était effondré. Le ministre norvégien des Finances avait alors indiqué que le gouvernement envisageait d'accorder des fonds d'urgence pour sauver la compagnie d'une crise de liquidité. Et ce sont, en fait, les autorités boursières qui, pour éviter toute spéculation dans l'opération de sauvetage, ont décidé d'interrompre les cotations.

Tout comme Hafnia, Uni Storebrand était failli par tenter de s'emparer du premier assureur danois, Skandia. Uni Storebrand a été victime de la chute des cours de titres achetés au prix fort en pleine

bataille boursière. Le groupe norvégien est devenu le premier actionnaire de Skandia avec 28 % du capital (Hafnia en détenait 14,8 %). Cette participation, évaluée aujourd'hui à 1 milliard de couronnes, lui a coûté 3,4 milliards de francs. Uni Storebrand avait alors contracté des prêts pour 3,6 milliards de couronnes et ne peut plus faire face aux remboursements.

Alors que le gouvernement norvégien annonçait qu'il ne garantirait pas les nouveaux prêts accordés à la compagnie, les grandes banques (Lloyds Bank, Citibank et Sparbanken NOR) ont décidé dimanche 23 août de ne pas injecter la somme de 1,5 milliard de couronnes (1,3 milliard de francs) nécessaire à Uni Storebrand pour faire face à ses besoins de trésorerie. Des négociations sont en cours et, en dernier ressort, la Banque centrale norvégienne pourrait offrir sa garantie.

E. L.

Devenant le numéro un du bricolage en France

Castorama est autorisé à racheter Bricorama et Briket

Le ministère de l'économie et des finances vient d'autoriser le rachat par Castorama des magasins Briket et Bricorama sous certaines conditions. En avril, Castorama avait racheté le magasin Bricorama, dont une vingtaine, ainsi que l'enseigne avaient été immédiatement rétrogradés à la chaîne Briket.

« Ce rapprochement ne remet pas en cause l'équilibre concurrentiel

des principaux groupes du bricolage national (...). En revanche, il a été constaté que l'addition des forces de ventes de Castorama, Briket et Bricorama pourrait aboutir à la constitution de positions dominantes locales », note le ministère.

Afin d'éviter une telle situation, il a demandé à Castorama de rétrograder plusieurs établissements dans des zones moins favorables, condition acceptée par ce dernier. Le nouveau groupe aura un chiffre d'affaires cumulé d'environ 11,5 milliards de francs et devient le numéro un du marché national des grandes surfaces de bricolage avec 31 % parts.

Le grand écart

Suite de la première page

Le marché pétrolier est relativement stable, les économies des pays industriels se portent certes mal, mais pas davantage qu'il y a quelques semaines. Cependant, alors que l'Europe se remet de la crise du dollar ?

La réponse principale, connue depuis longtemps, réside toujours dans l'important écart de taux d'intérêt entre les États-Unis et l'Europe. Outre-Atlantique, le loyer de l'argent à court terme est de 3 % à peine, conséquence de la politique d'assouplissement du crédit menée par la Réserve fédérale depuis deux ans pour relancer l'activité. En Allemagne en revanche, la banque historique de l'inflation, le Bundesbank, maintient le taux de référence à 10 %, le loyer de l'argent à court terme est de 10 %. L'écart de 7 points de pourcentage, qui a été de 10 % à l'été 1989, a été réduit à 3 % à l'été 1992.

Cette explication, pour élémentaire qu'elle soit, a une portée neuve. Presque unanimes, les organismes de conjoncture et les banques internationales prévoient jusqu'au début de l'été un rebond du dollar, ce qui entraînera une réduction, sous l'effet d'un assouplissement du crédit en Allemagne. Ce qui est nouveau, c'est la prise de conscience par les marchés que l'écart de taux d'intérêt, loin d'être une anomalie provisoire, est amené à durer et même à se creuser davantage, au moins jusqu'à la fin de l'année. En durcissant de nouveau le crédit le 16 juillet, le Bundesbank a renoué les espoirs d'une baisse des taux en Allemagne, pourtant sortie au printemps de la dure période des négociations salariales, et dont les taux d'inflation sont revenus à des niveaux raisonnables (4,3 % en juillet) (le Monde du 21 août).

Aux États-Unis, en revanche, la reprise de l'activité, déjà annoncée à deux ou trois reprises, n'est pratiquement plus espérée pour les prochains mois, au grand dam du Parti républicain. « La baisse du dollar a entraîné une baisse des impôts, on avait déjà raconté cela », dit M. Philippe Aroly, économiste à BNP, à propos du programme économique du candidat Bush. Un

relèvement des taux d'intérêt est inimaginable au moins jusqu'à l'automne présidentielle de novembre. Au début de l'année, sur les marchés à terme, les taux d'intérêt à trois mois du dollar étaient de 6,20 %. Pour la fin de l'année, les marchés s'attendent maintenant à 3,65 %, c'est-à-dire le même niveau qu'aujourd'hui, rappelle M. Antoine Brunet, économiste au Crédit lyonnais. Le retournement ne frappe pas.

La force militaire du deutschemark

Comme si ce facteur de baisse du dollar ne suffisait pas, le mark est doté de facteurs de hausse qui lui sont propres. D'une part, les évolutions commerciales recommandées à jouer au profit de l'Allemagne. La frénésie de consommation des Allemands de l'ex-RDA a provoqué un déficit commercial outre-Rhin. Mais ce déficit est déjà compensé en partie par des exportations estimées que d'ici peu, l'Allemagne enregistrera de nouveaux excédents commerciaux importants. D'autre part, et plus inquiétant, le mark bénéficie de mouvements d'achat chaque fois que survient une nouvelle crise de l'économie. Or, comme la monnaie et monétaire. Cela a été très net au lendemain du référendum danois du mois de juin. Mais aussi perceptible à quelques semaines de la consultation électorale française au sujet de laquelle les opérateurs financiers nourrissent de grandes inquiétudes.

A la remontée mécanique du mark face aux autres devises du Système monétaire européen (SME) nourrie par l'affaiblissement du dollar s'ajoute un effet d'entraînement au détriment du franc. Le franc, qui a été particulièrement malmené au cours des dernières séances, a vu ses sommets de 1982-1983, rappelle-t-il, lorsque la force artificielle du dollar - il avait monté jusqu'à 10,50 francs en février 1985 - avait laminé l'industrie américaine. Les risques simi-

laires pourraient être aujourd'hui encore plus élevés, d'autant que la parité du dollar est aussi devenue compétitive.

Une chose est sûre : si l'unionité à son niveau actuel, le dollar se trouve très loin du « naturel » des autres devises, c'est-à-dire, en langage d'économistes, de la « parité du pouvoir d'achat ». On pouvait acheter actuellement la même quantité de biens en Allemagne avec 1,40 mark qu'en États-Unis avec un dollar, c'est-à-dire si le pouvoir d'achat était identique, si le niveau actuel des changes convenait à tous et si il n'y avait pas de raison de penser à un renforcement de la monnaie américaine. Or, la parité du pouvoir d'achat, estimée par l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique) à 2,09 marks, est à 6,50 francs, pour 1991. Une hausse de 35 % du dollar rend donc nécessaire.

Les déterminants ne sont plus là

Cependant, M^{me} Michèle Allouche, responsable des affaires économiques à la Banque Indosuez, met en garde contre une analyse. Selon elle, la parité du pouvoir d'achat n'est qu'une représentation fictive des économies. Or, comme les États-Unis ont utilisé les changes non seulement pour équilibrer leur pouvoir d'achat avec celui de leurs partenaires, mais aussi pour gagner en compétitivité, il est illusoire d'invoquer cet argument pour prévoir un renforcement du dollar. « Il n'y a plus de cadres pour régler le niveau du dollar. Les déterminants ne sont plus là », estime-t-elle.

Le problème est la situation de l'Allemagne, qui n'a pas de forts du groupe des Sept (G7) n'a intérêt à enrayer l'immédiat la chute du dollar. Les États-Unis peuvent espérer une stimulation de la croissance grâce aux exportations qui - sait-on jamais - pourraient porter des fruits à l'élection présidentielle. La parité du dollar est en tout cas une référence électoraux outre-Atlantique. L'Allemagne pour sa part est satisfaite de la « force artificielle » de sa monnaie, qui lui permet d'éviter une inflation importée. Le Japon, enfin, constate que le yen ne s'apprécie pas vis-à-vis de la monnaie américaine et que la situation est favorable à son développement.

Ce sera donc - avec les détenteurs d'actifs en dollars - les Allemands les moins puissants du groupe des Sept (Canada, France, Grande-Bretagne, Italie) qui s'inquiètent de la situation, non en raison des risques de perte de compétitivité de leur industrie et de l'affaiblissement de leur monnaie face au mark. Ils ne sont apparemment pas assez forts pour se faire entendre de leurs partenaires. Or seul un engagement des États-Unis sur les marchés de changes, ni l'Allemagne, ni les États-Unis ne paraissent le vouloir pour l'instant. La coopération n'est pas nulle, mais elle est d'accord.

FRANÇOISE LAZARE

Terminale Pilote BAC B
Prépa intégrée Sciences Po ou école de commerce

Première Prépa HEC créée en 1864, l'Institut FRILEY bénéficie de 138 ans d'expérience et d'un réseau de 18 000 anciens. Une tradition de qualité de suivi et de rigueur désormais aussi au service des jeunes qui veulent réussir le Bac B et intégrer la même année Sciences Po ou une école de commerce telle que CEFAM, CESEM, EBS, EPS, CI, ESSCA, ICD.

INSTITUTION FRILEY
63 Av. Villiers 75017 Paris
Tél. 42 38 21 21

Avec une baisse de 23 %
Chute des résultats semestriels d'Elf-Aquitaine

En dépit d'un chiffre d'affaires en légère progression, les résultats financiers d'Elf-Aquitaine au premier semestre, publiés lundi 24 août, s'avèrent comme prévu franchement médiocres. De 4,3 milliards de francs au premier semestre 1991, le résultat net consolidé du groupe pétrolier est revenu à 3,3 milliards de francs, soit une baisse de 23 %, tandis que le résultat net par action a fondu de 21 francs à 13 francs.

Réduction de moitié des marges de raffinage, dégradation de la distribution, mauvaise conjoncture dans la chimie : les raisons de la contre-performance d'Elf affectent aussi les autres pétroliers internationaux. Exxon, Mobil, Chevron, Texaco, Petrofina affichent des résultats en baisse de 30 % à 67 %. Il reste, côté français, à connaître ceux de la compagnie Total. Attendus dans les prochains jours, ils devraient, de lavis des milieux boursiers, être du même tonneau que ceux de ses concurrents.

Les EXCEPTIONNELLES de Neubauer

de -15 à -20 %

Véhicules d'exposition ou à direction. Automobiles PEUGEOT ou TT. GARANTIE TOTALE DE 12 MOIS, PIÈCES ET M. O.

- 205 GTI, DA, TD, point. métal, 1992
- 205 TD, 3 et 5 p., DA, LVE, CC portes
- 205 aut., 3p., point. métal, DA, VT, 1992
- 309 D (Turbo et Bestline), 1992
- 405 GTI, SR, 1.9 L (7 CV), point. métal, TDE, 1992
- 405 SR aut., point. métal, VT, TDE, 1992
- 605 SRIT, point. métal, options diverses, 1992

Véhicules d'exposition, 0 km :

- 605 SVIT, aut., point. métal, ABR, TO, 1992
- 605 SVIT aut., point. métal, cuir, ABR, 1992
- 605 SRIT, point. métal, réfrigération, jantes, ABR, 1992

NEUBAUER

Sur présentation de cette annonce, vend et loue des PEUGEOT

4, rue de Châteaudun 75003 PARIS ☎42.85.54.34
8, rue du 4-Septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68

29, bd. des Batignolles 75003 PARIS ☎42.93.59.52
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎49.33.60.60

INITIATIVES

VACANCE DU POSTE DE DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES AU CONSEIL GÉNÉRAL DE LA GIRONDE

MISSION :

Près de 100 000 habitants directs du directeur général des services du département, le directeur des ressources humaines a la responsabilité de :
- Le bureau de la gestion des ressources humaines, (gestion effectifs, carrières, paie de près de 3 000 agents)
- Le bureau de la formation, (élaboration du plan de formation départementale, organisation des concours, suivi des instances paritaires CTF, CHS)
- Le bureau de la modernisation de l'administration, (liaisons interservices).

PROFIL :

Fonctionnaire possédant une solide expérience de cadre administratif, de préférence sur un poste similaire. Homme ou femme de dialogue, à l'écoute, ayant le sens aigu des relations humaines, possédant des aptitudes à la négociation avec les partenaires institutionnels.

CONDITIONS DE RECRUTEMENT :

Mutation dans le cadre d'emplois de administrateurs ou des directeurs territoriaux ou détachement selon conditions administratives.

Merci d'adresser candidature manuscrite, CV et photos à :
Monsieur le Président du Conseil général
Direction générale des services départementaux
Hôtel du département - 33074 BORDEAUX CEDEX

DATE LIMITE DE RÉCEPTION DES CANDIDATURES LE :
15 septembre 1992.

JURISTE D'ENTREPRISE

Rattaché(e) au Directeur Juridique de la société mère, vous le seconderez dans l'ensemble de ses dossiers.

Vous assisterez ou conseillerez les filiales selon leurs besoins : rédaction et négociation de contrats, évaluation des risques, contentieux, etc.

Diplômé(e) en Droit des Affaires, vous justifiez d'une expérience de 2 ans en cabinet ou en entreprise. Votre souplesse et vos qualités d'adaptation, associées à une grande rigueur de travail vous permettent de gérer avec efficacité l'ensemble de vos responsabilités et de vos tâches.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf SG/JE à :
Elisabeth Normandin - 11 rue Régnault - 75014 PARIS Cedex 13

serete

Serete.
1er groupe privé d'ingénierie en France, implanté à Paris comme en régions, intervient dans des domaines très diversifiés : construction, informatique, télécommunication, etc. La variété et la qualité de nos services permettent de rencontrer des situations toujours différentes. Quelques références : le Grand Louvre, etc.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CONSEIL EN MANAGEMENT DU DÉVELOPPEMENT PRODUITS ET SYSTÈMES



Intervient depuis 12 ans sur grands programmes Français et internationaux (Télécom, Aéronautique, Spatial, Défense, Transport, Énergie, ...) et poursuivant sa croissance accueille plusieurs

CONSULTANTS

- Ingénieur origine grandes écoles, 3 à 5 ans d'expérience de responsabilités opérationnelles sur projets complexes en environnement HIGH-TECH (MO et Industrie, développement, production, produits catalogues, ...)
- Compétences télécommunications, informatique, et systèmes d'information particulièrement appréciées.
- Anglais impératif, trilingue souhaité
- Qualités relationnelles et rédactionnelles
- Formation interne aux méthodologies DG Conseil

Adresser candidature et CV à DG conseil
6, Avenue du Maine 75015 Paris

Assistant controller

MERLIN MÉCANAL, FILIALE
D'U.S.S.C. (GR. FABRICANT
MONDIAL DE SUTURE
MECANIQUE, EN FRANCE
DE LA GAMME COMPLETE
AUTOMATIQUE)
ROLE EST PREPONDERANT
PASSIONNANT, L'AVENIR
TECHNOLOGIQUE
D'U.S.S.C.
EN FRANCE



Vous serez principalement chargé de la préparation de nos états financiers tant pour nos besoins internes que pour le reporting mensuel à l'U.S.S.C. américaine. A environ trente ans, de formation supérieure, titulaire de commerce, complétée par un DECS/DESCF, vous avez acquis une expérience significative en cabinet d'audit et en entreprise. Une parfaite maîtrise de l'anglais, la pratique de la comptabilité anglo-saxonne sont indispensables à la réussite dans ce poste. Le poste sera basé à Lyon puis en région parisienne courant 1er semestre 93.

Merci d'adresser votre dossier (candidature, lettre manuscrite, photo et prétentions), sous réf. AC/UM/04, à Auto Suture Europe SA, 72 rue du Fbg Honoré, 75001 Paris.

Débuter dans la communication



Nous sommes le n°1 mondial des constructeurs de machines pour la fabrication de bouteilles en plastique (CA 1 MdF, dont 10% à l'export, 450 pers., croissance 30% par an, filiales à l'étranger : USA, Hong-Kong, Singapour, Brésil, Italie, Espagne). Nous renforçons notre Direction de la Communication. En tant qu'Adjoint de notre Directeur de la Communication, après une prise de connaissance approfondie de nos activités, vous prendrez particulièrement en charge :
- la rédaction de documents d'information à destination externe
- interne et les relations avec la Presse. Vous superviserez :
- participerez aux activités de service (salons, publicité, etc), interviendrez dans l'animation d'une équipe de 3 personnes dans la gestion d'un budget important.
Jeune diplômé de l'enseignement supérieur (type Sciences Po, CELSA, ESC), vous êtes doué pour la communication et l'écriture. Vous avez un esprit innovateur, vous vous attachez à concrétiser vos idées. Aimant travailler en équipe, vous trouverez dans notre Société un climat convivial, performant, propice aux responsabilités. Organisé, disponible, apprécié pour votre simplicité, aisance relationnelle. Poste basé au Havre. Fréquents déplacements. Bonne maîtrise de l'anglais.

Adresser votre C.V. sous réf. E.367/M à E. CHENEVIER, OBERTHUR CONSULTANTS, 11 rue de Roch, 75001 PARIS.

Oberthur Consultants



La référence progiciel

CONSULTANTS "APPLICATION" RESSOURCES HUMAINES

De formation ou équivalent, vous avez une première expérience d'application : 2 ans, acquise dans la fonction RESSOURCES HUMAINES : entreprise et/ou en SSI. Vous possédez une connaissance générale dans des domaines tels que : gestion d'entreprise, systèmes d'information. Après formation à notre produit, vous serez l'interface privilégiée de nos clients grands comptes pour prendre en charge des actions de Conseil, Avant-Vente et Formation sur nos produits et solutions : GESTION des RESSOURCES HUMAINES. L'un des consultants sera détaché en Allemagne auprès de notre CENTRE de DEVELOPPEMENT pour une durée de 2 ans. De formation MIAGE ou équivalent, il rejoindra une équipe de développement de haut niveau et pour cela maîtrise au moins un langage de développement. Anglais ou Allemand indispensables. Notre groupe vous offre un véritable challenge ainsi que des opportunités d'évolution réelles. Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV et prétentions) sous la référence DAN 192 à notre Conseil qui vous garantira une stricte confidentialité.

2, rue Louis David - 75782 PARIS Cedex 16
11, rue Victor Hugo - 69002 LYON

COCEPLAN
à l'échelle des talents

Votre expérience bancaire au service du conseil en financement

Cadre financier

Tres autonome, vous devrez développer notre clientèle en vous appuyant sur une démarche active mais réfléchie. C'est dans ce cadre que vous saurez multiplier les contacts avec les prescripteurs et développer vos relations d'affaires.

A 28/35 ans, titulaire d'un master ou d'un diplôme de formation supérieure, vous avez acquis une expérience bancaire qui, avec un sens prononcé de la négociation, vous permettra de jouer un rôle de premier plan dans la fonction. Des déplacements de courte durée vous préviendront fréquemment en France. La rémunération particulièrement intéressante de cette fonction sera complétée par vos compétences.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. 399, à Media-System, 11 place de la République, 69002 LYON, qui transmettra.

Société privée de financement à taille humaine, nous développons, au sein d'une structure souple et dynamique, une politique commerciale de conseil en crédits professionnels à moyens et longs termes. Pour renforcer notre équipe, nous recherchons un Cadre financier

LA MISSION INTERMINISTÉRIELLE DU POLE EUROPÉEN DE DÉVELOPPEMENT (située à Longwy)

recrute un

URBANISTE/AMÉNAGEUR

chargé notamment au sein de l'équipe des missions suivantes :

- Suivi du projet d'agglomération transfrontalière et pilotage de ses retombées en matière d'urbanisme et d'organisation spatiale.
- Conseil en développement de projets auprès des collectivités territoriales et animation du tissu local.
- Mise en œuvre de l'interface avec l'établissement public Métropole Lorraine concernant les questions d'aménagement et de portage immobilier du parc international d'activités.

PROFIL

Le (la) candidate(e) âgé(e) de 35 à 40 ans devra justifier d'une EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE D'AU MOINS 10 ANNÉES dans la fonction (urbaniste/aménageur issu des secteurs public ou privé, directeur de SEM...).

AVANT LE 10 SEPTEMBRE IMPÉRATIVEMENT

CV détaillé, photo, motivations et prétentions à :
MISSION INTERMINISTÉRIELLE DU PED
Maison du PED - BP 11 - 54402 LONGWY

CONSULTANTS JUNIORS

SECTEUR INFORMATIQUE ET TELECOM

Ingénieurs ou équivalent, âgés de moins de 26 ans, vous souhaitez entrer dans un secteur de pointe, celui de l'informatique et des télécommunications.

Après une formation aux techniques et méthodes du groupe FRANCE-TELECOM, dans notre Centre de Paris-La Défense, nous vous confierons des missions propres à mettre en pratique vos nouvelles compétences.

Nos domaines d'intervention : conception, coordination et réalisation de projets en informatique répartie, réseaux de communication, interfaces hommes-machines.



Filiale de Télécom France

Adresser votre candidature sous réf. C.009 à CITICOM - V. Vernois - La Chapelle 55, avenue des Champs-Pierreux 92020 Nanterre Cedex.

INITIATIVES

Un des grands Groupes Français dans un secteur de haute technologie, recherche pour une de ses unités (3 000 personnes environ) son :

Responsable des Relations Sociales et du Personnel

Plus de 35 ans, Grandes Ecoles, Universitaires (Maîtrise ou moins) vous justifiez d'expériences réussies dans l'intégralité de la Fonction, obligatoirement dans un milieu industriel. Sens du dialogue, esprit d'équipe et personnalité affirmée sont des qualités que nous souhaitons. Directement rattaché au directeur de l'établissement, animant un service de 25 personnes, vous assurerez la

cohérence des différentes entités, administrerez le personnel, participerez à l'élaboration de la politique de formation, conduirez les relations avec les syndicats, superviserez les services de sécurité, restaurant, médecine du travail... La délégation dans ce poste est facile, elle s'associe à des synthèses bien liées à un climat de confiance.



Si vous êtes intéressé, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV), sous référence M 01, à notre Conseil, Madame Claude Favereau, FAVREAU CONSULTANTS, 52, rue de la Fédération - 75015 PARIS.

Spécialiste des technologies de pointe

Télécommunications, Défense, Electronique, Informatique...

Venez, après une formation à notre métier, apporter votre expertise à une société de bourse (adossée à un grand Groupe Financier). Nous développons une activité majeure d'intermédiation en termes de placements d'actions pour des institutions financières françaises et étrangères. Pour le bureau d'Analyse Financière qui lui est exclusivement dédié, nous recrutons un :

Analyste Financier

H/F, d'une expérience et d'un recul acquis de 5 à 10 ans, vous devez occuper des responsabilités et avoir une expérience d'un département R & D, Marketing-Stratégie, Veille Technologique au sein d'une entreprise (si possible cotée à la Bourse de Paris).

La formation supérieure, la préférence Ingénieur, d'environ 10 ans, une excellente connaissance du domaine confortée par une expérience de 5 à 15 années dans l'un ou plusieurs des secteurs cités en tête de liste.

Vous souhaitez aujourd'hui valoriser dans une mission de conseil de haut niveau, au sein d'une structure solide et pérenne.

Vous serez le même d'offrir à nos clients le conseil d'un expert, en matière d'investissements actions.

Votre esprit vif, votre sens de l'analyse et de la synthèse, votre aisance d'expression vous permettront de répondre à nos attentes.

Merci d'adresser votre dossier de candidature réf. 3009AM à notre Conseil ALPHA CDI - 20, av. André Malraux - 92300 LEVALLOIS PERRET.



INGENIEUR CHIMISTE

Responsable de Laboratoire de Recherche et Développement en synthèse organique

Un ingénieur chimiste, appartenant à un grand groupe, nous recrute pour une unité de recherche et développement, et de la production des principes actifs et intermédiaires de synthèse pour des groupes pharmaceutiques internationaux.

A la suite de l'évolution dans la société d'un collaborateur, nous recherchons pour le Département Recherche et Développement, un Ingénieur Chimiste.

Il a la responsabilité d'un des deux laboratoires de Recherche et Développement en synthèse organique et dirige une équipe de 4 techniciens. Ses principales missions sont :

- Concevoir les méthodes de synthèse des produits chimiques, puis assurer le passage en pilote et en production,
- Assurer le suivi commercial et le plan technique auprès des clients,
- Assurer des recherches bibliographiques.

Nous recherchons un Ingénieur chimiste possédant un doctorat en synthèse organique. Il a une expérience de 3 à 5 ans du développement de produits chimiques en milieu industriel et a déjà mené une équipe.

Le poste est basé en région Rhône-Alpes. La connaissance de l'anglais est obligatoire.

Envoyez votre lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération sous référence M 12/1826 G à :

EGOR BIOMEDICAL
8, rue de Belfort - 75008 PARIS

EGOR

PARIS AN-EN PROVENCE BORDEAUX CILE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIUM DANMARK DEUTSCHLAND ESPAÑA ITALIA PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

recrute

2 Ingénieurs-Agronomes 1 Technicien Supérieur

Vous serez appelé à effectuer des contrôles d'opérations communautaires. De nationalité française, vous avez moins de 35 ans et le permis de conduire depuis plus de deux ans. Ces postes sont à pourvoir à Paris et de déplacements à prévoir en province.

Ingénieur-Agronome

AGRO

TRAITEMENT BRUT DE DEPART : 120 000 F + primes + indemnités déplacements.

Titulaire d'un diplôme d'Ingénieur ou Bac + 4.

Votre candidature est à adresser avant le mardi 15 septembre 1992 :

- Sélection écrite le jeudi 24 septembre 1992

- Entretien oral le vendredi 9 octobre 1992

Technicien Supérieur

ref TS

TRAITEMENT BRUT DE DEPART : 91 000 F + primes + indemnités déplacements.

Titulaire d'un BTS, d'un diplôme équivalent ou d'un BTA avec une expérience dans le secteur agricole d'un mois au moins.

Votre candidature est à adresser avant le mardi 15 septembre 1992 :

- Sélection écrite le mardi 15 septembre 1992

- Entretien oral le vendredi 16 octobre 1992

Demande d'inscription (lettre, CV) à adresser à l'ACOPA Division Inter-Offices - 2 rue Saint Charles - 75740 PARIS cedex 15

Pour tous renseignements complémentaires, veuillez appeler le 40.58.70.10 (répondeur) ou 40.58.70.97 (ligne directe).

Le Monde

des

COMMERCIAUX



LA FERMETURE C'EST UN METIER

2 Attachés Technico-commerciaux (H/F)

Nord-France - Nord : 60 - 93 - 95

Centre : 18 - 45 - 58

Volets, portes, menuiseries en PVC : la gamme de produits sur mesure que nous fabriquons a fait notre réputation et nous a propulsés à la place de leader sur le marché. Notre société, c'est 160 MF de CA et 230 personnes. Notre clientèle : professionnels du BTP, négociants en matériaux, grandes surfaces de bricolage.

Pour compléter notre force de vente nous sommes intéressés à recruter deux technico-commerciaux. Votre profil : 28/35 ans, formation supérieure (Bac + 2 minimum), confirmé dans la vente, de préférence Second Cerveau Bâtiment, vous êtes titulaire d'une clientèle directe et indépendante.

Notre mission : commercialiser nos produits auprès d'une clientèle directe et indépendante, développer à développer. Attentif aux évolutions du marché, vous transmettez à notre service marketing les informations nécessaires au développement de notre activité.

Offre : après une formation théorique de plusieurs semaines, vous aurez une formation pratique sur le terrain et d'être affecté sur votre zone d'intervention. Montepoint : votre rémunération sera constituée d'un fixe variable et du remboursement des frais. Candidat à fort potentiel, nous vous proposons de réelles possibilités de carrière liées à notre implication. Adressez votre dossier de candidature (lettre de motivation, CV et prétentions) à notre Direction Commerciale, 53 rue de Paris, 91100 MIRAMONT-DE-GUYENNE.

Le Monde

des

Collectivités territoriales

VILLE DU SUD-OUEST

55 000 habitants

recrute un

COLLABORATEUR DE CABINET

Pour la direction du Cabinet

Adressez candidature C.V. + photo au Monde Publicité, sous n° 8557, 15/17, rue du Col. Pierre-Aria, 75902 Paris Cedex 15

A partir du mardi 1^{er} septembre (daté 2)

retrouvez les rubriques d'offres d'emplois

dans le supplément

Le Monde

INITIATIVES

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 25 AOUT

Cours relevés à 10 h 30[illegible]

COMPTANT

(sélection)

SICAV

(reflection)

24/8

VALEURS			% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Émission	Rechart net	VALEURS	Émission	Rechart net	VALEURS	Émission	Rechart net	VALEURS	Émission	Rechart net	
Obligations																										
Emp. C&N	100	25	0.98		C&N	159	157	Paris Outland	270		Andco	182	08	77	21	France Obligat.	467	69	463	17	Palmy, Ensal	130	80	109	41	
Emp. 70/94	100	25	10.50		C&N	810		Paris Inver	300		Andco	1748	28	94	28	France	441	94	438	97	Pay Assoc.	3008	43	3008	43	
Emp. 12/18/94	100	25	5.08		C&N	2310		Paris Valon	805		Andco	27183	26	94	26	France	84	11	81	27	Profin	912	24	898	82	
Emp. 12/25/94	100	25	10.73		C&N	440		Paris	470		Andco	801	86	84	84	France	1182	21	1128	45	Quin	126	23	123	23	
10.28% semi 08	100	25	4.60		C&N	323		Paris	360		Andco	1737	29	27	27	France	1182	21	1128	45	Nelver	672	76	658	75	
OAT 5% 5/20/00	100	25	2.46		C&N	587	580	Paris	710	702	Andco	1019	27	94	94	France	1182	21	1128	45	Parade	157	59	157	59	
OAT 5.25 12/19/97	100	25	5.92		C&N	18	18	Paris	113		Andco	1054	24	92	92	France	1182	21	1128	45	Tramont	3789	87	3789	87	
OAT 5.5 1/15/96	100	25	6.68		C&N	124	120	Paris	145	140	Andco	1054	24	92	92	France	1182	21	1128	45	Tramont	3789	87	3789	87	
FTT 11.25 06	100	25	9.92		C&N	430		Paris	231		Andco	1054	24	92	92	France	1182	21	1128	45	Tramont	3789	87	3789	87	
CF 10.25 06	100	25	6.92		C&N	576		Paris	440		Andco	1054	24	92	92	France	1182	21	1128	45	Tramont	3789	87	3789	87	
CF 10.25 06	100	25	6.92		C&N	1750	1785	Paris	231		Andco	1054	24	92	92	France	1182	21	1128	45	Tramont	3789	87	3789	87	
CF 10.25 06	100	25	6.92		C&N	2580		Paris	231		Andco	1054	24	92	92	France	1182	21	1128	45	Tramont	3789	87	3789	87	
CF 10.25 06	100	25	6.92		C&N	15	15	Paris	231		Andco	1054	24	92	92	France	1182	21	1128	45	Tramont	3789	87	3789	87	
CF 10.25 06	100	25	6.92		C&N	2160		Paris	231		Andco	1054	24	92	92	France	1182	21	1128	45	Tramont	3789	87	3789	87	
CF 10.25 06	100	25	6.92		C&N	355	340	Paris	231		Andco	1054	24	92	92	France	1182	21	1128	45	Tramont	3789	87	3789	87	
CF 10.25 06	100	25	6.92		C&N	4300		Paris	231		Andco	1054	24	92	92	France	1182	21	1128	45	Tramont	3789	87	3789	87	
CF 10.25 06	100	25	6.92		C&N	1		Paris	231		Andco	1054	24	92	92	France	1182	21	1128	45	Tramont	3789	87	3789	87	
CF 10.25 06	100	25	6.92		C&N	1820	1855	Paris	231		Andco	1054	24	92	92	France	1182	21	1128	45	Tramont	3789	87	3789	87	
CF 10.25 06	100	25	6.92		C&N	300		Paris	231		Andco	1054	24	92	92	France	1182	21	1128	45	Tramont	3789	87	3789	87	
CF 10.25 06	100	25	6.92		C&N	75	75	Paris	231		Andco	1054	24	92	92	France	1182	21	1128	45	Tramont	3789	87	3789	87	
CF 10.25 06	100	25	6.92		C&N	1780		Paris	231		Andco	1054	24	92	92	France	1182	21	1128	45	Tramont	3789	87	3789	87	
CF 10.25 06	100	25	6.92		C&N	451		Paris	231		Andco	1054	24	92	92	France	1182	21	1128	45	Tramont	3789	87	3789	87	
CF 10.25 06	100	25	6.92		C&N	354	975	Paris	231		Andco	1054	24	92	92	France	1182	21	1128	45	Tramont	3789	87	3789	87	
CF 10.25 06	100	25	6.92		C&N	325		Paris	231		Andco	1054	24	92	92	France	1182	21	1128	45	Tramont	3789	87	3789	87	
CF 10.25 06	100	25	6.92		C&N	758	800	Paris	231		Andco	1054	24	92	92	France	1182	21	1128	45	Tramont	3789	87	3789	87	
CF 10.25 06	100	25	6.92		C&N	470		Paris	231		Andco	1054	24	92	92	France	1182	21	1128	45	Tramont	3789	87	3789	87	
CF 10.25 06	100	25	6.92		C&N	1605	1725	Paris	231		Andco	1054	24	92	92	France	1182	21	1128	45	Tramont	3789	87	3789	87	
CF 10.25 06	100	25	6.92		C&N	2050		Paris	231		Andco	1054	24	92	92	France	1182	21	1128	45	Tramont	3789	87	3789	87	
CF 10.25 06	100	25	6.92		C&N	480	480	Paris	231		Andco	1054	24	92	92	France	1182	21	1128	45	Tramont	3789	87	3789	87	
CF 10.25 06	100	25	6.92		C&N	283	282	Paris	231		Andco	1054	24	92	92	France	1182	21	1128	45	Tramont	3789	87	3789	87	
CF 10.25 06	100	25	6.92		C&N	480		Paris	231		Andco	1054	24	92	92	France	1182	21	1128	45	Tramont	3789	87	3789	87	
CF 10.25 06	100	25	6.92		C&N	300	309	Paris	231		Andco	1054	24	92	92	France	1182	21	1128	45	Tramont	3789	87	3789	87	
CF 10.25 06	100	25	6.92		C&N	900		Paris	231		Andco	1054	24	92	92	France	1182	21	1128	45	Tramont	3789	87	3789	87	
CF 10.25 06	100	25	6.92		C&N	177	177	Paris	231		Andco	1054	24	92	92	France	1182	21	1128	45	Tramont	3789	87	3789	87	
CF 10.25 06	100	25	6.92		C&N	313	309	Paris	231		Andco	1054	24	92	92	France	1182	21	1128	45	Tramont	3789	87	3789	87	
CF 10.25 06	100	25	6.92		C&N	4400		Paris	231		Andco	1054	24	92	92	France	1182	21	1128	45	Tramont	3789	87	3789	87	
CF 10.25 06	100	25	6.92		C&N	357	350	Paris	231		Andco	1054	24	92	92	France	1182	21	1128	45	Tramont	3789	87	3789	87	
CF 10.25 06	100	25	6.92		C&N	2302		Paris	231		Andco	1054	24	92	92	France	1182	21	1128	45	Tramont	3789	87	3789	87	
CF 10.25 06	100	25	6.92		C&N	296	296	Paris	231		Andco	1054	24	92	92	France	1182	21	1128	45	Tramont	3789	87	3789	87	
CF 10.25 06	100	25	6.92		C&N	519		Paris	231		Andco	1054	24	92	92	France	1182	21	1128	45	Tramont	3789	87	3789	87	
CF 10.25 06	100	25	6.92		C&N	585		Paris	231		Andco	1054	24	92	92	France	1182	21	1128	45	Tramont	3789	87	3789	87	
CF 10.25 06	100	25	6.92		C&N	2215	2335	Paris	231		Andco	1054	24	92	92	France	1182	21	1128	45	Tramont	3789	87	3789	87	
CF 10.25 06	100	25	6.92		C&N	513		Paris	231		Andco	1054	24	92	92	France	1182	21	1128	45	Tramont	3789	87	3789	87	
CF 10.25 06	100	25	6.92		C&N	27	29	Paris	231		Andco	1054	24	92	92	France	1182	21	1128	45	Tramont	3789	87	3789	87	
CF 10.25 06	100	25	6.92		C&N	206		Paris	231		Andco	1054	24	92	92	France	1182	21	1128	45	Tramont	3789	87	3789	87	
CF 10.25 06	100	25	6.92		C&N	540		Paris	231		Andco	1054	24	92	92	France	1182	21	1128	45	Tramont	3789	87	3789	87	
CF 10.25 06	100	25	6.92		C&N	-710		Paris	231		Andco	1054	24	92	92	France	1182	21	1128	45	Tramont	3789	87	3789	87	
CF 10.25 06	100	25	6.92		C&N	81	81	Paris	231		Andco	1054	24	92	92	France	1182	21	1128	45	Tramont	3789	87	3789	87	
CF 10.25 06	100	25	6.92		C&N	197		Paris	231		Andco	1054	24	92	92	France	1182	21	1128	45	Tramont	3789	87	3789	87	
CF 10.25 06	100	25	6.92		C&N	220	220	Paris	231		Andco	1054	24	92	92	France	1182	21	1128	45	Tramont	3789	87	3789	87	
CF 10.25 06	100	25	6.92		C&N	489	487	Paris	231		Andco	1054	24	92	92	France	1182	21	1128	45	Tramont	3789	87	3789	87	
CF 10.25 06	100	25	6.92		C&N	650		Paris	231		Andco	1054	24	92	92	France	1182	21	1128	45	Tramont	3789	87	3789	87	
CF 10.25 06	100	25	6.92		C&N	3250		Paris	231		Andco	1054	24	92	92	France	1182	21	1128	45	Tramont	3789	87	3789	87	
CF 10.25 06	100	25	6.92		C&N	800		Paris	231		Andco	1054	24	92	92	France	1182	21	1128	45	Tramont	3789	87	3789	87	
CF 10.25 06	100	25	6.92		C&N	195		Paris	231		Andco	1054	24	92	92	France	1182	21	1128	45	Tramont	3789	87	3789	87	
CF 10.25 06	100	25	6.92		C&N	18		Paris	231		Andco	1054	24	92	92	France	1182	21	1128	45	Tramont	3789	87	3789	87	
CF 10.25 06	100	25	6.92		C&N	100		Paris	231		Andco	1054	24	92	92	France	1182	21	1128	45	Tramont	3789	87	3789	87	
CF 10.25 06	100	25	6.92		C&N	100		Paris	231		Andco	1054	24	92	92	France	1182	21	1128	45	Tramont	3789	87	3789	87	
CF 10.25 06	100	25	6.92		C&N	100		Paris	231		Andco	1054	24	92	92	France	1182	21	1128	45	Tramont	3789	87	3789	87	
CF 10.25 06	100	25	6.9																							

Cote des Changes

Marché libre de l'or

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 25/8	COURS DES BILLETS achat vente	MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 25/8
Etats Unis (1 unit.)	4 838					
Belg.	8 894					
Allemagne (100 dm.)	338 590			Or fin (kilo en barre)	53500	
Belgique (100 fr.)	16 500			Or fin (en lingot)	54000	
Italie (100 li.)	301 590			Napoléon (200)	328	32
Italie (1000 lire)	4 462			France Fr (10 fr.)	388	
Danemark (100 kr.)				Place St Louis (20 fl.)	318	
Danemark (1 fl.)	8 526			Place St Louis (20 g.)	316	
Grèce (100 drachmes)	2 742			Souverain (20 g.)	424	
Suède (100 kr.)	33 140			Place 20 dollars	1750	
Norvège (100 kr.)	48 205			Place 10 dollars	840	
Autriche (100 sch.)	55 272			Place 5 dollars	525	
Espagne (100 pes.)	3 875			Place 50 pesetas	1870	
Portugal (100 esc.)	4 065			Place 10 florins	325	
Canada (1 \$ can.)	2 862					

Hors-cote

to England...	234	.....	Edward Montagu	40234	42	40235
.....	80	.....	George Montagu	2461	.....	2462
.....	3 38	.....	Samuel Trevelyan	374	078	185
.....	840	.....	Wicham	2 845 487	2 854	.....
.....	338	.....	George	24 241	23	.....
.....	311	311	Edward	3678	30	367
.....	77 50	.....	George Shaw	4388	62	.....
.....	12 85	.....	George Annet	2578	51	.....
.....	48	.....	George Colclough	1572	40	153
.....	400	.....	George Oliphant	193	12	18
.....	156	.....	George Chapman	1417	05	1440
.....	1080	.....	George Line	1208	38	1171
.....	50	.....	George Walker	408	26	35
.....	220	.....	George Smith	1068	74	.....
.....	1802	.....	Sullivan cult	592	78	57
.....	1000	.....	George Landau	984	18	96
.....	0 40	.....	Edward	1115	10	108
.....	283	.....	Baron Geo	5923	34	5888
.....	1250	.....	George Newland	14719	63	1471
.....	.....	.....	Francis	9418	57	905
.....	.....	.....	Francis Gennet	280	25	.....
.....	.....	.....	Francis Index	102	52	99

c : coupon détaché - o : offeri - " : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

Ont de profondes
Étaient jadis foulés par de fortes

GUY BROU

AGENDA

CINÉMA

LA CINÉMATHEQUE

PALAI DE CHAILLOT
(47-04-24-24)
MERCREDI
Une histoire du film policier français : le
Ripoux (1984), de Claude Zidi, 18 h 30
Flag (1987), de Jacques Sant, 21 h.
PALAI DE TOKYO (47-04-24-24)

MERCREDI
Le Cinéma américain regarde ses indiens : la
Dernière Flèche (1952, v.o.), de J. M. Nau-
mann, 18 h 30 ; Little Big Man (1971), d'Ar-
thur Penn, 21 h.

**CENTRE
GEORGES-POMPIDOU**

SALLE GARANCE (42-78-37-29)
VIDÉOTHÈQUE DE PARIS
2, grande galerie
porte Saint-Eustache
Forum des Halles (40-78-62-00)

MERCREDI
Portraits de Paris : Révolution française
1789 (1988) de José-Xavier et Jerzy Kulan
Madame Sans-Gêne (1843) de Roger
Fichebé, 14 h 30 ; La Commune de Paris :
on avait su (1976) de Stanislas Choko, 1
Destin de Rossel (1968) de Jean Prat
16 h 30 ; Le Front populaire : Trente-
d'était aussi... (1970) de Gérard Pitou, 1
Vie est à nous (1938) de Jean Renoir
16 h 30 ; Mai 68 : Mikono (1978) de J.-M.
Humeau, Mouvi à trente ans (1982) de
Romain Goupil, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

L'AMANT (R. Ariz., v.o.) : Images d'ailleurs. 14
(45-57-19-09) : Grand Farcot, 15
(45-54-46-25) : v.f. Les Montparnasse, 14
(42-72-52-37) : Grand Farcot, 15

LES AMANTS DU PONT-NEUF (R. Ariz., v.o.) : Images d'ailleurs. 14
Beaubourg, 3 (42-71-71-62) : Dentier, 14

AMAZON (R. Ariz., v.o.) : Images d'ailleurs. 5
(45-50-50-50) : Grand Farcot, 15
(45-57-19-09) : Margarin-Concorde, 8
(43-59-82-82) : Grand Farcot, 15

APRÈS L'AMOUR (R. Ariz.) : UGC Biarritz, 8
(45-50-50-50) : Grand Farcot, 15

L'ARME FATALE 3 (A., v.o.) : Forum Odeon, 2
1 (45-06-06-37) : Gaumont Opéra, 2
(47-42-60-32) : Bretagne, 6
(38-66-70-37) : UGC Odeon, 6
(45-50-50-50) : Grand Farcot, 15
(45-52-41-48) : Margarin-Concorde, 8
(43-59-82-82) : UGC Normandie, 8
(43-58-18-18) : La Buzine, 11
(45-50-50-50) : Gaumont Sicile Écran, 15
(46-90-77-00) : Grand Farcot, 15
(45-75-78-78) : UGC Moliot, 17
(40-88-00-00) : v.f. Rex, 2
(46-36-63-63) : Grand Montparnasse, 8
(45-50-50-50) : UGC Montparnasse, 8
(45-74-94-94) : George V, 8
(45-62-41-48) : Saint-Lazare-Fénel, 8
(43-57-63-63) : Paramount Opéra, 8

(43-43-04-67) : UGC Lyon Bastille, 12
(43-43-01-59) : UGC Gobelins 13
(45-51-94-86) : Ménral, 14 (45-53-82-42)
(45-51-94-86) : Ménral, 14 (45-53-82-42)
Clichy 18 (45-52-27-94) : La Gambetta
20 (45-38-10-36)

ATTACHE-MOI (Esp., v.o.) : Lulina, 4
(45-51-94-86) : Studio Salento, 42
(45-54-72-71).

AU PAYS DES JULETTS (Fr.) : Epée de
Belle, 45 (45-37-57-47).

LES AVENTURES D'UN HOMME INVISI-
BLE, v.o. : UGC Danton, 6
(42-25-10-30) : Gaumont Ambassade, 8
(45-59-19-08) : v.i. Pathe Imperial, 2
(45-59-19-08) : Montparnasse, 14
(42-10-12-06).

BARTON PINK (A., v.o.) : Ciné Beaubourg
33 (42-71-82-38) : Saint-Lambert, 15

BASIC INSTINCT ((A.), v.o.) : Forum
Horizon, 1 (45-08-57-07) : UGC Danton, 6
(42-25-10-30) : UGC Rotonde, 6
(45-51-94-86) : UGC Rotonde, 6
(45-62-41-46) : UGC Triomphe, 8
(45-74-83-50) : UGC Millier, 17
(40-68-00-18) : Rex,
(45-51-94-86) : UGC Montparnasse, 14
(45-74-94-94) : Paramount Opéra, 9
(47-62-56-31) : UGC Lyon Bastille, 12
(45-51-94-86) : UGC Lyon Bastille, 12
(45-61-94-94) : Mistral, 14 (45-38-10-36)
Pathe Clichy, 18 (45-22-47-94).

BATHMAN, LE DÉFI (A., v.o.) : Forum Hor-
zon, 1 (45-08-57-07) : Gaumont An-
tenne, 1 (45-51-94-86) : UGC Danton, 6
(45-62-41-46) : Gaumont Gobelins (ex For-
vexal), 19 (47-07-55-88) : Gaumont Al-
bion, 19 (45-22-47-94) : Pathe Clichy, 18
(45-22-47-94).

BEEHÖVEN (A., v.o.) : UGC Biarritz, 9
(45-62-20-40) : v.i. Rex, 2
(45-62-20-40) : v.i. Rex, 2
(47-42-58-31) : UGC Gobelins 13
(45-61-94-94) : Montparnasse, 14
(43-20-12-06) : Saint-Lambert, 15
(45-62-20-40) : Pathe Clichy, 18

Z BEZZESZ (fr.-Tur.) : Images d'aillieurs. 5
 (# 47-18-09).

B BLUE, L'ORCHIDE SAUVAGE II* (J).
 (A. v.o.) : Forum Horizon, 16
 (# 47-94-40) ; UGC Gobelins, 15
 (# 47-94-40).

R BOB MARLEY : TIME WILL TELL (A).
 (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (# 42-71-32-36)

C CÉLINE (fr.) : Utopie. 5 (# 42-84-05).

L LE COYABE (A. v.o.) : Forum Horizon, 16
 (# 47-94-40) ; UGC Gobelins, 15
 (# 47-94-40).

M MARIANNE (A. v.o.) : Forum Horizon, 16
 (# 47-94-40) ; UGC Gobelins, 15
 (# 47-94-40).

N NATHALIE (A. v.o.) : Forum Horizon, 16
 (# 47-94-40) ; UGC Gobelins, 15
 (# 47-94-40).

O OMBRE (A. v.o.) : Forum Horizon, 16
 (# 47-94-40) ; UGC Gobelins, 15
 (# 47-94-40).

P PAPA CHACHY. 15 (# 42-27-47-94).

S SANS LES LÈVRES (A. v.o.) : Gaumont
 Gobelins (ex Faveault), 13
 (# 47-95-88).

D DEAD AGAIN* (A. v.o.) : Elysées Lincoln
 15 (# 43-89-36-14).

E ELICITATIONS (fr.) : Forum Orion
 15 (# 42-71-32-36) ; UGC Triomphe
 16 (# 47-94-93-50) ; Saint-Lambert, 15
 (# 42-92-01-98).

G GUENIEN PHU (fr.) : Grand Pavillon, 15
 (# 45-44-46-35) ; Saint-Lambert, 15
 (# 42-92-01-98).

L LE DIMANCHE DE PRÉFÉRENCE (It.
 v.o.). 14 : Juliet Permesse, 8 (# 42-68-58-00)

L LA DISCRÉTIE (fr.) : Ciné Beaubourg, 3
 (# 42-71-52-38) ; 14 : Juliet Permesse, 8

Nous publions le **mardi** les films qui seront à l'affiche à Paris à partir du **mercredi**. Les commentaires concernant les **films nouveaux** ainsi qu'une sélection commentée des **exclusivités** et des **grandes reprises** figurent dans notre supplément « Arts et Spectacles » du **mercredi** (daté **jeudi**).

LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr.-Pol.) : E. Bode de Bois, 57 (43-57-47); **Le Petit Monde** Logos sans Louis-Journet, 57 (43-54-42).

LES CONJUGUES (Fr.-Chin.) : A. v.o. : Lucerna, 67 (45-44-57-34); **La moglie**, 7 (47-05-12); Byrnes Lincoln, 15 (43-59-36-14); **Saint-Lambert**, 15 (43-59-36-14).

LE TRIUMPHÉ IMPÉRIAL (Chin., v.o.) : 14 Cinéma Odéon, 67 (43-26-59-53).

LA FAMILIA (Chin., v.o.) : A. v.o. : 14 Cinéma Odéon, 67 (43-26-59-53).

LAUTE DE PREUVES (Riv., v.o.) : UGC Ontario, 67 (45-74-94-94); v.f. : Paris Cinéma, 15 (43-57-37-17).

SHER KIN (A.A., v.o.) : Cincioas, 67 (43-35-10-82).

LES MÉTÉORES DE FANTOMES CHINOIS II (Chin., v.o.) : Gaumont Les Héros, 15 (43-26-72-00); Gaumont Grand Ecran, 13 (40-10-70-11); **Saint-Lambert**, 13 (40-10-70-11); **UGC Ontario**, 13 (40-10-70-11).

LES MÉTÉORES (Chin., v.o.) : Cincioas, 67 (43-35-10-82); **Saint-Lambert**, 15 (43-35-10-82).

INDOCHINE (Fr.) : George V, 67 (45-42-81-61); **UGC Opéra**, 67 (45-74-95-40); **Éclairville** Montparnasse, 67 (45-44-26-02).

LES PÊCHES (Fr.) : Pathé Impérial, 2 (47-42-73-52); **Le Petit Monde** Logos sans Louis-Journet, 15 (43-59-36-14); **Saint-Lambert**, 15 (43-59-36-14).

SANG CHAUD POUR MEURTRE : **SANG-FROID** (A., v.o.) : George V, 67 (45-62-41-66); **Grand Pavée**, 15 (43-59-36-14).

SANSO MALO (CAMEROUNAIS, v.o.) : Cité Beaubourg, 3 (47-21-62-36).

LA SENTINELLE (Fr.) : Sept Montparnasse, 14 (43-35-32-20).

LES TIGES AIGUALES ? (A., v.o.) : Forum Ontario Express, 1 (42-33-42-28); **Cité Beaubourg**, 3 (45-33-10-82); **George V**, 67 (45-44-26-02); **UGC Ontario**, 67 (45-44-26-02); **Saint-Lambert**, 15 (43-35-10-82); v.f. : Les Montparnasse, 67 (47-21-62-36); **UGC Opéra**, 67 (47-21-62-36).

LES TIGES AIGUALES (Fr.) : Gaumont Paris, 15 (43-35-30-40).

TALONS AIGUALES (Fr., v.o.) : Forum Ontario Express, 1 (42-33-42-28); **Lois Odéon**, 15 (43-26-59-53); **UGC Ontario**, 67 (45-44-26-02); **UGC Triomphe**, 67 (45-74-93-60); **Les Montparnasse**, 67 (47-21-62-36); v.f. : UGC Opéra, 67 (47-21-62-36).

TERMINATOR 2 ? (A., v.o.) : Cité Beaubourg, 3 (47-21-62-36); **Grand Pavée**, 15 (43-59-36-14).

THE PLAYERS (A., v.o.) : Forum Ontario Express, 1 (42-33-42-28); **UGC Odéon**, 15 (42-35-10-82); **UGC Ontario**, 67 (45-44-26-02); **UGC Triomphe**, 67 (45-74-93-60); 14 (43-35-32-20); v.f. : UGC Opéra, 67 (47-21-62-36).

LES FILMS NOUVEAUX

AGANTUK LE VISITEUR. Film indien de Satyajit Ray, v.o.: Cindé Baubourg, 37 (42-71-52-36); Le Saint-Germain-des-Près, Salle G. de Beaumarchais, 48 (42-22-5-23); Les Montparnasse, 15 (45-61-10-89); La Bastille, 11 (43-07-48-60); Sept Parapluies, 14 (43-20-32-20).

ALIEN 3. (*) Film américain de David Fincher, v.o.: Gaumont Les Halles, 15 (40-26-12-12); Pothé Impérial, 27 (47-42-4-84); UGC Odéon, 6 (42-48-1-18); Rex Pathé, 15 (43-59-92-82); UGC Barris, 8 (45-62-50-44); La Juliette Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); v.f.: Rex, 2 (42-38-83-93); UGC Montparnasse, 8 (45-62-50-44); George V, 8 (45-62-50-44); Rex Pathé, 15 (43-59-92-82); Les Nations, 12 (43-43-04-07); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); Gaumont Gobelines (ex Fauteuve bail), 13 (43-43-61-74); Mafar, 15 (45-62-50-44); UGC Normandie, 15 (45-74-83-40); Pothé Waplar, 18 (45-22-47-94); La Gambetta, 20 (48-36-10-86).

BALLAD OF THE SAD CAPE. Film américano-brésilien de Simon Callow, v.o.: Gaumont Les Halles, 15 (40-26-12-12); UGC Normandie, 8 (43-59-92-82); Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-24-25).

LE DERNIER DES MOHICANS. Film américain de Michael Mann, v.o.: Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); Gaumont Opéra, 2 (45-62-50-44); UGC Normandie, 8 (43-59-92-82); Brezange, 8 (36-85-70-73); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-18-08); UGC Normandie, 8 (43-59-18-08); Gaumont Grand Ecran, 13 (45-62-50-44); La Juliette Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); UGC Molière, 17 (40-68-00-16); v.f.: Rex (Le Grand Rex), 2 (42-36-83-93); Brezange, 8 (36-85-70-73); Saint-Lazare, 15 (45-62-50-44); UGC Normandie, 8 (43-59-92-82); Pothé Waplar, 18 (45-22-47-94); La Gambetta, 20 (48-36-10-86).

Parnement Opéra, 9 (47-42-56-51) Les Nation, 12 (43-43-04-07) Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) UGC Gobelines, 13 (45-61-84-94) Gaumont Alésia, 14 (36-85-74-84) Gaumont Alésia, 14 (36-85-74-84) UGC Convention, 15 (45-74-83-40) Pothé Waplar, 18 (45-22-47-94) La Gambetta, 20 (48-36-10-86)

LA PESTE. Film franco-argentin de Luis Puenzo, v.o.: Gaumont Les Halles, 15 (40-26-12-12) La Bastille, 11 (43-07-48-60) Juliette Odéon, 6 (42-48-1-18) Juliette Odéon, 6 (42-48-1-18) Publicis Saint-Germain, 4 (42-22-72-80) Gaumont Champs-Elysées (43-59-04-07) La Juliette Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) Parnement Opéra, 9 (47-42-56-51) Parnement Opéra, 9 (47-42-56-51) La Juliette Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) v.f.: Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) Pothé Française, 8 (47-70-33-98) UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) Gaumont Gobelines (ex Fauteuve bail), 13 (43-43-61-74) Gaumont Alésia, 14 (36-85-74-84) Montparnasse, 14 (36-85-74-84) Pothé Waplar, 18 (45-22-47-94) La Gambetta, 20 (48-36-10-86)

TABLEAU D'HONNEUR. Film français de Jean YVES ESCOFFIER, v.o.: Cindé Baubourg, 37 (42-71-52-36); La Juliette Odéon, 6 (43-25-59-83); George V, 8 (45-62-50-44); Pothé Français, 9 (47-70-33-98); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); Gaumont Gobelines (ex Fauteuve bail), 13 (43-43-61-74); Gaumont Alésia, 14 (36-85-74-84); Les Montparnasse, 14 (36-85-74-84); La Juliette Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); Pothé Waplar, 18 (45-22-47-94); La Gambetta, 20 (48-36-10-86).

UN ÉTÉ SANS HISTOIRES. Film français de Philippe Harel, 1935 Comédie dramatique de Philippe Harel; Europe Pathemarc (ex-Revue Pathemarc), 15 (45-62-50-44); Réflexe, 15 (45-62-50-44);

[illegible]

LES SÉANCES SPÉCIALES

A TOUTES VITESSES (v.) : Clineo, 19-
42-09-34-00 mar., jeu., ven., sam.,
dim., mar. de 1 h à 19 h toutes les 20
minutes.

AKIRA (Ital., v.o.j.) : Grand Prix, 15-
46-48-45-50 mar., dim. 13 h 30.

ALIBABE (F.), Grand Prix, 15-
46-54-46-50 (en 58) ser., mar., dim. 13 h 45.

BÉRICHOT DU BIEU (F.) : Studio
Club, 17-42-07-17-11 mar., jeu.

BRAZIL (Brit., v.o.j.) : Studio Galante, 5-
43-54-72-71 (copie) nat. ven. 20 h, jeu.
ven. 18 h, dim. 20 h 10, loc., mar.

CERÉMONIE SECRÈTE (F.), v.o.j. : Le
Champé - Espace Jacques Ido, 5-
43-54-51-60 mar., ven., dim. 8 h 14 h 10,
sér. 10 h, 18 h 10, 20 h 10, 22 h 10 film 10
min.

CHEN JIANG RÉTRÔUS LES GOSSES (A.
v.i.) : Saint-Lambert, 15-46-32-31-88
mar., jan. 17 h, ven. 16 h.

D'UN PAYS À L'AUTRE (A. v.o.j.) :
Ciné Basbourg, 3 (42-71-52-36) mar.
10 h 35.

**LE DÉCALOGUE 5, TU NE TIERRAS
PAS LE SERMENT** (F.) : Raiter Vidéo, 15-
46-54-51-60 mar., jeu. 15 h 45.

**LA FEMME QUI SAIT LA MORT DE SON
MARI** (Ludo-Jourée), 5-43-54-42-34
mar., avec.

**LE DÉCALOGUE 6, TU NE SÉRAS PAS
LUXURIEUX** (Pol., v.o.j.) : Raïet Média,
Studio Ludo-Jourée, 15-46-54-51-60
mar., 12 h.

LA DERNIÈRE TENTATION DU CHRIST
(A., v.o.j.) : Arcotone, 5-46-33-58-89 mar.
15 h, ven. 17 h 10, dim. 15 h 40, mar.

LES DOORS (A., v.o.j.) : Grand Prix, 15-
46-54-45-50 ser., 21 h 45, mar. 15 h 30.

DOUZE HOMMES EN COLÈRE (A., v.o.j.) :

LE FAUCON MALTAIS (A., v.o.j.) : Passage
du Nord-Ouest, californ., 49-147-70-81-47.

LA FEMME É ABATTUE (A., v.o.j.) : Action
Rive Gauche, 5-43-29-44-40.

LA FEMME DES SABLES (Ind., v.o.j.) :
Studio Club, 17-42-07-17-11 mar., jeu.

GELDA (A., v.o.j.) : Les Trois Belouzes, 4-
46-51-10-50.

GLORIA (A., v.o.j.) : Les Trois Luxembourg, 4-
46-53-67-77.

HUSSARDS (A., v.o.j.) : Épée de Bois, 5-
43-54-51-60 mar., 12 h.

L'IMPOSSIBLE MR. BÉBÉ (A., v.o.j.) :
Action Christiane, 49-147-29-11-30.

INDIA SONG (F.) : Épée de Bois, 5-
43-67-87-47.

MIRNINE AND MOSKOWITZ (A., v.o.j.) :
Ludo-Jourée, 15-46-54-51-60 mar.

MOROCCO (A., v.o.j.) : Les Trois Luxem-
bourg, 4-46-53-67-77.

ORANGE MÉCANIQUE (*) (Brit., v.o.j.) :
Gnomois, 49-147-33-10-52.

PETER PARK (A., v.o.j.) : Forum Cinéma,
15-46-54-51-60 mar., 12 h.

R.A.T. (A., v.o.j.) : Film 20-28, 15-46-54-51-60
mar., 12 h.

24-36-53-83-92 : Clinches, 6-
46-33-10-52 ; UGC Montparnasse, 6-
45-74-84-54 ; George V, 45-67-54-18-50 ;
45-67-54-18-50 ; UGC Goheline, 13-
46-32-41-84-85 ; Océanraf, 14-
46-32-41-81-01 ; Saint-Lambert, 15-
46-32-41-81.

LA SOIR DU BAL (A., v.o.j.) : Passage du
Nord-Ouest, 49-147-70-81-47.

STALKER (Ser., v.o.j.) : Saint-André-des-
Ars 2, 8-43-26-90-20.

UNE FEMME SANS INFLUENCE (A.,
v.o.j.) : Sept Parastations, 14-143-20-32-20.

FESTIVALS

[illegible]

Bel. : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88)
mer., sam. 13 h 30, lun. 15 h 15.

LES GRANDES REPRISES

ADIEU, MA JOLIE (A. v.o.) : Petite Melodie
Lugosi s'efface Louis-Juvet, 6 h 43-54-42-34.
ALLES (A. v.o.) : Les Trois Lurons
Eugene Selditch, 6 h 44-05-20-49.
LES AMANTS DE LA NUIT (A. v.o.) : La
Julietta Permesse, 6 h 44-28-58-00.
ANNIE HANCOCK (A. v.o.) : Les Trois Lurons
Eugene Selditch, 6 h 45-37-77.
BLOOD SIMPLE (M. v.o.) : Gaumont Les
Hollandais, 6 h 46-26-12-12 : Gaumont Odéon,
2 h 47-19-50-53 : Rénata Odéon,
3 h 48-01-50-53 : Rénata Odéon, 4 h
48-59-50-53 : 14 Juillet Escadilla, 1 h
49-07-50-81 : Escadilla, 1 h
49-07-58-04 : Gaumont Permesse, 14 h
49-59-50-53 : Rénata Odéon.
BOB ET CAROLE ET TED ET ALICE (A. v.o.) : Les Trois Lurons, 6 h 49-51-10-60.
LES CHENILLES (Int. v.o.) : Rénata Logos
6 h 51-34-34-34.
LE DERNIER COMBAT (F. v.o.) : Cinéplex,
6 h 52-33-10-52.
LE DERNIER NABAS (A. v.o.) : Eclairlux,
6 h 52-07-26-04.
L'EAU ET LES HOMMES (F. v.o.) : Le Coléon,
7 h 05-05-80-00.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 26 AOÛT

«Fêtes et jardins du Marais. Place
des Vosges », 14 h 30, sortie
métré (Jardins du passé).
 « Jardins et musées maraîchers du
vieux Montmartre », 14 h 30, métro
Lamarck-Caulaincourt (M^e Cazeau).
 « Promenade : le Montparnasse des
artistes », 15 heures, 171, boulevard
de Montparnasse (Paris et son his-
toire).
 « Les salons de Limoux et le mon-
tagnais Saint-Genviève », 15 heures,
sortie du métro Jussieu (Paris et son
histoire).

CONFÉRENCES

11 h 55, rue Kappeler, 19 h 30 :
« Karma, loi d'harmonie et de res-
tance ». Entrée libre (Logis uni des
théosophes).

CONFERENCES

11 bis, rue Keppler, 19 h 30 :
« Karma, loi d'harmonie et de jus-
tice ». Entrée libre (Loge unie des
théosophes). g

Le Monde

RÉDACTION : LE SECTEUR SOCIAL :
16, RUE FAUGUËRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : (1) 40-85-25-99
Téléc. : 206.806F

ADMINISTRATION :
1. PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-80-25-25
Télécopieur : (1) 49-80-30-10
Téléc. : 281.311F

Édité par la SARL Le Monde
 Durée de la société :
 cent ans à compter du
 10 décembre 1944

Capital social :
 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
 « Les rédacteurs du Monde »,
 « Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme
 des lecteurs du Monde
 Le Monde-Entreprises,

M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde

PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
 Michel Cros, directeur général
 Philippe Dupuis, directeur

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avié
 75902 PARIS CEDEX 15
 Tél. : (1) 46-52-72-72
 Téléc. MONDIPUB 43 128 F

Téléc. : 46-43-96-73 - Société filiale
 de la SARL Le Monde et de Médiam 18 Régions Europe SA.

imprimé
 au Monde
 12, z. M.-Gustave
 94852 IVRY Cedex

Commission paritaire des journaux
 et publications, n° 57 437
 ISSN 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms
 et index du Monde au (1) 40-85-28-33

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapes LEMONDE
 ex 28-15 - Tapes LM

*Reproduction interdite de tout article,
 sans accord avec l'administration*

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-30

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE- LUXEMB.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS <i>Vale normale-CEE</i>
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINTTEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse défilés ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP. Paris PP

201 MCM 01

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Après l'intervention des troupes géorgiennes

La Russie veut imposer une cessation des hostilités en Abkhazie

MOSCOU

de notre correspondant

Placé dans une situation inconfortable par l'intervention militaire géorgienne en Abkhazie, M. Boris Eltsine, après avoir paru soutenir sur le fond la position de M. Edouard Chevardnadze, s'emploie à imposer une cessation des hostilités, qui semblent s'être intensifiées dans la nuit de lundi 24 à mardi 25 août. A l'issue d'une réunion du « Conseil national de sécurité » qui s'est tenue lundi 24 août, la présidence russe a fait savoir que M. Eltsine allait prendre des mesures pour « mettre fin au conflit » et contribuer à l'ouverture de négociations avec les deux parties.

Un peu plus tard, on annonçait à Moscou que M. Eltsine allait rencontrer « ces jours prochains » le numéro un géorgien, M. Edouard Chevardnadze, avec lequel il avait eu plusieurs entretiens téléphoniques. Selon un porte-parole de M. Eltsine, il s'agit de ce stade d'une rencontre bilatérale. Mais elle pourrait déboucher sur une négociation élargie, avec la participation du président du parlement abkhaze, M. Vladislav Ardzinba, dont les dirigeants de Tbilissi continuent d'exiger la démission, mais qui s'est réfugié avec ses partisans dans la région de Goudaouta où la résistance aux troupes géorgiennes continue.

M. Ardzinba, qui avait proclamé au mois de juillet la « souveraineté » de l'Abkhazie, refuse de négocier tant que les forces géorgiennes n'auront pas évacué sa république. De son côté, M. Chevardnadze a rétorqué qu'il n'y aurait pas de négociations avant que cesse toute « ingérence étrangère », à savoir l'intervention dans le conflit de volontaires venus d'autres régions du Caucase pour secourir les Abkhazes. Il semble que plusieurs centaines de combattants, parmi les nombreux volontaires, qui ont répondu à l'appel de la « Confédération

des peuples des montagnes du Caucase du Nord », aient réussi à franchir la frontière et à pénétrer en Abkhazie, malgré les efforts déployés du côté russe pour empêcher leur passage.

Dans la nuit de lundi à mardi, les combats entre nationalistes abkhazes et forces géorgiennes, qui avaient cessé depuis la semaine dernière, ont fait au moins quarante-cinq morts - dont quarante parmi les Géorgiens - ainsi qu'une douzaine de blessés, selon des sources abkhazes citées par l'agence Interfax. Par ailleurs un nouveau commandant en chef des troupes géorgiennes en Abkhazie a été nommé en la personne du colonel Gueorgui Karakatchvili, un officier de vingt-cinq ans qui avait reçu une formation de commissaire politique à l'époque soviétique et a déjà dirigé les forces géorgiennes qui combattaient en Ossétie du Sud.

En apparence, et même si les troupes de Tbilissi ne parviennent pas à mater aussi rapidement que prévu la résistance sur place, les choses se présentent plutôt bien pour M. Chevardnadze qui a précédemment approuvé l'opération de pacification de l'Abkhazie. Aucun signe de mécontentement n'est venu

de Washington, qui vient au contraire d'envoyer une assistance médicale à Tbilissi, tandis que le département d'Etat expliquait avec beaucoup de compréhension qu'il n'était « pas facile pour la Géorgie de mettre en place des institutions politiques s'inspirant des valeurs démocratiques et des droits de l'homme ».

Surtout, M. Eltsine a très expressément fait savoir que la Russie fondeait sa politique sur le principe de « l'intégrité territoriale des Etats », ce qui, dans le cas particulier de la Géorgie, signifie que Moscou n'approuve pas les velléités séparatistes des Abkhazes ou des Ossètes du Sud. Cette position s'explique aisément par la crainte du mauvais exemple qui serait donné ainsi à de nombreux peuples de la fédération de Russie, tout particulièrement dans le Caucase où les Tchétchènes ont déjà affirmé leur totale indépendance. Mais elle ne va pas sans poser quelques problèmes politiques, un certain nombre de responsables et de parlementaires russes regrettant ouvertement que la Russie reste sourde aux appels au secours lancés par les Abkhazes.

JAN KRAUZE

EN BREF

□ Aérospatiale : commande de chasseurs pour l'Italie et d'hélicoptères pour le Brésil. - Malgré une conjoncture difficile, l'industrie aéronautique vient d'enregistrer deux commandes de la part des gouvernements italien et brésilien. McDonnell Douglas vient en effet d'annoncer la confirmation de l'option d'achat par l'aéronavale italienne de treize chasseurs à décollage vertical de type AV-8B Harrier II Plus. Le contrat pour ces appareils construits aux Etats-Unis et assemblés en Italie devrait être signé au plus tard le 31 octobre.

D'autre part, le groupe franco-allemand Eurocopter viendrait d'enregistrer, selon l'hebdomadaire américain Defense News, la commande par l'armée brésilienne de vingt hélicoptères AS 550 LA Pénec d'une valeur d'environ 125 millions de francs. - (AFP)

□ Inculpation des assassins d'un chauffeur de taxi. - Les deux meurtriers présumés d'une femme chauffeur de taxi à Commerce (Meuse), ont été inculpés lundi 24 août d'assassinat et de vol aggravé par le juge d'instruction de Bar-le-Duc chargé du dossier. Jean Bottolier-Depois et Franck Kairier avaient été arrêtés et écroués samedi 22 août. La veille, dans l'après-midi, les deux hommes avaient violemment frappé M^{me} Ginette Maire, cinquante-neuf ans, pour lui voler son taxi et son argent, environ 1 000 francs. M^{me} Maire, dont le corps avait été retrouvé samedi dans la nuit, grâce aux indications des inculpés, serait décédée des suites de ses blessures.

(Publié)

Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les affractions, ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans les journeaux ces fenêtres qui sont le côté du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en confort. Garantie dix ans. Devis gratuit. Magasin d'exposition 111, rue La Fayette (10^e) - M^o Gare du Nord. Tél. 48-97-18-18. A Grenoble : 78-61-17-47 ; à Lyon : 05-05-15-15.

La campagne pour le référendum du 20 septembre

M. Waechter hésite entre l'approbation et le vote nul

SAINT-NAZAIRE

de notre envoyé spécial

M. Antoine Waechter a indiqué, lundi 24 août à Saint-Nazaire (Loire-Atlantique), où se tiennent les journées d'été de son mouvement, qu'il n'était « pas facile pour la Géorgie de mettre en place des institutions politiques s'inspirant des valeurs démocratiques et des droits de l'homme ».

Ces hésitations de M. Waechter, à quelques jours du conseil national interpartisan des Verts qui doit intervenir la semaine prochaine, illustrent l'embarras du principal porte-parole des Verts à concilier ses propres convictions européennes, la volonté de certains de ses proches d'aboutir à un accord de gouvernement avec les socialistes et le sentiment, majoritaire chez les militants écologistes, selon lequel l'Europe de Maastricht demeure technocratique et anti-démocratique.

Dès l'ouverture des journées d'été de Saint-Nazaire, qui doivent accueillir, vendredi, M. Jacques Delors, le candidat écologiste des Verts à l'élus du conseil régional de la région de la Loire-Atlantique, il a été fait une concession aux partisans du « non » en leur laissant le soin de tenter d'organiser, avant la fin de cette semaine, un débat contradictoire sur le référendum, avec la participation de M^{me} Elisabeth Guigou, ministre déléguée aux affaires européennes, et de M. Philippe Séguin, député (RPR) des Vosges.

J.-L. S.

□ M. Zarka (PCF) demande que « tous les « non » puissent s'exprimer ». - M. Pierre Zarka, membre du secrétariat et du bureau politique du PCF, qui fait campagne pour le « non », a estimé, mardi 23 août, sur Europe 1, à propos de l'émission télévisée du 3 septembre au cours de laquelle le chef de l'Etat sera opposé à M. Philippe Séguin, que ce choix venait à « donner l'impression que le « oui » serait de gauche et que le « non » serait obligatoirement de droite, que « nous ne sommes pas des « non » à l'extrême droite ».

Cher et mérité.

LES «PREMIERS PRIX» DE LA MODE SONT DES «PRIX D'EXCELLENCE»

Voilà les tissus «nouveaux géniaux» de qualité, de création et de goût. (depuis 30 F le mètre)

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

Selon une étude de l'INSEE

Le rythme de croissance des transports a chuté en 1991

La conjoncture est encore dans les transports. Après les bonnes années 1988 et 1989, le rythme de croissance en volume a continué de fléchir l'an dernier (0,8 % en 1991 contre 3,1 % en 1990). Ce tassement est bien supérieur à celui qui affecte la production de l'ensemble de l'économie, passé dans la même temps de 2,2 % en 1990 à 1,2 %.

Alors que la consommation totale des ménages progresse de 1,3 % en volume en 1991, leur consommation en transport chute de 4,3 %. Les ménages réduisent leur consommation de transports collectifs (-1,5 % en volume) mais surmontent leurs achats de véhicules automobiles, qui diminuent de 11,4 %.

Augmentation des prix

Le transport aérien, déjà ébranlé par la guerre du Golfe, est le plus touché par ce ralentissement général, note l'Institut national de la statistique. Il accuse un recul significatif de 6 % en volume, particulièrement sur l'international.

Le succès du TGV n'a pas enrégulé la baisse du trafic ferroviaire de voyageurs. Il diminue de 2,2 % malgré la forte croissance du trafic TGV (+20 %) lié à la mise en service de la ligne sud-ouest. Côté marchandises, le rail freine toutefois son érosion par rapport à la route et se stabilise en 1991 (-0,6 %) après avoir reculé de 3,6 % en 1990.

Dans le même temps, le transport routier de marchandises continue à accroître sa part de marché dans les trafics intérieurs : 72 % contre 53 %

en 1982. Sa croissance globale est toutefois légèrement inférieure à celle des entreprises pour leur propre compte progressant nettement plus que celui pour le compte des autres.

Si la production de transport, mesurée en volume, ralentit sa croissance, la production de cette branche augmente de 4,4 % en valeur. Elle est évaluée à 430 milliards de francs en 1991. Cela résulte d'une augmentation assez générale des prix des transports (+3,7 % en 1991) après trois ans de relative stabilité des prix. « Il faut remonter à 1985 pour retrouver des augmentations de prix des transports supérieures à la moyenne des biens et services », note l'INSEE. Les hausses les plus importantes concernent le transport aérien (plus de 9 %), tandis que la baisse des prix des transports routiers de marchandises s'est ensuivie depuis 1990.

L'emploi continue de croître, mais à un rythme inférieur à celui des dernières années (+0,7 % en 1991 contre 1,5 % en 1990). Les grandes entreprises nationales (Air France, Air Inter, RATP, SNCF) recrutent plus vite (-1,3 % en 1991 contre -0,8 % en 1990) que dans le privé (+1,6 contre +2,6 %). Les résultats des entreprises de transport routier de marchandises sont médiocres tandis que les grandes entreprises nationales connaissent un certain redressement des comptes après la dégradation enregistrée en 1990.

M. LA

A Graulhet (Tarn)

Six pompiers blessés dans l'incendie d'un entrepôt de produits chimiques

ALBI

de notre correspondant

Des flammes d'une hauteur de 30 mètres dégageant une colonne de fumée visible à plusieurs kilomètres à la ronde, cent cinquante pompiers de dix-sept centres de secours mobilisés, six d'entre eux atteints de brûlures et contusions à la suite d'explosions, l'incendie, qui a ravagé, lundi 24 août après-midi, les entrepôts de produits chimiques de la société Sarric à Graulhet (Tarn), a suscité de vives inquiétudes par son importance et les risques de pollution qu'il a représentés.

Ce sont 200 000 litres de solvants (acétate de méthyle et toluène), utilisés dans le traitement

des peaux par l'industrie locale du cuir, qui se sont embrasés. Un périmètre de sécurité de 500 mètres a aussitôt été mis en place et la cellule d'intervention chimique de la Haute-Garonne a été déployée au nord-est des lieux. Les pompiers ont dû projeter plus de 5 000 litres de mousse pour limiter la propagation des flammes et maîtriser le sinistre après deux heures d'efforts.

Le feu s'est déclenché pendant la pause de midi et, en l'absence de personnel, vingt salariés en temps normal, huit en cette période de fin de congés - il n'est pas possible d'arrêter une hypothèse quant à l'origine des flammes qui se sont rapidement propagées avant qu'un voisin ne donne l'alerte.

Lundi, en fin de journée, ce sont les conséquences sur l'environnement qui préoccupaient témoins et acteurs de la lutte contre cet incendie, en raison des émanations toxiques diffusées dans l'atmosphère et des effluents qui se sont écoulés vers la nappe phréatique et le Doudou, rivière d'origine poluée en temps normal.

Deux sociétés de pompage ont été réquisitionnées par la préfecture du Tarn, qui a coordonné les opérations sur le terrain. Des analyses en cours viendront préciser l'ampleur des dégâts sur l'environnement. Le coût économique du sinistre lui-même n'a pas pu être encore évalué.

JEAN-PIERRE BARJOU

SOMMAIRE

LES FINS D'EMPIRES

32 - Les séduits à l'Indo... 2

ÉTRANGER

Aux pourparlers de paix de Washington, les négociateurs israéliens n'ont pas un retour partiel du Golan... 3
Le gouvernement libanais a décidé de mener les élections législatives à leur terme... 3
A la veille de la conférence de Londres sur l'ex-Yugoslavie, l'offensive bosniaque se poursuit sur fond de blocage politique... 4
Le PS estime qu'en cas d'échec de la conférence de Londres, l'ONU devra imposer le droit... 4
La Volynie atteinte par la « purification ethnique »... 5
Allemagne : des centaines d'émigrants ont attaqué le foyer de demandeurs d'asile de Rostock... 5
Brésil : le rapport de la commission parlementaire sur le président Collor... 6
Etats-Unis : M. Bush comble son retard dans les sondages... 6

POLITIQUE

La campagne pour le référendum du 20 septembre : M. Séguin pourrait apparaître comme le champion de l'opposition à M. Mitterrand ; M. Fabius invite les socialistes à se montrer pédagogues ; M^{me} Carrère d'Encausse préside la comité national pour le « oui »... 7
Point de vue : « Contrastes », par Jacques Barrot... 7

SOCIÉTÉ

EDF s'engage à améliorer les conditions d'extension du réseau électrique... 8
Le cyclone Andrew a tué au moins dix personnes en Floride et causé d'importants dégâts... 8
Le pasteur Konrad Raiser élu secrétaire général du Conseil oecuménique des Eglises... 8

SCIENCES • MÉDECINE

■ Manger pour vivre • Imbroglio autour du génome • Notre-Dame-la-Grande, la dessalée... 9 et 10

CULTURE

L'été festival : le grand monde de Peter Gabriel ; Uzes musical... 11
La Russe Eldar Nebolsin a remporté le concours de piano de Santander... 12
Cinéma : le Visiteur de Satyrtit Ray... 12

COMMUNICATION

Les nouveaux programmes d'Antenne 2 et de FR3... 12
La treizième Université d'été de Carcassonne-Maubuisson... 12

ÉCONOMIE

La faiblesse du dollar et les turbulences des marchés boursiers... 13
L'assureur norvégien Uni Storebrand est au bord de la faillite... 13
Castorama est autorisé à racheter Bricorama et Bricor... 13
Adidas-France poursuit sa restructuration... 16

Services

Abonnements... 18
Annonces classées... 14 et 16
Carnet... 12
Marchés financiers... 16 et 17
Météorologie... 19
Mots croisés... 19
Radio-télévision... 19
Spectacles... 18
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 25 août 1992 a été tiré à 495 125 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

Arts et spectacles :

La Biennale de la danse à Lyon

A l'issue de la cinquième biennale, consacrée à l'Espagne, la découverte de la vitalité chorégraphique de ce pays, ainsi que le portrait d'une grande dame de la danse mondiale, Alicia Alonso, directrice-fondatrice du Ballet national de Cuba. Et aussi le programme raisonné de la rentrée théâtrale à Paris.

DE SCIENCES & VIE

BIG SCIENCE - LES GRANDS PROJETS SCIENTIFIQUES DU XXI^e SIÈCLE

INVENTION DE LA «PILULE»

Vote for Women

L'HISTOIRE DES SCIENCES

DEUX GRAMMES QUI ONT CHANGÉ LE MONDE

Ces CAHIERS DE SCIENCE & VIE vous racontent l'histoire de la pilule qui bouleversera les rapports amoureux dans nos sociétés occidentales. Au départ, dans les années 50, une noble intention : réguler les naissances dans les pays pauvres pour lutter contre la misère.

LES CAHIERS DE SCIENCE & VIE

LES GRANDS PROJETS SCIENTIFIQUES DU XXI^e SIÈCLE